# COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE



# RAPPORT INTERIMAIRE DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE POUR L'ANNEE 2015 ET PERSPECTIVES POUR 2016

30<sup>e</sup> édition Mars 2016

#### **AVANT-PROPOS**

La parution du Rapport intérimaire de la surveillance multilatérale des économies de la CEMAC pour l'année 2015 et les perspectives pour 2016 intervient dans un contexte international et sous-régional particulier.

En effet, au niveau international, l'activité économique est restée faible. Dans les pays émergents et en développement, qui représentent plus de 70 % de la croissance mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive, tandis qu'une reprise modeste a été observée dans les pays avancés. L'inflation, quant à elle, a fléchi dans les pays avancés, principalement du fait de la baisse des prix du pétrole et d'autres produits de base, et dans les pays émergents, du fait du recul des prix des produits de base.

Au niveau sous-régional, la situation est marquée, au plan économique, par le retournement prononcé du marché du pétrole qui a eu des effets dépressifs sur la demande intérieure et le secteur non pétrolier, conduisant notamment à un net ralentissement de l'activité économique globale et à une détérioration des comptes publics et extérieurs. Aux plans politique et sécuritaire, les Autorités continuent de s'atteler à la recherche des solutions de sortie de crise en Centrafrique et ont pris toute la mesure de la menace terroriste que représentent les radicaux islamistes de Boko-Haram aux frontières du Cameroun et du Tchad.

Le présent rapport qui sera adopté par le Conseil des Ministres de l'UEAC et présenté aux rencontres de la Zone franc, s'adresse aux décideurs, aux agents économiques de la sous-région, ainsi qu'aux organisations soucieuses de comprendre, orienter et influencer les politiques gouvernementales des pays membres de la CEMAC.

Notre objectif est d'aider à mieux comprendre les évolutions économiques et sociales récentes et de proposer des axes de réflexion en vue d'améliorer le cadre macroéconomique sous-régional.

Je félicite toutes les cellules nationales pour leur implication dans l'élaboration de ce rapport et les exhorte à mettre en œuvre les recommandations de la dernière session extraordinaire du Collège de Surveillance Multilatérale.

LE PRESIDENT

**Pierre MOUSSA** 

# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
TABLE DES MATIÈRES	3
LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES GRAPHIQUES	5
LISTE DES SIGLES	
RÉSUMÉ	
INTRODUCTION	
1.ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	
	12
2. ÉVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC).	17
2.1 Secteur reel.	
2.2 Prix	
2.3 FINANCES PUBLIQUES	21
2.4 BALANCE DES PAIEMENTS	
2.5 Monnaie	
2.6 Perspectives economiques de la Communaute pour l'annee 2016	
3. ÉTAT DE LA CONVERGENCE DANS LA COMMUNAUTE	25
3.1 Criteres de convergence	26
3.2 INDICATEURS DE SURVEILLANCE MULTILATERALE	
4. ÉTAT DES RELATIONS DE LA CEMAC AVEC LES INSTITUTIONS	
FINANCIERES INTERNATIONALES	32
4.1 Cameroun	33
4.2 Centrafrique	
4.3 CONGO	
4.4 Gabon	
4.5 GUINEE-ÉQUATORIALE	
4.6 TCHAD	
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE	37
RECOMMANDATIONS GENERALES	38
RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES	
ANNEXE 1 : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES PAYS	
MEMBRES	41
1. CAMEROUN	42
2. CENTRAFRIQUE	
3. CONGO	
4. GABON	
5. GUINÉE ÉQUATORIALE	
6. TCHAD	
ANNEXE 2 : STATISTIQUES ECONOMIQUES	63
BIBLIOGRAPHIE	80

# LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Synthèse des indicateurs macroéconomiques de la CEMAC	9
Tableau 2 : Évolution des critères de convergence 2010-2016	28
Tableau 3 : Évolution de quelques indicateurs de surveillance 2010-2016	29
Tableau 4 : Évolution des critères complémentaires 2010-2015	30
Tableau 5 : Résultats provisoires de la surveillance multilatérale dans la CEMAC	31
Tableau 6: Vue d'ensemble de l'économie mondiale : PIB et Prix à la consommation (variation annuelle, en %)	
Tableau 7: Evolution des prix des matières premières	64
Tableau 8 : CEMAC, Produit Intérieur Brut (Taux de croissance annuelle, en %)	65
Tableau 9 : CEMAC, Produit Intérieur Brut (Contribution à la croissance, en %)	65
Tableau 10 : CEMAC, Produit Intérieur Brut (structure, en %)	66
Tableau 11: CEMAC, Ressources et Emplois (Taux de croissance annuelle, en %)	66
Tableau 12 : CEMAC, Ressources et Emplois (Contribution à la croissance, en %)	
Tableau 13 : CEMAC, Ressources et Emplois (Structure du PIB, en %)	67
Tableau 14: CEMAC, Inflation (moyenne annuelle, en %)	67
Tableau 15: CEMAC, tableau des opérations financières des Etats (en milliards de FCFA)	68
Tableau 16: CEMAC, Balance des paiements (en milliards de FCFA)	69
Tableau 17: CEMAC, Situation monétaire (en milliards de FCFA)	70
Tableau 18: CEMAC, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques	71
Tableau 19: CAMEROUN, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques	72
Tableau 20: CENTRAFRIQUE, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicat macroéconomiques	
Tableau 21: CONGO, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques	74
Tableau 22: GABON, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques	75
Tableau 23: GUINEE-EQUATORIALE, Synthèse des opérations financières de l'État et principau indicateurs macroéconomiques	
Tableau 24 : TCHAD, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques	77
Tableau 25 : CEMAC, Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur (en milliards de FCFA)	78
Tableau 26 : CEMAC, Ressources et Emplois (en milliards de FCFA)	79

# LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Croissance du PIB des pays en développement
Graphique 1: Croissance du PIB des pays avancés
Graphique 2: Croissance du PIB des pays en développement
Graphique 4: Evolution des prix à la consommation des Pays avancés
Graphique 5: Evolution des prix à la consommation des Pays en développement15
Graphique 6 : Evolution des indices des cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC
Graphique 7: Croissance du PIB sous-régional
Graphique 8 : Contribution à la croissance sous-régionale
Graphique 9: Croissance du PIB sous-régional
Graphique 10 : Contribution à la croissance
Graphique 11: Évolution de l'inflation dans la Sous-région
Graphique 12: Évolution de la structure des dépenses courantes
Graphique 13: Évolution de la structure des dépenses en capital
Graphique 14: Ratios budgétaires (en % du PIB) de la Sous-région
Graphique 15: Commerce extérieur sous régional (en % du PIB)
Graphique 16: Commerce extérieur sous régional (en % du PIB)
Graphique 17: Solde budgétaire de base hors pétrole (en pourcentage du PIB hors pétrole; critère >=0)27
Graphique 18: Nombre de pays respectant le critère de l'inflation27

#### LISTE DES SIGLES

AN Assemblée Nationale

BAD Banque Africaine de Développement

BADEA Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique

BCE Banque Centrale Européenne

BEAC Banque des États de l'Afrique Centrale

BDEAC Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale

BM Banque Mondiale

BTP Bâtiments et Travaux Publics

C2D Contrat de Désendettement et de Développement

CEMAC Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CNSEE Centre National de la Statistique et des Études Economiques (Congo)

COBAC Commission Bancaire d'Afrique Centrale

CONADEG Commission Nationale de Diversification de l'Economie Gabonaise

DGID Direction Générale des Impôts et Domaines

DGSCN Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (Guinée

Équatoriale)

DGSEE Direction Générale des Statistiques et des Études Economiques (Gabon)

DSRP Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

DTS Droits de Tirages Spéciaux

ECAM3 3<sup>e</sup> Enquête Camerounaise Auprès des Ménages

ITIE Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives

FED Fonds Européen de Développement FMI Fonds Monétaire International

FRPC Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance

ICASES Institut Centrafricain des Statistiques et des Études Economiques et Sociales

(Centrafrique)

INS Institut National de la Statistique (Cameroun)

INSEE Institut National des Statistiques et Études Economiques

INSEED Institut National de la Statistique, des Études Economiques et Démographiques

(Tchad)

OMD Objectifs du Millénaire pour le Développement PER/CEMAC Programme Economique Régional de la CEMAC

PIB Produit Intérieur Brut

PIR Programme Indicatif Régional

PME/PMI Petite et Moyenne Entreprise/Petite et Moyenne Industrie PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

PPTE Pays Pauvres Très Endettés

SONARA Société Nationale de Raffinage (Cameroun) SNRP Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté

SYDONIA SYstèmeDOuaNIer Automatisé

TEC Tarif Extérieur Commun WEO World Economic Outlook

## **RÉSUMÉ**

En 2015, le rythme de l'activité économique mondiale est restée modeste avec 3,1 % de croissance, soit 0,3 point de moins qu'en 2014. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent encore de 70 % du PIB mondial, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive, tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés.

Dans ce contexte d'évolution de l'économie mondiale, la situation macroéconomique des États membres de la CEMAC a été caractérisée en 2015 par un ralentissement de la croissance économique, une détérioration des comptes des finances publiques et des comptes extérieurs, une situation monétaire moins confortable, et une baisse des tensions inflationnistes.

En effet, la contreperformance du secteur pétrolier a eu des effets dépressifs sur la demande intérieure et le secteur non pétrolier, conduisant à un taux de croissance du PIB estimé à 2,8 % en 2015. Au niveau des comptes publics, le déficit du solde budgétaire, base engagements, hors dons, s'est creusé, représentant 3,1 % du PIB en 2015 contre 1,6 % du PIB en 2014. Du côté des échanges avec l'extérieur, le déficit du solde extérieur courant, hors dons officiels, représente 12,2 % du PIB en 2015 contre 4,5 % du PIB un an plus tôt. Quant au taux de couverture extérieure de la monnaie, il a reculé à 77,1 % contre 89,8 % en 2014. Le taux d'inflation annuel moyen de la Communauté s'est fixé à 2,3 % en 2015 contre 3,2 % en 2014.

Par pays, les principaux agrégats macroéconomiques au cours de l'année 2015 se présentent de la manière suivante :

- Le rythme de l'activité économique a été soutenu au Cameroun (+5,9 % en 2015 comme en 2014) et en Centrafrique (+4,9 % contre +1 % un an plus tôt), alors qu'il a ralenti au Congo (+2,4 % contre 6,7 % en 2014) et au Tchad (+3,3 % contre +6,2 % une année auparavant). Cependant, le rythme de croissance a été quasi-stable au Gabon (+4 % contre +4,3 % une année plus tôt). Il a baissé en Guinée Équatoriale (+0,6 % en 2014 à -6,1 % en 2015).
- L'inflation en moyenne annuelle a été la suivante : au Cameroun (+2,7 %), en République Centrafricaine (+2 %), au Congo (+1,8 %), au Gabon (-0,3 %), en Guinée Equatoriale (+1,7 %) et au Tchad (+3,7 %).
- Le solde budgétaire, base engagements, hors dons, est ressorti déficitaire dans tous les pays de la CEMAC : au Cameroun (-0,7 % du PIB contre -3,0 % du PIB en 2014), en République Centrafricaine (-8,5 % du PIB contre -7,6 % du PIB en 2014), au Congo (-11,5 % du PIB contre de +3,3 % du PIB en 2014), au Gabon (-1,5 % du PIB contre +2,5 % du PIB en 2014), en Guinée Équatoriale (-4,9 % du PIB, contre -6,1 % en 2014), et au Tchad (-2,6 % du PIB, contre -2,2 % du PIB en 2014).
- Le solde extérieur courant a été déficitaire dans tous les États membres : au Cameroun (-4,5 % du PIB contre -4,7 % du PIB un an auparavant), en République Centrafricaine (-13,3 % du PIB contre -16,6 % du PIB en 2014), au Congo (-42,1 % du PIB contre -7% du PIB en 2014), au Gabon (-2,7 % du PIB en 2015 contre +3,7 % du PIB en 2014), en Guinée équatoriale (-17,4 % du PIB contre -3,2 % du PIB en 2014) et au Tchad (-15,9 % du PIB contre -12 % du PIB un an auparavant).
- La régression de l'agrégat de monnaie de la CEMAC de 1,5 % entre décembre 2014 et décembre 2015 résulte de la baisse de cet agrégat au Congo (-11,2 %), en Guinée Équatoriale (-10,8 %) et au Tchad (-6,3 %). En revanche, ce repli a été modéré par la progression de la monnaie au Cameroun (+8,5 %), en République Centrafricaine (+4,6 %) et au Gabon (+0,9 %).

Les perspectives macroéconomiques de la CEMAC pour l'année 2016 se caractériseraient par un ralentissement économique, suite à l'effet cumulé de la baisse continue des prix du pétrole brut, et de la contraction de la production des hydrocarbures dans la plupart des États producteurs de CEMAC. Cette contreperformance serait suivie d'une dégradation de tous les

autres comptes économiques : les finances publiques, les comptes courants et la situation monétaire.

Ainsi, le taux de croissance en termes réels s'établirait à 2,7 % en 2016 contre 2,8 % un an plus tôt, provenant de -3,1 % du secteur pétrolier et +4,8 % du secteur non pétrolier.

Les hypothèses pour les perspectives de l'année 2016 tablent principalement sur : (i) une baisse de la production pétrolière de 5,4 % à 45,3 millions de tonnes ; ii) une hausse de la production de méthanol et autres gaz de 8,5 %, à 8 813,7 milliers de tonnes ; iii) un redressement du secteur non pétrolier, (iv) une croissance économique mondiale se situant à 3,4 % en 2016 contre 3,3 % en 2015 ; (iv) une appréciation du dollar de 591,7 FCFA en 2015 à 608 FCFA en 2016 ; et (vi) une baisse des prix des principales matières premières, dont le pétrole (à 37 dollars le baril en moyenne sur l'année 2016 contre 50,9 dollars en 2015), le cuivre, le café, le manganèse, le coton et l'aluminium.

S'agissant de l'état de la convergence, selon les données provisoires disponibles pour 2015, la Communauté observe deux critères sur quatre, à savoir ceux relatifs à l'inflation et au taux d'endettement. Par pays, le Cameroun a respecté les quatre critères. Le Gabon a respecté trois critères à l'exception de celui relatif à la non-accumulation des arriérés extérieurs et intérieurs sur la gestion courante. La Centrafrique, le Congo, la Guinée Équatoriale et le Tchad ont respecté deux critères se rapportant au taux d'inflation et au taux d'endettement public, pour les trois premiers le taux d'endettement et la non-accumulation des arriérés pour le Tchad.

Concernant les relations avec les institutions financières internationales, la dernière revue régionale entre les institutions de Bretton Woods et celles de la CEMAC a eu lieu à Libreville et Yaoundé du 23 avril au 7 mai 2015, dans le cadre des travaux de la 26ème session des consultations annuelles. La mission s'est entretenue avec les Institutions communautaires notamment sur les questions se rapportant à (a) la viabilité extérieure et le cadre de surveillance budgétaire ; (b) l'efficacité de la politique monétaire commune ; (c) la stabilité et le développement du secteur financier ; (d) la mise à jour du PESF de la CEMAC ; (e) l'intégration régionale ; et (f) la réforme des institutions régionales. Au niveau des États, des consultations du FMI au titre de l'article IV ont été menées en 2015 dans tous les autres États.

Tableau 1: Synthèse des indicateurs macroéconomiques de la CEMAC

Libellé  Libellé	2010	ques de 2011	2012	2013	2014	2015	2016
Croissance (en %)	2010	2011	2012	2013	Estim		Prev
Croissance (cir 70)					Louin .	Estim.	1101
PIB aux prix constants du marché de 2005	5,0	3,9	5,8	1,3	4,8	2,8	2,7
PIB du secteur pétrolier	-2,9	-1,7	-1,2	-7,3	2,7	0,8	-3,1
PIB du secteur non pétrolier	9,5	6,8	9,0	5,0	5,6	3,5	4,8
Contribution	5,0	3,9	5,8	1,3	4,8	2,8	2,7
PIB du secteur pétrolier	-1,1	-0,6	-0,4	-2,2	0,7	0,2	-0,8
PIB du secteur non pétrolier	6,0	4,5	6,1	3,5	4,1	2,6	3,5
Demande intérieure	11,1	4,6	11,4	4,6	5,1	-4,7	-2,9
Demande extérieure	-6,1	-0,6	-5,6	-3,3	-0,2	7,5	5,6
Inflation (en %)	0,9	2,5	3,8	2,0	3,2	2,3	2,7
Finances publiques (en % du PIB)							
RECETTES TOTALES	25,4	27,0	26,6	25,9	24,6	21,3	21,5
Recettes pétrolières	16,3	18,1	17,5	15,9	13,4	8,9	6,8
Recettes non pétrolières	9,1	9,0	9,1	10,0	11,2	12,4	14,7
recettes fiscales	8,4	8,3	8,3	9,4	9,7	11,3	13,3
recettes non fiscales	0,7	0,7	0,7	0,6	1,5	1,1	1,4
DÉPENSES TOTALES	24,1	24,7	27,9	28,1	26,2	24,5	28,6
DÉPENSES COURANTES	11,8	11,6	12,6	14,0	13,1	13,8	15,4
DÉPENSES EN CAPITAL	12,3	13,1	15,4	14,1	13,1	10,7	13,1
SOLDE PRIMAIRE	3,7	4,7	1,2	1,6	1,5	-0,2	-1,6
SOLDE DE BASE	3,1	4,3	0,7	0,9	0,9	-1,0	-3,0
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons	1,4	2,4	-1,3	-2,2	-1,6	-3,1	-7,0
Secteur extérieur (en % du PIB)							
Solde du compte courant (transf publics exclus)	-3,2	2,7	2,7	-3,4	-4,5	-12,2	-14,6
Compte de capital et des opérations financières	3,8	2,5	1,9	3,7	6,7	6,1	9,4
Solde global	-0,1	3,0	1,6	-0,3	-0,9	-6,4	-5,2
Monnaie (en variation annuelle)							
avoirs extérieurs nets	-1,4	19,5	9,2	-0,4	-9,3	-27,0	-25,5
Créances nettes sur les États	20,1	-38,4	18,0	-0,4	-9,3 38,0	79,2	-23,3 240,9
Crédits à l'économie	19,4	-36,4 26,4	11,4	23,8	38,0 9,3	9,9	13,1
Masse monétaire (M2)	24,7	18,1	17,1	6,6	5,9	-1,5	3,5
Taux de Couverture Extérieure de Monnaie	100,3	99,8	98,4	97,5	89,8	77,1	60,5

Source : États membres, BEAC & Commission de la CEMAC

Introduction

Le présent rapport d'exécution de la surveillance multilatérale dresse un bilan de la situation économique, financière et sociale des États membres et de la Sous-région et propose des recommandations de politiques économiques. Ce document a été rédigé à la suite des missions effectuées par les services de la Commission de la CEMAC dans les États membres en janvier et février 2016.

Ce rapport se structure en cinq parties. La première partie décrit les événements économiques et financiers qui ont marqué l'environnement international au cours de l'année 2015 et les perspectives pour 2016. La deuxième partie retrace la situation économique et financière récente de la Communauté ainsi que les perspectives en 2016. Quant à la troisième partie, elle examine l'état de la convergence dans la Communauté et la position de chaque État membre au regard des critères de convergence. La quatrième partie porte sur l'état des relations de la Communauté et des États membres avec la Communauté financière internationale. La dernière partie du rapport est une conclusion sous forme de recommandations de politiques économiques.

1. Environnement économique international<sup>1</sup>

 $<sup>^{1}</sup>$  Cette partie est rédigée sur la base du rapport de WEO du FMI d'octobre 2015 et la mise à jour de janvier 2016.

En 2015, l'activité économique mondiale est restée languissante. Dans les pays émergents et en développement, qui représentent plus de 70 % de la croissance mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive, tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés. La croissance mondiale est estimée à 3,1 % pour l'année 2015, soit 0,3 point de moins qu'en 2014.

L'inflation globale a fléchi dans les pays avancés, principalement du fait de la baisse des prix du pétrole et d'autres produits de base, et dans les pays émergents, du fait du recul des prix des produits de base.

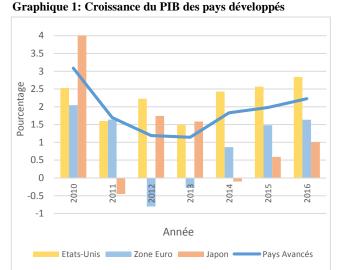
En 2016, la croissance mondiale devrait atteindre 3,4 %. Elle serait portée par l'accélération de la croissance dans les pays avancés (2,1 % en 2016 contre 1,9 % en 2015) et dans les pays émergents et en développement (4 % en 2015 à 4,3 % en 2016). L'inflation serait également maitrisée, avec un taux de 1,1 % en 2016 contre 0,3 % en 2015 dans les pays avancés.

#### 1.1 Croissance économique

Une croissance mondiale de 3,1 % est estimée pour l'ensemble de l'année 2015, soit légèrement au-dessous de celle enregistrée en 2014, de 0,3 point.

Aux **États-Unis**, la reprise économique s'est poursuivie grâce à la baisse des prix de l'énergie, à l'allègement du frein budgétaire et à l'amélioration du marché immobilier. Ces forces ont compensé l'effet de l'affermissement du dollar sur les exportations nettes. La croissance en 2015 est estimée à 2,6 % contre 2,4 % en 2014. Le taux de chômage est retombé à 5,4 % en fin d'année.

Au **Japon**, un solide rebond au premier trimestre de l'année 2015 a été suivi par une baisse de l'activité au second trimestre. Pendant le premier semestre de l'année, la consommation a été inférieure aux prévisions, de même que les exportations nettes. Les exportations ont diminué considérablement au deuxième trimestre. Le taux de croissance du PIB réel est passé de 0 % en 2014 à 0,6 % en 2015, en relation notamment avec l'affaiblissement du yen et la baisse des prix des produits de base.



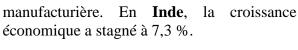
Dans la **zone euro**, la reprise a été plus ou

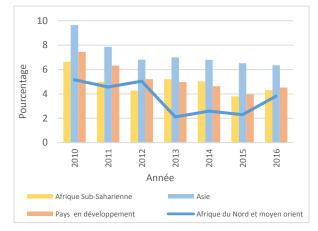
moins conforme aux prévisions d'avril : une croissance plus vigoureuse que prévu en Italie et surtout en Irlande et en Espagne (grâce au redressement de la demande intérieure) a compensé une croissance inférieure aux prévisions en Allemagne. Le repli des prix du pétrole et la baisse des taux d'intérêt ont stimulé l'activité en 2015. La croissance économique dans la zone euro est ainsi à 1,5 % en 2015 contre 0,9 % en 2014. Elle s'est accélérée en France (1,1 % en 2015 et 0,2 % en 2014), en Italie (0,8 % en 2015 contre -0,4 % en 2014) et surtout en Espagne (3,2 % en 2015 contre 1,4 % en 2014). En Allemagne, elle est estimée à 1,5 % en 2015 contre 1,6 % en 2014.

Dans **les pays émergents et les pays en développement,** la croissance a poursuivi son ralentissement pour s'établir à 4 % en 2015 contre 4,6 % en 2014. Cette évolution devrait s'inverser en 2016, où le taux de croissance est projeté à 4,3 %. En **Chine**, le taux de croissance s'est replié à 6,9 % en 2015 (contre 7,3 % en 2014) et devrait encore diminuer en 2016, en

partie à cause de la poursuite du ralentissement de l'investissement et de l'activité

Graphique 3: Croissance du PIB des pays en développement





Du côté de l'Afrique subsaharienne, la croissance a fortement ralenti en 2015 à 3,5 % alors qu'elle était de 5 % en 2014, à cause de la baisse des prix du pétrole, du recul des cours des autres produits de base, ainsi que des troubles géopolitiques et internes dans un petit nombre de pays. Le taux affiché par l'Afrique du Sud est revenu à 1,3 % en 2015 contre 1,5 % en 2014, du fait des délestages de l'électricité et d'autres goulots d'étranglement de l'offre. **Dans** d'autres pays de la région, principalement ceux exportateurs de pétrole, la

baisse des cours des matières premières a entrainé la baisse des investissements dans les industries extractives et les infrastructures. De ce fait, la croissance économique dans ces pays a été plus faible que prévue.

## 1.2 Évolution des prix à la consommation

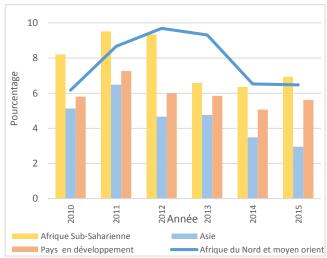
En 2015, l'inflation mondiale mesurée par l'indice des prix à la consommation a fléchi dans les pays avancés (0,2 % en 2015 contre 0,6 % en 2014) du fait de la baisse des prix du pétrole, du recul des prix d'autres produits de base et de l'affaiblissement de la demande dans plusieurs pays qui ont connu déjà une inflation inférieure à l'objectif fixé, tels que ceux de la zone euro et le Japon. Dans la **zone euro**, l'inflation s'est fixée à 0,2 % en 2015, soit légèrement audessous du niveau observé en 2014. Au **Japon**, l'inflation est revenue à 0,7 % bien au-dessous du niveau de 2,7 % constaté en 2014. Aux **États-Unis**, l'inflation annuelle est retombée à 0,1 % en 2015, après un repli prononcé fin 2014 et début 2015 en raison de la baisse des prix de l'énergie.

Dans les pays émergents, le recul des prix du pétrole et le ralentissement de l'activité ont contribué à un fléchissement de l'inflation en 2015, même si la baisse du prix du pétrole n'a pas été répercutée intégralement sur les prix payés à la pompe. Par ailleurs, de fortes dépréciations nominales des taux de change ont orienté les prix à la hausse dans plusieurs pays, en particulier dans les pays exportateurs de produits de base. En Chine, l'inflation a été de 1,5 % en 2015. En Inde, elle a légèrement fléchi à 5,4 %, en raison de la baisse des prix mondiaux du pétrole et des produits de base agricoles. Au Brésil, l'inflation moyenne s'est établi à 8,9 % en 2015, soit au-dessus du plafond de la marge de tolérance, du fait d'un ajustement des prix réglementés et d'une dépréciation de la monnaie. De même, elle a été de 15,8 % en 2015 en Russie, en raison de la forte dépréciation du rouble. Quelques pays émergents ont affiché une inflation globale largement inférieure à l'objectif fixé en 2015.

# Graphique 4: Évolution des prix à la consommation des Pays avancés

Graphique 5: Évolution des prix à la consommation des Pays en développement





Source: PEM, FMI, octobre 2015 et mise à jour janvier 2016

#### 1.3 Conditions monétaires et financières

En 2015, le bas niveau des taux d'intérêt à long terme, la détente du crédit et la persistance de faibles écarts de taux dans les pays avancés ont soutenu la reprise et ont eu un impact favorable sur la dynamique de la dette.

Les variations des taux de change des principaux pays avancés ont été relativement modestes en fin d'année 2015, après les fortes variations enregistrées entre août 2014 et mars 2015. Le taux de change de l'euro vis-à-vis du dollar était établi à 1,33 dollar pour 1 euro en moyenne sur 2014 et est revenu à 1,13 en 2015.

Les conditions financières se sont par contre durcies dans la plupart des pays émergents et les pays en développement, quoique de manière très différente selon les pays et les régions. Les cours des actions ont reculé, et les monnaies se sont dépréciées ou ont été mises sous pression, surtout dans les pays exportateurs de produits de base.

#### 1.4 Évolution des prix des matières premières

Les cours des matières premières de base échangés sur le marché mondial ont baissé de 7,1 % en 2015, poursuivant ainsi la tendance observée depuis 2014. Cette baisse est attribuable à d'une diminution de 39,2 % des cours de l'énergie, qui tient pour l'essentiel à une chute de ceux du pétrole brut.

L'effondrement des cours du baril s'est poursuivi tout au long de l'année 2015. Les prix du pétrole brut ont fortement baissé, de 15,2 % en décembre 2015 pour se situer à 36,6 \$/baril. Cela s'explique par des facteurs liés à la fois à l'offre et à la demande. S'agissant de l'offre, deux facteurs ont été particulièrement déterminants : (i) la production soutenue des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et (ii) la levée de l'interdiction d'exportation par les États-Unis du pétrole de schiste. Du côté de la demande, l'on peut citer le ralentissement de la croissance mondiale en 2015, avec une incidence sur la la demande de pétrole.

Les cours des produits agricoles de base ont augmenté de 1 % en décembre 2015 par rapport à leur niveau de 2014. Les prix des aliments ont augmenté de 1,6 %, les prix des boissons ont diminué de 1 % et les prix des matières premières agricoles sont restés globalement inchangés en 2015. Les prix du soja ont augmenté de 1 % du fait de la détérioration des perspectives de production du Brésil et de la forte demande. Les prix du blé ont augmenté de 4 % en raison de la faiblesse de l'offre. Les prix du maïs ont diminué de 1 % en raison d'un approvisionnement abondant sur le marché. Les prix du riz ont légèrement diminué en raison des estimations de production plus élevées, en particulier en provenance d'Asie. Le prix du café robusta a chuté de 3 % du fait de l'approvisionnement suffisant du marché en provenance du Vietnam.

**Quant aux cours des métaux,** ils ont baissé de 3,7 % en décembre 2015. Au cours de l'année 2015, l'indice des métaux a chuté d'environ 30 % du fait du ralentissement de la demande en Chine, et d'un meilleur approvisionnement des marchés. Les baisses ont été concentrées dans le minerai de fer et de nickel, qui ont enregistré plus de 40 % de baisse ; ainsi que sur l'aluminium, le cuivre, l'étain et le zinc qui ont diminué de plus de 20 % au cours de l'année dernière.

S'agissant des cours des **principaux produits exportés par les pays de la CEMAC**, ceux du baril de pétrole ont baissé de 15,2 % en décembre 2015 pour se fixer à 36,6\$/baril, une baisse qui pourrait se poursuive en 2016. Les cours des autres produits ont enregistré une tendance baissière en 2015.

350 300 250 Indice de prix 200 150 100 2009 2013 2014 2010 2011 2012 2015 2016 Année

Huile de palm

Gaz naturel

Coton Caoutchouc

Bois

Graphique 6 : Évolution des indices des cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC

**Source : PEM, FMI (World Economic Outlook, mise à jour janvier 2016)** 

Pétrol brut

Caoutchouc

2. ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)

La situation macroéconomique des États membres de la CEMAC a été caractérisée en 2015 par un ralentissement de la croissance économique, une détérioration des comptes publics et des comptes extérieurs, une situation monétaire encore confortable, et une baisse des tensions inflationnistes.

En effet, la contreperformance du secteur pétrolier a eu des effets dépressifs sur la demande intérieure et le secteur non pétrolier, conduisant à un taux de croissance du PIB estimé à 2,8 % en 2015. Au niveau des comptes publics, le déficit du solde budgétaire, base engagements, hors dons, s'est creusé, représentant 3,1 % du PIB en 2015 contre 1,6 % du PIB en 2014. Du côté des échanges avec l'extérieur, le déficit du solde extérieur courant, hors dons officiels, représente 12,2 % du PIB en 2015 contre 4,5 % du PIB un an plus tôt. Quant au taux de couverture extérieure de la monnaie, il a reculé à 77,1 % contre 89,8 % en 2014. Le taux d'inflation annuel moyen de la Communauté s'est fixé à 2,3 % en 2015 contre 3,2 % en 2014.

Pour l'année 2016, les hypothèses tablent principalement, *au plan interne*, sur : (i) une baisse de la production pétrolière de 5,4 % à 45,3 millions de tonnes ; ii) une hausse de la production de méthanol et autres gaz de 8,5 %, à 8 813,7 milliers de tonnes ; iii) un redressement du secteur non pétrolier ; et, *au plan externe*, sur : (i) une croissance économique mondiale se situant à 3,4 % en 2016 contre 3,3 % en 2015<sup>2</sup> ; (ii) une appréciation du dollar de 591,7 FCFA en 2015 à 608 FCFA en 2016 ; et (iii) une baisse des prix des principales matières premières, dont le pétrole (à 37 dollars le baril en moyenne sur l'année 2016 contre 50,9 dollars en 2015), le cuivre, le café, le manganèse, le coton et l'aluminium.

#### 2.1 Secteur réel

En 2015, la croissance du PIB réel est revenue à 2,8 % contre 4,8 % un an plus tôt, entraînant une appréciation du PIB réel par habitant de 0,1 point. En termes de contribution à la croissance, le secteur pétrolier a apporté 0,2 point à la croissance, alors que l'apport du secteur non pétrolier a été de 2,6 points.

Par pays, Le rythme de l'activité économique a été soutenu au Cameroun (+5,9 % en 2015 comme en 2014) et en Centrafrique (+4,9 % contre +1 % un an plus tôt), alors qu'il a ralenti au Congo (+2,4 % contre 6,7 % en 2014) et au Tchad (+3,3 % contre +6,2 % une année auparavant). Cependant, le rythme de croissance a été quasi-stable au Gabon (+4 % contre +4,3 % une année plus tôt). Il a baissé en Guinée Équatoriale (+0,6 % en 2014 à -6,1 % en 2015).

**Du côté de l'offre**, les secteurs primaire (+1,1 point) et tertiaire (+1,6 point) ont positivement soutenu la croissance alors que le secteur secondaire (-0,2 point) a contribué négativement la croissance en 2015.

Au niveau du *secteur primaire*, les branches « agriculture, élevage, chasse et pêche » et « industries extractives » ont soutenu positivement la croissance à hauteur de 0,3 point et 0,7 point, respectivement.

En effet, l'apport de la branche de « l'agriculture, élevage, chasse et pêche » relève des évolutions enregistrées par l'agriculture vivrière grâce à la bonne pluviométrie observée dans la plupart des États membres. Par ailleurs, certaines principales cultures de rente ont soutenu la croissance en 2015, en relation avec la hausse des productions : (i) de cacao au Cameroun, au Gabon et en Guinée Equatoriale (+5 % à 296,6 mille tonnes), de café (+6,4 % à 53,1 mille tonnes) et de la gomme arabique au Tchad (+3,3 % à 47 mille tonnes). Toutefois, il convient de signaler qu'en dépit de la baisse de la production de coton au niveau communautaire, la Centrafrique et le Tchad ont enregistré une hausse de leur production.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Selon le FMI, dans ses prévisions de novembre 2015 actualisées en janvier 2016

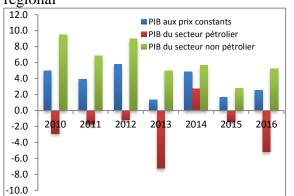
Parallèlement, les industries extractives ont considérablement bénéficié de l'augmentation de la production pétrolière de 4,2 %, à 47,9 millions de tonnes en 2015. Cette hausse relève des évolutions enregistrées au Cameroun (+28,5 % à 4,9 millions de tonnes), au Gabon (+8,5 % à 11,9 millions de tonnes) et au Tchad (+35,8 % à 7,2 millions de tonnes), en dépit de la baisse observée au Congo (-6,8 % à 11,8 millions de tonnes) et en Guinée Equatoriale (-8,8 % à 12,1 millions de tonnes). Aussi, il est à relever des hausses de production d'autres minéraux, l'aluminium (5,6%) et du manganèse (12,5%) au Gabon.

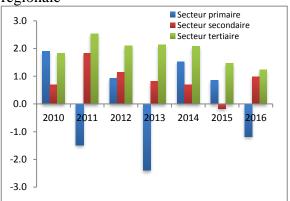
L'apport de la branche de la sylviculture a été négligeable malgré l'augmentation de la production des bois de grume (+9,4 % à 154,4 mille m³) en Centrafrique.

Pour le *secteur secondaire*, le repli de l'activité a résulté des problèmes d'accès à l'énergie électrique, en rapport avec la dégradation des équipements de transport et de distribution, et, les contreperformances des activités des BTP, ce malgré le redressement des activités des industries manufacturières. En effet, les branches des industries manufacturières ont apporté 0,4 point à la croissance, suite au développement des activités de petites transformations notamment d'origine agricole dans plusieurs pays de la CEMAC. Quant à la branche des BTP (avec une croissance de -3,4 % en 2015 contre 3,1 % en 2014), elle a obéré la croissance économique de 0,2 point en 2015, en liaison avec les coupes drastiques observées dans les budgets d'investissement public de la plupart des États membres. En effet, l'année 2015 a été pour les entreprises de BTP une année de net ralentissement des activités, à cause de la suspension d'attribution de nouveaux chantiers d'Etat, la multiplication des contrôles des travaux en cours d'exécution et l'accumulation du retard de paiement des travaux déjà exécutés.

Enfin, le secteur tertiaire avec 1,6 point de contribution a été le principal moteur de la croissance en 2015, en rapport avec le dynamisme des télécommunications, avec la multiplication des nouveaux opérateurs de téléphonie dans l'espace CEMAC et de nouveaux produits, ainsi que la baisse significative des prix de vente des appareils téléphoniques dans les États. Ce secteur a également profité de la hausse des activités de commerce, de restauration et d'hôtellerie, ainsi que des services des transports et de la bonne tenue des activités du primaire. Enfin, la branche des administrations publiques a également stimulé la croissance du secteur.

Graphique 7: Croissance du PIB sous- Graphique 8 : Contribution à la croissance sousrégional régionale

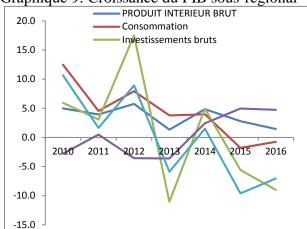




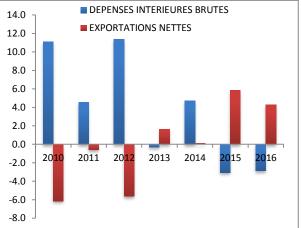
**S'agissant de la demande**, la croissance économique a été essentiellement tirée par la *demande extérieure nette* qui demeure le principal moteur de la croissance avec une contribution de 7,5 points. Cette évolution découle du tassement des importations de biens et services, qui a contribué pour +5,9 points à la croissance, contre +1,6 point pour les exportations. Pour sa part, la *demande intérieure nette* a freiné la croissance à hauteur de 4,7 points, en rapport avec la contribution négative des consommations globales (-3 points) et des investissements (-1,7 point). En effet, l'apport négatif de la *consommation privée* relève de la baisse des transferts et subventions au Congo, au Gabon et au Tchad, en liaison avec la chute des revenus pétroliers, le ralentissement des activités dans les BTP et les secteurs parapétroliers. Parallèlement, les

*investissements bruts* ont été ajustés pour tenir compte de la baisse des recettes budgétaires arrêtées dans des Lois de finances rectificatives adoptées dans plusieurs pays de la CEMAC.

Graphique 9: Croissance du PIB sous-régional



Graphique 10 : Contribution à la croissance

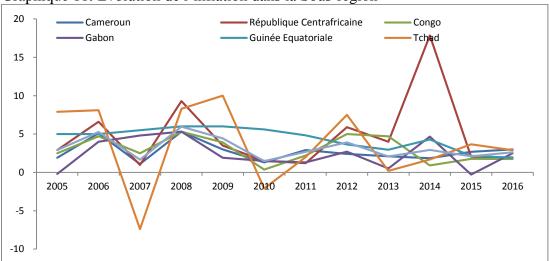


#### 2.2 Prix

Au niveau des prix, les pressions inflationnistes ont été maîtrisées dans la CEMAC au cours de l'année 2015, ramenant le taux d'inflation à +2,3 % en moyenne annuelle contre +3,2 % en 2014. Cette évolution des prix à la consommation s'explique par : i) le recul de la demande intérieure, face à une amélioration de l'offre au Cameroun, en Centrafrique, au Gabon, en Guinée Équatoriale ; (ii) le recul des prix de certains articles couramment utilisés par les ménages (habillement, tarifs de services de loisir, de santé et de logements au Gabon), produits alimentaires (Cameroun, Centrafrique, Gabon et Guinée Equatoriale). Il faut noter que l'amélioration de l'offre en Centrafrique a profité des efforts de sécurisation et de la réhabilitation progressive des circuits d'approvisionnement des principales villes du pays. La baisse significative du taux d'inflation dans la CEMAC cache néanmoins la résurgence des pressions inflationnistes au Tchad avec un taux d'inflation de +3,7 % en moyenne annuelle contre +1,7 % en 2014. Cette tendance a été exacerbée par les perturbations des circuits d'approvisionnement suite à la fermeture des frontières tchadiennes avec la Libye et le Nigéria.

Par pays, au 31 décembre 2015, l'inflation en moyenne annuelle se présente de la manière suivante : Cameroun (+2,7 %), République Centrafricaine (+2 %), Congo (+1,8 %), Gabon (-0,3 %), Guinée Equatoriale (+1,7 %) et Tchad (+3,7 %).

Graphique 11: Évolution de l'inflation dans la Sous-région



## 2.3 Finances publiques

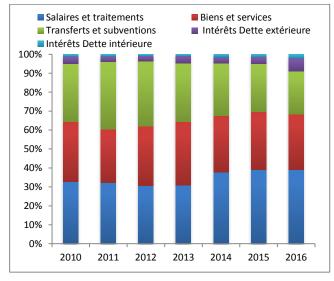
L'exécution budgétaire dans les États membres de la CEMAC au cours de l'année 2015 s'est traduite par un creusement du déficit budgétaire, base engagements, hors dons, à 1 378,2 milliards (-3,1 % du PIB) contre 758,8 milliards (-1,6 % du PIB) en 2014.

En effet, les **recettes budgétaires totales** en 2015 ont baissé de 22,3 % pour s'établir à 9 349,2 milliards (21,3 % du PIB), composées de 3 907,7 milliards contre 6 548,8 milliards en 2014 de recettes pétrolières et 5 441,5 milliards contre 5 482 milliards en 2014 de recettes non pétrolières. Ces contreperformances des finances publiques s'expliquent essentiellement par la chute des recettes pétrolières en raison de de l'effondrement des cours mondiaux du baril de pétrole, en dépit de l'augmentation de la production pétrolière. En effet, les prix du baril sur le marché mondial ont été estimés à 50,9 dollars en moyenne en fin d'année 2015 contre 96,2 dollars en 2014. Parallèlement, les recettes non pétrolières ont, dans une moindre mesure, accusé un repli de 0,7 %, en rapport avec l'évolution de l'activité économique dans plusieurs États membres, ainsi que les effets collatéraux de la baisse du prix de pétrole sur l'économie communautaire tout entière.

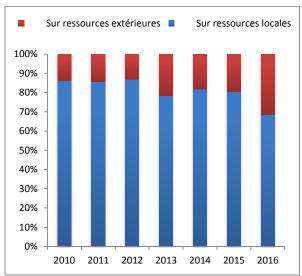
S'agissant des *dépenses budgétaires totales*, elles se sont contractées, mais dans des proportions moindres que la baisse enregistrée par les recettes totales. En effet, elles ont reculé de 16,1 % pour atteindre 10 727,4 milliards en 2015 (24,5 % du PIB), principalement en liaison avec la forte baisse des dépenses en capital de 26,9 % à 4 672,6 milliards en 2015, et une légère baisse de 5,4 % des dépenses courantes revenues à 6 054,9 milliards en 2015. L'évolution des dépenses en capital s'explique par les tensions de trésorerie des États membres face à la baisse des prix du pétrole qui ont réduit les rentrées financières des États les ont conduites à recourir ces derniers temps à des révisions de leur Loi de Finances. Pour les dépenses courantes, la baisse résulte principalement de celle relative aux transferts et subventions (-11,4 % à 1 573,2 milliards en 2015) et des biens et services (-12,3 % à 1 680,3 milliards en 2015), en dépit de l'augmentation des dépenses liées aux traitements et salaires (+2 % à 2 454,3 milliards en 2015).

Le solde primaire excédentaire de 1,5 % du PIB en 2014 est devenu déficitaire de -0,2 % du PIB un an plus tard. De même, le solde budgétaire de base est ressorti déficitaire de 1 % du PIB en 2015 contre un excédent de 0,9 % du PIB en 2014.

Graphique 12: Évolution de la structure des dépenses courantes



Graphique 13: Évolution de la structure des dépenses en capital

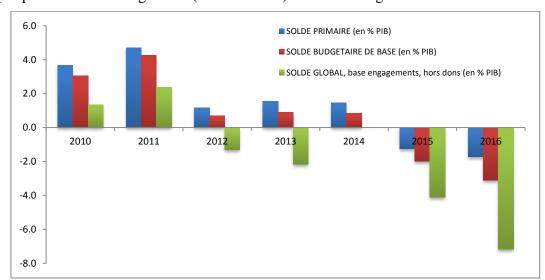


En définitive, la gestion des finances publiques dans les États membres de la CEMAC en 2015 s'est traduite par une détérioration des comptes publics, avec un creusement du déficit du solde

budgétaire, base engagement, hors dons, à 1 378,2 milliards (-3,1 % du PIB), contre 758,8 milliards (-1,6 % du PIB) l'année précédente.

Tous les pays de la CEMAC ont enregistré un déficit en 2015 : au Cameroun (-0,7 % du PIB contre -3,0 % du PIB en 2014), en République Centrafricaine (-8,5 % du PIB contre -7,6 % du PIB en 2014), au Congo (-11,5 % du PIB contre de +3,3 % du PIB en 2014), au Gabon (-1,5 % du PIB contre +2,5 % du PIB en 2014), en Guinée Équatoriale (-4,9 % du PIB, contre -6,1 % en 2014), et au Tchad (-2,6 % du PIB, contre -2,2 % du PIB en 2014).

Après la prise en compte de l'amortissement de la dette extérieure de 1 103,8 milliards, de l'approvisionnement du compte IMA à la Banque Mondiale par le Gabon de 53,8 milliards, de la réduction des arriérés de paiements de 563 milliards et du désengagement vis-à-vis du système non bancaire de 988,7 milliards, le besoin de financement global des États s'est élevé à 4 087,3 milliards. Ce besoin de ressources a été couvert d'une part, par des concours extérieurs comprenant 217,5 milliards de dons ; 1 720,6 milliards de tirages sur prêts ; 516 milliards d'allègements de la dette extérieure ; et, d'autre part, par des tirages sur le système bancaire de 1 633,3 milliards.



Graphique 14: Ratios budgétaires (en % du PIB) de la Sous-région

#### 2.4 Balance des paiements

Dans le domaine des **échanges extérieurs**, le *déficit des transactions courantes hors dons* de la CEMAC s'est davantage aggravé pour se situer à -5 328,5 milliards (-12,2 % du PIB) en 2015 contre -2 174,2 milliards (-4,4 % du PIB) un an plus tôt. L'évolution du solde courant est imputable au creusement du déficit de la balance commerciale, conjugué avec les déficits structurels de la *balance des revenus* et de la *balance des services*.

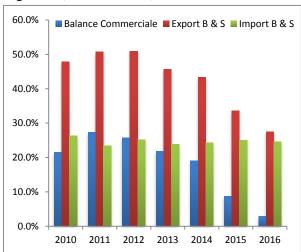
En effet, l'excédent commercial de 8 611,1 milliards en 2014 a sensiblement reculé à 3 108,5 milliards en 2015, en liaison avec la forte détérioration des termes de l'échange (-38,9 %), ellemême induite par une forte baisse des prix à l'exportation. Cette baisse des prix à l'exportation est la conséquence de la chute des cours du pétrole brut et du gaz naturel. Ainsi, les exportations ont diminué de 30,3 % à 14 752,9 milliards en 2015, en liaison avec une réduction des ventes notamment de pétrole brut (-37,6 % à 9 125,6 milliards), de méthanol et autres gaz (-44,4 % à 1 651,4 milliards) et de manganèse (-9,2 % à 342,4 milliards). Ce mouvement à la baisse serait toutefois atténué par l'augmentation des ventes de bois (+10,8 % à 834,1 milliards). Quant aux importations, elles ont baissé de 7,3 % pour s'établir à 11 644,3 milliards en 2015.

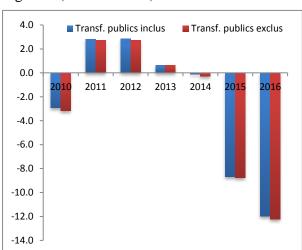
Les déficits de la balance des services et des revenus sont demeurés élevés pendant que l'excédent du *compte de capital et d'opérations financières* s'est contracté à 2 652,7 milliards en 2015 contre 3 249,9 milliards en 2014.

En définitive, *le déficit global de la balance des paiements* s'est creusé, passant de 456,9 milliards en 2014 à 2 795,8 milliards en 2015. Il a été couvert par une ponction sur les réserves officielles à hauteur 2 321 milliards, et par un financement exceptionnel de 474,8 milliards, dont 516 milliards d'allègements de dette, suite essentiellement à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) par le Tchad.

Par pays, le solde extérieur courant a été déficitaire dans tous les États membres : au Cameroun (-4,5 % du PIB contre -4,7 % du PIB un an auparavant), en République Centrafricaine (-13,3 % du PIB contre -16,6 % du PIB en 2014), au Congo (-42,1 % du PIB contre -7% du PIB en 2014), au Gabon (-2,7 % du PIB en 2015 contre +3,7 % du PIB en 2014), en Guinée équatoriale (-17,4 % du PIB contre -3,2 % du PIB en 2014) et au Tchad (-15,9 % du PIB contre -12 % du PIB un an auparavant).

Graphique 15: Commerce extérieur sous Graphique 16: Commerce extérieur sous régional (en % du PIB) régional (en % du PIB)





En ce qui concerne la **dette publique extérieure**, l'encours de la dette rapporté au PIB est passé de 20,1 % en 2014 à 24,9 % en 2015. Le service de la dette a représenté 14,1 % des recettes budgétaires en 2015 contre 8,4 % en 2014 et, 7,9 % des exportations de biens et services en 2015 contre 4,4 % en 2014.

#### 2.5 Monnaie

Au 31 décembre 2015, la situation monétaire dans la CEMAC a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets, une dégradation de la position nette créditrice des États, un accroissement des crédits à l'économie, par conséquent une baisse de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 27 % au 31 décembre 2015 à 5 750 milliards contre 7 878,9 milliards au 31 décembre 2014, imputable à la chute des recettes d'exportation dans un contexte de recul des prix du pétrole brut. Ainsi, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 77,1 % au 31 décembre 2015 contre 89,8 % un an plus tôt.

La position nette créditrice des États vis-à-vis du système bancaire s'est dégradée à -373,7 milliards à fin décembre 2015, alors qu'elle était à -1 798,1 milliards à fin décembre 2014, sous l'effet de la chute des recettes publiques, principalement d'origine pétrolière.

Les crédits à l'économie se sont accrus de 9,9 % à 7 542,1 milliards à fin décembre 2015, en rapport avec l'évolution de l'activité économique non pétrolière dans les États membres.

Traduisant toutes ces évolutions, la masse monétaire a baissé de 1,5 %, pour s'établir à 11 222,1 milliards au 31 décembre 2015.

## 2.6 Perspectives économiques de la Communauté pour l'année 2016

Les *perspectives macroéconomiques de la CEMAC pour l'année 2016* se caractériseraient par un ralentissement économique, suite à l'effet cumulé de la baisse persistante des prix du pétrole brut, et de la contraction de la production des hydrocarbures dans la plupart des États membres de CEMAC. Cette contreperformance serait suivie d'une dégradation de tous les autres comptes économiques : les finances publiques, les comptes courants et la situation monétaire.

Ainsi, le taux de croissance en termes réels s'établirait à 2,7 % en 2016 contre 2,8 % un an plus tôt, provenant de -3,1 % du secteur pétrolier et +4,8 % du secteur non pétrolier.

La baisse attendue de la production du secteur pétrolier affecterait la production du pétrole brut (45,3 millions de tonnes contre 47,9 millions de tonnes en 2015, soit une contraction de 5,4 %). La production du gaz enregistrerait une hausse de 8,5 % à 8,8 millions de tonnes en 2016. Les tensions inflationnistes, quant à elles, resteraient contenues, avec un taux à 2,7 % en moyenne annuelle en 2016 contre 2,3 % en 2015.

La gestion des finances publiques en 2016, pour sa part, conduirait à une détérioration des comptes publics, avec un solde budgétaire, hors dons, déficitaire de -7 % du PIB, contre -3,1 % du PIB l'année précédente. Cette dégradation des finances publiques procéderait essentiellement du recul des recettes pétrolières de 25,2 %. Pour leur part, les dépenses budgétaires totales augmenteraient de 14,1 %, sous l'influence de la hausse des dépenses en capital de 20,7 %.

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit du compte extérieur courant, hors dons, qui représentait 12,2 % du PIB en 2015 s'aggraverait à 14,6 % du PIB en 2016, sous l'effet d'un repli marqué de la balance commerciale en raison de la baisse combinée des cours du pétrole brut et de sa production.

Enfin, la situation monétaire se caractériserait par un accroissement de la masse monétaire de 3,5 %, une diminution des avoirs extérieurs nets de 25,5 %, une augmentation des crédits à l'économie de 13,1 %, et une accentuation de la position nette débitrice de l'État de 239 %. Ainsi, il ressortirait un taux de couverture extérieure de la monnaie de 60,5 % à fin décembre 2016 contre 77,1 % à fin décembre 2015.

3. ÉTAT DE LA CONVERGENCE DANS LA COMMUNAUTÉ

L'exercice de la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur des critères de convergence et un ensemble d'indicateurs macroéconomiques.

#### 3.1 Critères de convergence

Au niveau global de la Communauté, le ratio *solde budgétaire de base sur le PIB nominal* a été déficitaire de 1 % en 2015 contre un excédent de 0,9 % en 2014. Deux pays ont respecté ce critère, avec 1,8% pour le Cameroun et 1% pour le Gabon. Les autres États à savoir la Centrafrique, le Congo, la Guinée équatoriale et le Tchad ont enregistré un déficit de 3,5 %, 9,2 %, 4,9 % et 0,7 % du PIB, respectivement.

Du côté des deux critères complémentaires, le solde *budgétaire de base structurel*<sup>3</sup> excédentaire de 1 % du PIB en 2014 s'est amélioré pour s'établir à 6 % du PIB en 2015 pour la Communauté. Ce solde est ressorti positif pour le Cameroun de 2,5 % du PIB, pour le Congo de 15,8 % du PIB, pour le Gabon de 7,1 % du PIB, pour la Guinée équatoriale de 7,5 % du PIB et pour le Tchad de 4 % du PIB. Seule, la Centrafrique a eu un solde négatif de 3,5 % du PIB en 2015. Le *déficit budgétaire de base hors pétrole* s'est réduit au niveau de la Communauté se situant à 10 % du PIB hors pétrole en 2015 contre 12,6 % en 2014. Par pays, il se présente de la manière suivante en pourcentage du PIB hors pétrole : au Cameroun -0,7 %, au Congo -19,4 %, au Gabon -7,6 %, en Guinée Équatoriale -37,2 % et au Tchad -6,8 %.

Concernant le *taux d'inflation annuel moyen*, il s'est situé en-dessous de la norme communautaire à 2,3 % en 2015 contre 3,2 % en 2014. Seul, le Tchad n'a pas respecté ce critère avec un niveau de 3,7 %. Les niveaux d'inflation dans les autres pays sont de 2,7 % pour le Cameroun, 2 % pour la Centrafrique, 1,8 % pour le Congo, -0,3 % pour le Gabon et 1,7 % pour la Guinée Équatoriale.

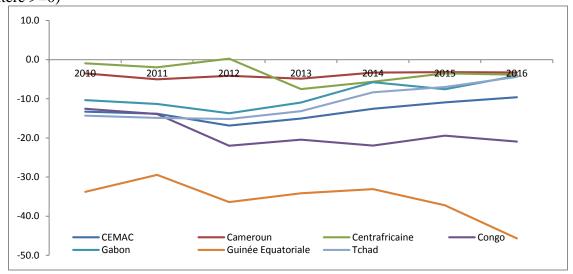
S'agissant du ratio de l'*encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal*, il est resté en-dessous de la norme communautaire aussi bien au niveau de la Communauté qu'au niveau des États membres. Ainsi, il s'est situé à 30,8 % du PIB en 2015 pour la Communauté. Ce critère a été respecté par tous les pays membres et varie entre 18,7 % du PIB pour la Guinée Équatoriale et 52,5 % du PIB pour le Congo en 2015.

Enfin, pour ce qui est du critère relatif à la *non-accumulation des arriérés extérieurs et intérieurs sur la gestion courante* en 2015, le Cameroun et le Tchad ont respecté le critère. Les quatre autres pays ont accumulé des arriérés de paiement pendant la gestion courante.

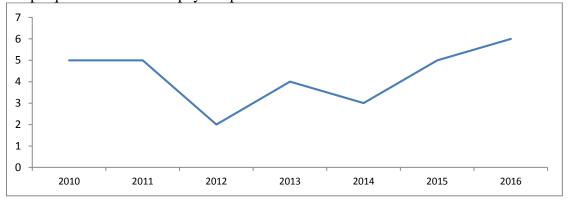
En définitive, selon les données provisoires disponibles pour 2015, la Communauté observe deux critères sur quatre, à savoir ceux relatifs à l'inflation et au taux d'endettement. Par pays, le Cameroun a respecté les quatre critères. Le Gabon a respecté trois critères à l'exception de celui relatif à la non-accumulation des arriérés extérieurs et intérieurs sur la gestion courante. La Centrafrique, le Congo, la Guinée Équatoriale et le Tchad ont respecté deux critères se rapportant au taux d'inflation et au taux d'endettement public, pour les trois premiers le taux d'endettement et la non-accumulation des arriérés pour le Tchad.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> La méthode de calcul retenue pour ce critère est de substituer aux recettes pétrolières de l'année une valeur lissée, calculée en appliquant un taux d'imposition tendanciel à la valeur des exportations potentielles. Par manque d'informations, c'est la méthode des moyennes mobiles qui a été utilisée.

Graphique 17: Solde budgétaire de base hors pétrole (en pourcentage du PIB hors pétrole; critère >=0)



Graphique 18: Nombre de pays respectant le critère de l'inflation



#### 3.2 Indicateurs de surveillance multilatérale

L'exercice de la surveillance multilatérale s'appuie également sur un ensemble d'indicateurs qui permettent de porter un diagnostic plus approfondi sur l'évolution économique et financière de la Communauté. Il s'agit du solde budgétaire primaire, du taux de couverture extérieure de la monnaie, du taux de pression fiscale, de la variation comparée de la masse salariale et des recettes de l'État et du déficit du compte courant.

L'excédent budgétaire primaire observé en 2014 est devenu déficitaire en 2015 à 0,2 % du PIB au niveau de la communauté. Pour cet indicateur, tous les États membres, à l'exception du Cameroun et du Gabon, ont enregistré un solde déficitaire avec les niveaux suivants : 2,6 % du PIB pour la Centrafrique, 8,7 % du PIB pour le Congo, 4,3 % pour la Guinée Équatoriale et 0,1 % pour le Tchad. Le Cameroun et le Gabon ont enregistré un excédent de 2,5 % du PIB respectivement.

Le taux de couverture extérieure de la monnaie à fin décembre 2015 s'est établi à 77,1 % pour la Communauté, bien au-delà de la norme communautaire de 20 %. Les pays ont affiché les niveaux suivants : 86,8 % pour le Cameroun, 76,8 % pour la Centrafrique, 71,2 % pour le Congo, 75,5 % pour le Gabon, 55,9 % pour la Guinée Équatoriale et 32,5 % pour le Tchad.

Le taux de pression fiscale non pétrolière s'est légèrement replié à 14,9 % du PIB en 2015 contre 15 % en 2014 pour l'ensemble de la zone. Par pays, il a varié entre 5,9 % du PIB en Centrafrique à 28,9 % du PIB au Congo, mais demeure faible au regard de celui des autres communautés sous régionales.

Tableau 2 : Évolution des critères de convergence 2010-2016

Libellés	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'inflation (en %; critère : ≤ 3)							
CEMAC	0,9	2,5	3,8	2,0	3,2	2,3	2,7
Cameroun	1,3	2,9	2,4	2,1	1,8	2,7	3,0
République Centrafricaine	1,5	1,2	5,9	4,0	17,8	2,0	2,0
Congo	0,4	2,2	5,0	4,7	0,9	1,8	1,7
Gabon	1,5	1,3	2,7	0,5	4,7	-0,3	2,5
Guinée Équatoriale	5,6	4,8	3,6	3,0	4,3	1,7	1,9
Tchad	-2,1	2,0	7,5	0,2	1,7	3,7	2,9
Nombre de pays ayant respecté le critère	5	5	2	4	3	5	6
Solde budgétaire de base (en % du PIB ; c	 ritère : ≥ 0	)					
CEMAC	3,1	4,3	0,7	0,9	0,9	-1,0	-3,0
Cameroun	0,1	-0,4	0,6	-0,5	0,1	1,8	-1,6
République Centrafricaine	-0,9	-2,0	0,3	-7,5	-5,6	-3,5	-3,8
Congo	23,1	18,4	10,4	13,4	6,5	-9,2	-7,7
Gabon	3,1	4,3	4,0	4,6	5,2	1,0	2,3
Guinée Équatoriale	-5,4	0,9	-8,2	-7,0	-6,1	-4,9	-16,4
Tchad	-1,8	3,2	-0,2	-2,3	0,4	-0,7	-1,2
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	4	4	2	4	2	1
Taux d'endettement public (en % du PIB ;	   critère : ≤	<b>≤ 70</b> )					
CEMAC	16,1	17,5	18,3	22,5	26,3	30,8	34,4
Cameroun	15,4	17,8	18,1	20,1	22,8	23,6	23,6
République Centrafricaine	41,1	38,2	35,1	60,2	52,8	49,0	48,3
Congo	23,8	23,5	25,9	38,1	40,0	52,5	58,4
Gabon	18,5	16,6	16,3	24,6	28,9	35,9	39,5
Guinée équatoriale	5,0	7,9	8,2	7,4	11,5	18,7	38,2
Tchad	15,1	22,0	20,6	24,6	31,3	32,5	34,8
Nombre de pays ayant respecté le critère	6	6	6	6	6	6	6
Arriérés (int. et ext.) gestion courante (en n	l nilliards ; o	critère : 1	retard de	paieme	nt ≥ 120	jours)	
CEMAC	8,0	6,3	8,1	6,5	17,8	>0	
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
République Centrafricaine	8,0	6,3	8,1	6,5	-1,8	>0	
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	>0	
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	19,6	>0	
Guinée Équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	>0	
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Nombre de pays ayant respecté le critère	5	5	5	5	4	2	

Source : BEAC et Administrations nationales

<sup>1.</sup> mesuré par l'indice des prix à la consommation

<sup>2.</sup> recettes totales (hors dons) - dépenses totales + investissements financés sur ressources extérieures

<sup>3.</sup> dette publique extérieure et intérieure à partir de 2002 pour tous les pays sauf la Guinée Équatoriale

Tableau 3 : Évolution de quelques indicateurs de surveillance 2010-2016

Tableau 3 : Evolution de que	_						
Libellés	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taux de couverture extérieure de la		•			0 0	$ue \ge 20$	
CEMAC	100,3	99,8	98,4	97,5	89,8	77,1	60,5
Cameroun	95,3	94,1	94,0	93,9	93,1	86,8	71,4
République Centrafricaine	71,1	70,1	70,2	72,2	78,72	76,8	60,3
Congo	100,6	101,2	101,2	101,1	88,9	71,2	57,5
Gabon	85,4	89,0	89,5	90,0	89,1	75,5	73,3
Guinée Équatoriale	122,4	101,8	100,9	100,7	80,6	55,9	31,0
Tchad	58,0	69,6	72,2	73,0	73,2	32,5	15,9
Solde budgétaire primaire positif (e	n % du PIB	)					
CEMAC	3,7	4,7	1,2	1,6	1,5	-0,2	-1,6
Cameroun	0,4	-0,1	0,9	-0,1	0,5	2,5	-0,3
République Centrafricaine	-0,3	-1,2	0,8	-6,9	-5,0	-2,6	-3,1
Congo	24,1	18,6	10,6	13,6	6,7	-8,7	-6,9
Gabon	4,4	5,2	5,0	6,2	6,4	2,5	4,5
Guinée Équatoriale	-5,1	1,3	-7,9	-6,6	-5,5	-4,3	-14,8
Tchad	-1,5	3,8	0,2	-1,7	1,1	-0,1	-0,4
Taux de pression fiscale (en % du F	PIB)						
CEMAC	14,0	14,7	14,6	15,2	15,0	14,9	16,1
Cameroun	13,6	13,2	13,3	13,5	13,8	14,1	13,4
République Centrafricaine	8,7	7,8	9,2	5,3	4,4	5,9	7,0
Congo	22,4	26,8	27,5	28,2	28,1	28,9	31,8
Gabon	19,7	23,2	21,9	22,7	21,2	19,5	21,9
Guinée Équatoriale	13,3	13,6	12,6	11,7	13,5	15,7	13,6
Tchad	7,3	6,6	6,4	7,9	7,3	6,0	6,8
Masse salariale/recettes budgétaires	1	,	,	,	,	,	,
CEMAC	15,2	13,8	14,5	16,7	20,0	26,3	28,1
Cameroun	30,7	30,6	29,0	29,9	30,6	29,7	32,6
République Centrafricaine	37,5	41,1	38,3	124,3	131,4	83,5	61,3
Congo	6,8	7,2	8,4	8,9	11,2	24,5	23,6
Gabon	22,4	18,0	19,5	21,1	29,4	38,6	37,6
Guinée Équatoriale	3,6	2,8	3,2	4,1	4,9	6,5	9,6
Tchad	13,8	13,2	16,4	22,8	25,5	33,5	29,8
Déficit extérieur courant de la BDP	·		10,4	22,0	23,3	33,3	27,0
CEMAC	-3,2	2,7	2,7	0,6	-4,5	-12,2	-14,6
Cameroun	-3,8	-3,3	-3,9	-4,1	-4,7	-4,5	-5,6
République Centrafricaine	-10,8	-8,0	-9,1	-8,6	-16,6	-13,3	-9,5
Congo	6,9	7,6	3,2	12,4	-7,0	-42,1	-39,2
Gabon	14,2	15,0	13,0	6,3	3,7	-42,1	-59,2 -9,7
Guinée Équatoriale	-22,0	7,7	4,2	3,9	-3,2	-17,4	-25,4
Tchad	-11,6	-14,9	1,8	-11,7	-12,0	-17,4	-21,0
Service de la dette extérieure/Expor	1		1,6	-11,/	-12,0	-13,9	-21,0
CEMAC	9,6	2,1	2,3	5,2	4.4	-12,2	-14,6
Cameroun	5,2			2,8	4,4	-12,2 -4,5	-5,6
		2,5	2,7		3,0		
République Centrafricaine	16,0 31,6	11,2 1,7	7,3	6,5 2,6	8,2	-13,3 -42,1	-9,5 -39,2
Congo Gabon	5,8		1,5	2,6 13,1	4,0	-42,1 -2,7	-39,2 -9,7
Guinée Équatoriale		4,2	5,1		6,3		
-	0,4	0,4	0,9	2,5	2,1	-17,4	-25,4
Tchad	2,0	2,6	1,7	7,7	11,2	-15,9	-21,0

Sources : BEAC, Administrations nationales et Commission de la CEMAC

Tableau 4 : Évolution des critères complémentaires 2010-2015

Libellés	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Solde budgétaire de base structurel (en pou	rcentage d	ı PIB; cr	itère >=(	))			
CEMAC	-1,3	-3,8	-3,2	-1,9	1,0	6,0	5,5
Cameroun	1,1	-0,4	0,0	-1,1	0,3	2,5	-0,4
République Centrafricaine	-0,9	-2,0	0,3	-7,5	-5,6	-3,5	-3,8
Congo	13,7	11,0	5,8	8,7	9,5	15,8	10,6
Gabon	3,7	1,1	0,6	3,2	7,6	7,1	8,8
Guinée Équatoriale	-1,3	-2,4	-11,7	-7,4	-4,5	7,5	5,6
Tchad	-4,3	-3,1	-4,1	-2,3	3,0	4,0	4,3
Solde budgétaire de base hors pétrole (en p	 ourcentage	du PIB h	ors pétr	ole; critè	re >=0)		
CEMAC	-13,3	-13,8	-16,8	-15,0	-12,6	-10,0	-9,8
Cameroun	-3,5	-5,0	-4,1	-4,8	-3,3	-0,7	-3,3
République Centrafricaine	-0,9	-2,0	0,3	-7,5	-5,6	-3,5	-3,8
Congo	-12,6	-13,9	-22,0	-20,4	-22,0	-19,4	-20,9
Gabon	-10,3	-11,3	-13,7	-11,0	-5,8	-7,6	-4,1
Guinée Équatoriale	-33,8	-29,4	-36,4	-34,2	-33,1	-37,2	-44,8
Tchad	-14,3	-14,9	-15,2	-13,1	-8,3	-6,8	-4,4
Solde budgétaire primaire hors pétrole (en	   pourcentag	e du PIB	hors pét	trole; crit	ère >=0)		
CEMAC	-16,3	-18,1	-17,5	-15,9	-13,4	-8,9	-6,8
Cameroun	-3,9	-5,0	-4,2	-4,9	-3,1	-0,5	-2,2
République Centrafricaine	-0,3	-1,2	0,8	-6,9	-5,0	-2,6	-3,1
Congo	-11,5	-13,8	-21,8	-20,2	-21,7	-18,9	-20,2
Gabon	-9,1	-10,4	-11,9	-8,3	-4,7	-6,0	-1,9
Guinée Équatoriale	-33,5	-29,1	-36,1	-33,7	-32,5	-36,7	-43,3
Tchad	-14,0	-14,3	-14,7	-12,5	-7,6	-6,1	-3,6

Sources : BEAC, Administrations nationales et Commission de la CEMAC

Tableau 5 : Résultats provisoires de la surveillance multilatérale dans la CEMAC

CRITÈ	RES DE CONVERGENCE	RÉSU	RÉSULTATS PROVISOIRES DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE DANS LA CEMAC AU 31 DÉCEMBRE 2015						Nombre de pays respectant l critère		
		Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Équatoriale	Tchad	CEMAC	2015	2014	2013
	Solde budgétaire de base sur PIB (norme ≥0)	1,8	-3,5	-9,2	1,0	-4,9	-0,7	-1,0	ı		
	Solde budgétaire de base structurel rapporté au PIB nominal (norme ≥0)¹	2,3	-3,5	15,8	7,1	7,5	4,0	6,0	2	3	2
1	Solde budgétaire de base hors pétrole rapporté au PIB hors pétrole (norme ≥0)¹	-0,7	-3,5	-19,4	-7,6	-37,2	-6,8	-10,0			
	Solde budgétaire primaire hors pétrole ( % PIB hors pétrole) <sup>1</sup>	-0,5	-2,6	-18,9	-6,0	-36,7	-6,1	-8,9	1		
	Taux d'inflation annuel moyen (Norme ≤ 3 %)	2, 7	2,0	1,8	-0,3	1,7	3,7	2,3			
2	Taux d'inflation sous-jacente) <sup>1</sup> (Norme ≤ 3 %)								5	3	4
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme ≤70 %)	23,6	49	52,5	35,9	18,7	32,5	30,8	6	6	6
4	Arriérés de paiements intérieurs (en milliards)	0,0	>0	>0	>0	>0	0,0	>0			
4	Arriérés de paiements extérieurs (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2	5	2
par	2015	4	2	2	3	2	2	2	П		
rritères espectés oays	2014	4	1	4	3	2	3	2	1		
rritè espe	2013	4	1	2	3	2	2	3	1		

Sources : Commission de la CEMAC.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Indicateur complémentaire de convergence

4. ÉTAT DES RELATIONS DE LA CEMAC AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

La CEMAC continue d'entretenir des relations avec la Communauté financière internationale tant au niveau des institutions communautaires que des États membres.

Au niveau communautaire, la Commission de la CEMAC a pris part aux travaux des Assemblées annuelles des institutions de Bretton Woods à Washington d'avril et d'octobre 2015. Elle a participé à plusieurs séminaires organisés par le FMI notamment sur les thématiques suivantes : (i) Entretien autour de l'économie mondiale ; (ii) Investir dans les infrastructures : pourquoi, où et comment ? (iii) Financer le développement : la voie du progrès ; (iv) La chute des cours des produits de base : quelles conséquences pour les marchés émergents ? (v) Forum des finances publiques : « L'économie de la dette ». En outre, elle a eu plusieurs séances de travail bilatéral.

Une mission du FMI a séjourné à Libreville et Yaoundé du 23 avril au 7 mai 2015 pour mener des consultations régionales avec les autorités de la CEMAC. La mission s'est entretenue avec les Institutions communautaires notamment sur les questions se rapportant à (a) la viabilité extérieure et le cadre de surveillance budgétaire ; (b) l'efficacité de la politique monétaire commune ; (c) la stabilité et le développement du secteur financier ; (d) la mise à jour du PESF de la CEMAC ; (e) l'intégration régionale ; et (f) la réforme des institutions régionales.

Il faut rappeler également que lors de sa mission au Cameroun de janvier 2016, la Directrice Générale a rencontré les autorités régionales. Les échanges lors de cette rencontre ont porté sur les questions de mobilisation de ressources intérieures et extérieures, de priorisation des investissements dans les infrastructures, et de renforcement de l'intégration régionale. Au titre de la mobilisation de ressources, il s'est agi surtout de mettre fin à l'utilisation généralisée des exonérations fiscales et douanières discrétionnaires, et de mieux gérer la fiscalité des industries extractives. Pour permettre aux pays membres d'améliorer la croissance économique, Madame Lagarde encourage la mise en place d'un ambitieux programme de diversification et d'intégration économique.

Par pays, la situation détaillée se présente comme suit.

#### 4.1 Cameroun

Les services techniques du Fonds Monétaire International ont mené en septembre 2015 les consultations de 2015 au titre de l'article IV. La mission a salué la résilience du Cameroun en cette période où l'environnement international est tendu, en liaison avec la chute des cours du pétrole. Toutefois, elle a fait part de sa préoccupation quant au niveau d'endettement du Cameroun, qui croît rapidement et qui est contracté à des conditions de plus en plus onéreuses. A cet effet, la mission a recommandé d'adopter une politique plus orientée vers l'endettement à des conditions plus concessionnelles et de consolider et de rationaliser le programme d'investissement public avec d'autres plans d'investissement, tel le « plan d'urgence ».

### 4.2 Centrafrique

Une mission des partenaires techniques et financiers s'est rendue a visité Bangui, du 9 au 18 juin 2015 pour discuter avec les autorités centrafricaines d'une assistance au titre la Facilité de Crédit Rapide (FCR) du FMI en appui du programme d'urgence des autorités. Les discussions ont permis de parvenir à un accord de principe sur un cadrage macroéconomique et un ensemble de politiques économiques pour renfoncer les progrès réalisés depuis l'approbation de la FCR précédente par le Conseil d'Administration du FMI en mars 2015. Ces politiques visent à renforcer davantage la stabilité macroéconomique, avancer dans le processus de consolidation

budgétaire, coordonner l'assistance technique et maintenir l'engagement des bailleurs de fonds internationaux. Dans le cadre de cet accord de principe, la RCA pourrait bénéficier d'un troisième déboursement au titre de la FCR pour un montant de 8,36 millions de DTS (équivalant à 11.83 millions de dollars américains ou 6,2 milliards de francs CFA).

Au titre de l'année 2016, une équipe des services du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par M. Samir Jahjah a séjourné à Bangui du 17 au 27 mai 2016 dans le cadre des consultations au titre de l'Article IV. Il en ressort des entretiens relatifs aux consultations, longtemps différées, au titre de l'article IV.2 Ces échanges ont été centrés sur les politiques économiques et les réformes structurelles nécessaires pour remettre l'économie sur la voie d'une croissance durable et inclusive, améliorer la compétitivité, et promouvoir une bonne gouvernance, après la longue crise politique et humanitaire qui a éclaté en 2012.

## 4.3 Congo

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI) s'est rendue à Brazzaville du 19 mai au 1er juin 2015 pour mener les entretiens relatifs à la revue de la situation économique congolaise dans le cadre des consultations de 2015 au titre de l'Article IV. La mission a notamment noté que le Congo a été durement frappé par le choc des prix pétroliers. La forte progression des dépenses publiques de ces dernières années, principalement financée par les recettes pétrolières, a accompagné la croissance, mais elle a aussi accentué la vulnérabilité du pays au choc négatif des prix du pétrole. Le solde budgétaire et le solde des transactions courantes se sont détériorés en 2014 sous l'effet de la forte chute des cours du pétrole au deuxième semestre. Face à la diminution des recettes pétrolières, les autorités ont pris des mesures pour préserver la stabilité macroéconomique. Le rapatriement de dépôts détenus à l'étranger a contribué à financer le déficit budgétaire en 2014 et à renforcer les réserves internationales.

#### 4.4 Gabon

Le 18 février 2015, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu les consultations au titre de l'article IV avec le Gabon, lesquelles consultations ont eu lieu en novembre 2014. Les administrateurs se félicitent de la vigueur de la croissance économique enregistrée ces dernières années dans une conjoncture économique favorable, mais ils regrettent que cette croissance n'ait pas été généralisée et que ses bienfaits n'aient pas été suffisamment partagés, d'où des taux de pauvreté et de chômage qui restent élevés. Ils appuient la stratégie de diversification des autorités, qui suppose une amélioration des infrastructures et la mise en valeur du capital humain, ainsi qu'une accélération des réformes touchant au climat des affaires. Compte tenu de la chute récente des cours du pétrole, les administrateurs soulignent que la stratégie de diversification doit être financée de façon soutenable.

Du 30 novembre au 10 décembre 2015, une mission des services du Fonds Monétaire International a séjourné à Libreville pour mener les consultations de 2015 au titre de l'article IV. La mission a notamment que l'effondrement récent des prix du pétrole constitue un choc de grande envergure pour l'économie gabonaise. La nouvelle perspective souligne la nécessité pour le pays de diversifier son économie, notamment par la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE).

Par ailleurs, malgré d'importants ajustements budgétaires effectués depuis le deuxième semestre 2014, l'endettement public progresse à grande vitesse, alors que les dépôts de l'État et les réserves de change auprès de la banque centrale diminuent.

La mission considère qu'un ajustement budgétaire insuffisant face à la baisse des prix du pétrole est un risque principal pesant sur les perspectives du pays.

Elle invite les autorités nationales à revoir les priorités, à ajuster les politiques aux nouvelles perspectives des prix du pétrole. Les autres actions identifiées par la mission concernent (i) la réduction de la vulnérabilité du secteur financier aux chocs macroéconomiques et à la faiblesse de la gouvernance bancaire, (ii) la stimulation de la croissance hors pétrole dans un contexte de resserrement budgétaire, (iii) la viabilité extérieure et l'amélioration de la compétitivité, et enfin (iv) l'amélioration des statistiques.

Dans la cadre de la coopération Gabon-Bad, une mission d'identification des points d'application de la coopération a séjourné à Libreville en février 2015. Au cours de cette visite, la délégation conduite par la directrice régionale Afrique centrale et Madagascar de la Banque africaine de développement (Bad) a eu des entretiens sur les axes d'intervention qui découlent des programmes prioritaires du gouvernement.

# 4.5 Guinée-Équatoriale

En Guinée Équatoriale, une mission du FMI s'est rendue à Malabo en mai 2015 au titre de l'Article IV. La mission a conclu de la nécessité de la mise en valeur des infrastructures existantes de très bonne qualité construites par le pays, pour attirer les investissements et contribuer à l'amélioration des performances macroéconomiques.

La mission a attiré l'attention des Autorités sur la dégradation continue du déficit du solde du compte courant, en raison de la faiblesse des exportations notamment d'hydrocarbure.

La mission pointe du doigt le risque pour l'économie de l'accumulation de la dette, en liaison avec la faiblesse de la fiscalité. Par ailleurs, si le pays n'arrive pas à consentir des efforts nécessaires pour améliorer le climat des affaires et attirer les investissements étrangers, il n'obtiendra pas le niveau de diversification suffisante et donc la croissance du secteur non pétrolier qui en dépend.

#### 4.6 Tchad

Une mission du FMI s'est rendue au Tchad du 16 au 24 septembre 2015 pour la deuxième revue du programme économique et financier du Tchad appuyé par la Facilité élargie de crédit et approuvée par le Conseil d'administration du FMI le 1<sup>er</sup> août 2014. Les discussions ont porté sur la mise en œuvre du programme ainsi que l'évolution économique et financière en 2015, les perspectives 2016 et à moyen terme, et les politiques nécessaires pour renforcer la stabilité macroéconomique et favoriser une croissance inclusive.

Il ressort que la performance macroéconomique globale du Tchad continue d'être sévèrement affectée par la chute drastique des cours du pétrole et la détérioration de la situation sécuritaire. Malgré cette situation, les données préliminaires ont montré qu'à l'exception d'un critère, tous les autres critères sont respectés. Afin de minimiser les effets des niveaux de recettes faibles et permettre l'apurement des arriérés cumulés, une stratégie a été formulée les autorités et repose sur la combinaison des financements additionnels, des décaissements des appuis budgétaires programmés par la Banque mondiale, l'Union européenne et la BAD, et sur des coupes supplémentaires des dépenses.

Par ailleurs, au titre de l'année 2016, une mission s'est rendue à N'Djamena du 7 au 20 mars 2016, à l'effet de mener des entretiens avec les autorités tchadiennes dans le cadre de la troisième évaluation du programme économique du gouvernement appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et de procéder aux consultations de 2016 au titre de l'Article IV des Statuts de l'institution. Des échanges, il ressort que l'activité économique continue d'être fortement affectée par un double choc externe, à savoir la baisse forte et continue des cours du pétrole et la dégradation de la situation sécuritaire au niveau régional. La question des politiques économiques a porté sur des enjeux à la fois à court terme et à moyen terme. Ce sont notamment les options éventuelles pour assurer l'exécution tout en protégeant les dépenses prioritaires sociales.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

En 2015, l'activité économique mondiale est restée languissante avec 3,1 % de croissance, soit 0,3 point de moins qu'en 2014. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent encore plus de 70 % de la croissance mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive, tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés.

Dans ce contexte, la situation macroéconomique des États membres de la CEMAC a été caractérisée en 2015 par un ralentissement de la croissance économique, une détérioration des comptes publics, une situation monétaire moins confortable, et une baisse des tensions inflationnistes. Cette évolution économique s'est faite également dans un environnement de baisse drastique des cours du baril de pétrole sur les marchés internationaux et la persistance des menaces sécuritaires aux frontières de certains pays de la Communauté.

À cet égard des recommandations générales et spécifiques se présentent comme suit :

## Recommandations générales

Les résultats de la surveillance multilatérale a montré que la CEMAC a respecté deux critères sur quatre en 2015.

Outre les recommandations habituelles de poursuivre les efforts en matière de recouvrement des recettes non pétrolières, de gestion prudente du secteur pétrolier et des ressources pétrolières, et d'amélioration du climat des affaires, il faudra encourager les Gouvernements respectifs des six États membres à mettre en pratique cette décision des hautes autorités relative à la libre circulation des personnes et des biens.

Comme par le passé, les orientations générales sont axées sur les questions de stabilité macroéconomique, de réformes structurelles et d'approfondissement de l'intégration régionale.

En matière de stabilité macroéconomique, les actions prioritaires à mettre en œuvre par les États membres et les Institutions Régionales de la CEMAC en vue de poursuivre l'assainissement des finances publiques et de conduire une politique budgétaire prudente, compte tenu de la conjoncture caractérisée par l'effondrement des cours du pétrole et un niveau faible des recettes budgétaires, sont de :

- O Définir une perspective pluriannuelle à la planification budgétaire en définissant les recettes et dépenses dans un cadre budgétaire à moyen terme et en relançant les Programmes Triennaux de Convergence (PTC);
- o Poursuivre la gestion prudente des ressources pétrolières ;

Pour ce qui est des réformes axées sur l'amélioration du climat des affaires et la diversification de la base productive, il convient de prendre toutes les dispositions afin de rendre opérationnel l'Observatoire du climat des affaires en zone CEMAC.

Sur le plan de l'intégration régionale, les actions prioritaires consistent à :

- o Démarrer la mise en application du nouveau dispositif de Surveillance Multilatérale ;
- Accélérer la transposition des Directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques en zone CEMAC dans les droits internes des États;
- o Renforcer les capacités en ressources humaines de la Commission de la CEMAC.

# Recommandations spécifiques

Par pays, elles se présentent comme suit :

**Au Cameroun,** afin d'atteindre les objectifs de croissance consignés dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), les Autorités sont exhortées à :

- O Poursuivre les mesures visant l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales à travers notamment la rationalisation des exonérations et des régimes dérogatoires fiscaux à l'effet de réduire les déficits budgétaires et en conséquence, limiter l'endettement ;
- Orienter la politique d'endettement public vers des conditions plus concessionnelles ;
- Poursuivre la mise en place des mesures pour l'exécution convenable du Plan d'Urgence triennal pour la Relance de la Croissance et inscrire l'exécution dudit plan dans un cadre budgétaire;
- Maintenir le mécanisme de stabilisation des prix des produits pétroliers à la pompe et de définir une fourchette au-delà de laquelle le prix à la pompe pourrait être réajusté en fonction du prix réel.

**En République Centrafricaine**, afin d'assurer la reprise d'une croissance inclusive et la gestion efficace, moderne et transparente des finances publiques, les Autorités sont invitées à :

- Poursuivre les réformes mises en place pour un retour progressif de la paix et de la sécurité dans le pays;
- Poursuivre la mise en œuvre des mesures visant à améliorer l'administration fiscale et renforcer la gestion des finances publiques à travers la limitation des exonérations fiscales et douanières et l'augmentation des recettes provenant des secteurs forestier, minier et des télécommunications;
- Poursuivre les actions en faveur de la réinsertion de la RCA dans le processus de Kimberley;
- O Accélérer la mise en œuvre du Programme d'Urgence pour la Relance des Cultures vivrières et du Projet d'Urgence de Restauration des Services Publics ;
- Poursuivre la transposition dans le corpus juridique interne des Directives du cadre harmonisé de gestion des Finances Publiques en Zone CEMAC.

**Au Congo**, afin de maintenir le dynamisme du secteur non pétrolier et faire face à l'impact négatif des prix du pétrole, les Autorités sont invitées à :

- Préserver une certaine marge budgétaire en cette période de baisse des cours du baril de pétrole, à travers une rationalisation des dépenses publiques et une augmentation des recettes non pétrolières par une amélioration des performances des régies financières.
- O Accélérer la mise en œuvre du plan d'action adopté en 2009 pour l'amélioration du climat des affaires et à poursuivre la réalisation des infrastructures économiques de base.

**Au Gabon**, afin de maintenir le dynamisme du secteur hors pétrole porteur de croissance, et faire face aux défis imposés par la chute des prix du pétrole, les Autorités sont invitées à :

 Accélérer la diversification de l'économie à travers notamment la poursuite de la mise en œuvre des actions contenues dans le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE) en mettant la priorité notamment sur la poursuite des actions visant à la fois des réformes

- structurelles et les efforts pour accroître la compétitivité et la productivité, notamment dans le domaine portuaire, énergétique, et en renforçant l'éducation, les infrastructures et les capacités institutionnelles ;
- Poursuivre la mise en œuvre des réformes de l'administration fiscale et douanière afin d'améliorer le recouvrement des recettes non pétrolières ;
- Evaluer régulièrement les effets des mesures structurelles sur les performances du secteur hors pétrole (zone économique spéciale, arrêt des exportations de bois, etc.);
- o Rendre opérationnel l'Institut National de la Statistique du Gabon.

# En Guinée-Équatoriale, les Autorités sont invitées à :

- O Poursuivre les réformes mises en place pour la diversification de l'économie, visant notamment à mettre un accent sur l'amélioration de la gouvernance, du climat des affaires, et du développement du capital humain ;
- O Poursuivre la gestion budgétaire prudente afin de constituer des réserves pour l'entretien et le maintien à niveau dans le futur des grosses infrastructures de base mises en place ;
- Poursuivre les efforts en matière d'amélioration du recouvrement des recettes non pétrolières à travers des mesures relatives à la modernisation des administrations fiscales et douanières ;
- Démarrer la transposition dans les droits nationaux des Directives du cadre harmonisé de gestion des Finances Publiques en Zone CEMAC;
- o Poursuivre l'opérationnalisation de l'Institut National de la Statistique de Guinée Equatoriale (INEGE).

**Au Tchad**, pour faire face aux chocs occasionnés par l'effondrement des prix du pétrole et la détérioration de la sécurité au niveau régionale, les Autorités sont invitées à redoubler d'effort pour :

- Poursuivre les actions engagées pour maintenir une politique budgétaire prudente en préservant et consolidant les acquis de la gestion budgétaire rigoureuse ayant conduit au point d'achèvement de l'Initiative PPTE;
- O Accélérer les réformes visant l'amélioration du climat des affaires afin de mieux développer, d'étendre et diversifier les activités économiques du secteur hors pétrole.

ANNEXE 1 : SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES PAYS MEMBRES

### 1. CAMEROUN

Dans un environnement international peu propice et la persistance des poches d'insécurité, l'économie camerounaise a été résiliente en 2015. La croissance économique s'est consolidée à 5,9 % en 2015 comme en 2014. Elle a été tirée par la forte hausse de la production pétrolière et la poursuite du dynamisme du secteur hors pétrole, quoiqu'en léger recul. La production pétrolière a augmenté de 28,7 % en liaison avec à la mise en production des champs de Padouk et Mvia et à l'augmentation de la production du champ de Dissoni. La croissance du secteur hors pétrole a été de 5 % contre 5,6 % en 2014. Cette évolution favorable de la croissance est le fruit des évolutions observées dans l'ensemble des secteurs de production.

## 1.1 Secteur réel

**Du côté de l'offre**, la vigueur du **secteur primaire** observée depuis 2014 s'est poursuivie. Elle a contribué à hauteur de 2,3 points à la croissance en 2015. La branche pétrole qui a profité de la mise en production des nouveaux champs, notamment les champs de Padouk et Mvia et l'augmentation des rendements des champs existants, sa contribution a été de 1,1 point à la croissance. À cela s'ajoute la production de gaz qui est observée depuis 2013. La contribution de la Branche agriculture vivrière a été de 0,6 point. Les mesures prises par les Autorités pour soutenir la production agricole donnent des résultats probants. Les politiques de développement du secteur rural restent axées entre autres sur : (i) l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières ; (ii) la modernisation des infrastructures du monde rural et l'accroissement de la production ; (iii) la gestion durable des ressources naturelles. La branche d'agriculture d'exportation a apporté une contribution de 0,3 point à la croissance. Les actions des projets « protection du verger cacao/café » et « appui à l'installation des jeunes agriculteurs » ont permis entre autres, le recyclage des acteurs de lutte phytosanitaire et l'augmentation des superficies cultivées. Les autres banches, notamment l'élevage et la sylviculture ont enregistré des contributions de 0,1 point.

En 2015, le **secteur secondaire** a poursuivi son expansion avec une évolution de 9,6 %. Sa contribution à la croissance a été de 1,9 point. Cette croissance a été tirée par les branches « industries » et les « BTP ». Ce sont les industries manufacturières et les industries agroalimentaires qui ont vu leur valeur ajoutée progresser en 2015. Les BTP ont eu une contribution de 1 point à la croissance économique du Cameroun en 2015 et représentent 4 % du PIB. Les travaux réalisés dans ce sous-secteur concernent la construction des routes, l'entretien et la protection des infrastructures routières et, le suivi de l'exécution des travaux de construction des bâtiments et édifices publics selon les normes. Les objectifs stratégiques visés par les travaux routiers consistent à faire passer à l'horizon 2020 la fraction des routes bitumées à 17 % et celle des routes en bon état à 55 % à travers l'entretien et la protection du réseau routier existant. La branche de l'électricité et de l'eau continue son expansion avec les améliorations dans la production et la distribution de ces services aux populations. Sa contribution à la croissance a été de 0,1 point.

Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 4,3 % en 2015 et apporté une contribution de 1,5 points à la croissance. Cette croissance est soutenue principalement par le dynamisme observé dans les sous-secteurs commerce et hôtellerie (1,4 point), transports et télécommunications (0,6 point) et les autres services marchands notamment les banques et organismes financiers (0,8 point). L'assainissement des secteurs commerciaux et la structuration des circuits de distribution des produits de grande consommation se sont poursuivis. Pour améliorer la distribution des produits de grande consommation et promouvoir les ventes de proximité, 38 marchés périodiques ont été construits. Des campagnes promotionnelles de ventes de riz, des huiles végétales et produits dérivés d'origines locales ont été organisées dans les délégations régionales et départementales du Ministère du Commerce. Dans le même temps, les actions visant essentiellement l'amélioration du système de sûreté et

de sécurité des personnes et des biens ont été réalisées dans le domaine des transports en général.

Du côté de la demande, la croissance a été soutenue par la demande intérieure qui a apporté 4,5 points à la croissance, grâce à la consommation notamment privée (4 points). Cette évolution résulte notamment de la poursuite de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la vie chère par les pouvoirs publics ainsi que l'amélioration des revenus des ménages liés au dynamisme de l'activité économique, et aux recrutements dans les grands projets. Il faut également noter la mise en œuvre, dans le cadre de la politique de croissance inclusive, de la stratégie d'amélioration des conditions de vie des populations à travers l'implémentation du Projet Filets Sociaux qui va permettre pendant 24 mois, d'aider les ménages qui sont vulnérables et qui vivent dans la pauvreté chronique.

Le dynamisme de l'investissement observé depuis plusieurs années s'est poursuivi en 2015 avec une contribution de 2,1 points. Cette évolution résulte principalement de l'amélioration de l'investissement public, en liaison notamment avec un meilleur taux de réalisation physique du budget d'investissement public dû principalement : (i) au renforcement du suivi participatif de l'exécution physico-financière de l'investissement public ; et (ii) à la poursuite des réformes des finances publiques et des marchés publics.

Par ailleurs, la demande extérieure nette a eu une contribution positive de 1,4 point à la croissance en 2015. Cette situation résulte surtout d'un accroissement des exportations principalement des produits pétroliers.

### 1.2 Prix

En 2015, l'inflation s'est située à 2,7 % contre 1,8 % en 2014. Cette remontée de l'inflation est en grande partie liée à la flambée des prix des transports et à l'augmentation des services de restaurants et hôtels. L'accroissement des prix des transports découle de la révision à la hausse des prix à la pompe des carburants en juillet 2014.

La hausse des prix des services de restaurants et hôtels s'est aggravée avec les augmentations des prix des bières industrielles. En effet, les prix des bières ont connu des hausses comprises entre 50 et 100 FCFA. Sur le plan spatial, les prix à la consommation ont augmenté dans toutes les villes. La ville de Douala enregistre la plus forte hausse.

### 1.3 Finances publiques

Le budget 2015 s'est exécuté dans un contexte marqué par : (i) une consolidation de la croissance économique ; (ii) la chute des cours mondiaux du pétrole ; (iii) le début de la mise en œuvre du plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance ; et (iv) la poursuite de la lutte contre la secte BOKO HARAM dans la partie septentrionale du pays.

Les recettes budgétaires totales se sont situées à 3019,4 milliards de francs CFA en 2015 contre 2772,4 milliards de francs CFA en 2014, en augmentation de 8,9 %. Malgré la baisse des recettes pétrolières de 13,7 % (pour se situer à 498,2 milliards dans le contexte de la baisse structurelle des cours du baril), les recettes non pétrolières ont cru de 14,9 % pour se situer à 2 248,1 milliards de francs CFA. La hausse des recettes non pétrolières est consécutive à l'accroissement des recettes des impôts et taxes intérieures, des recettes douanières et des recettes non fiscales. La hausse significative des recettes fiscales est le résultat de la poursuite des actions menées dans les administrations en charge de la collecte desdites recettes, notamment les réformes fiscales relatives à (i) l'organisation des services fiscaux ; (ii) la simplification des procédures ; (iii) la sécurisation des recettes et l'élargissement de l'assiette fiscale ayant permis une meilleure couverture ; et (iv) le renforcement de la coopération internationale (transparence et échanges de renseignements à des fins fiscales). Par ailleurs, l'Etat a procédé au renouvellement des concessions aux opérateurs de téléphonie mobile MTN et ORANGE à travers la cession des licences 3G et 4G. Cette opération a généré des recettes exceptionnelles d'un montant total de 150 milliards de francs CFA.

Les dépenses budgétaires totales sont estimées à 3 135,7 milliards de francs CFA en fin 2015, en baisse de 3,5 % par rapport aux réalisations de 2014. Les dépenses courantes ont diminué de 8,2 % alors que les dépenses en capital ont augmenté de 6,4 %. La forte augmentation des investissements publics s'inscrit dans la logique de la construction des infrastructures dans le cadre du plan d'urgence et celles relatives aux préparatifs des CAN 2016 et 2019.

En définitive, la gestion des finances publiques à fin 2015 s'est soldée par un déficit budgétaire, base engagements et hors dons, de 116,3 milliards de francs CFA (-0,7 % du PIB).

Compte tenu de l'apurement des arriérés intérieurs de 106,1 milliards de francs CFA, du paiement de l'amortissement de la dette extérieure de 79 milliards de francs CFA, du désengagement du système bancaire et non bancaire de 604 milliards, le besoin de financement global de l'État s'est chiffré à 905,4 milliards de francs CFA. La mobilisation des ressources extérieures au titre des dons de 36,6 milliards, des tirages (prêts-projets et appuis budgétaires) de 868,8 milliards, ont permis de couvrir entièrement ce besoin.

## 1.4 Balance des paiements

**Du côté des échanges extérieurs**, en 2015, le Cameroun continue à diversifier les produits exportés et les partenaires commerciaux. Le commerce avec les autres pays de la CEMAC apparaît de plus en plus dynamique. Mais l'on note toujours la persistance des déficits de ses principaux soldes. Ainsi, le déficit courant, dons exclus, s'est aggravé de 4,5 % du PIB pour s'établir à 764 milliards de francs CFA. Le déficit du compte courant a été généré par l'accroissement du déficit de la balance des biens qui s'est situé à 276,2 milliards de francs CFA, ainsi que celui des services et celui des revenus qui s'est élevé respectivement à 391,2 milliards de francs CFA et 250,3 milliards de francs CFA. L'excédent du solde de la balance des transferts s'est amélioré à 206,5 milliards contre 177,4 en 2014.

Les exportations ont baissé de 2,6 % en 2015 du fait de la chute de la valeur des exportations du pétrole. Dans le même temps, les importations n'ont reculé que de 0,8 %. Comme conséquence, une détérioration des termes de l'échange de 30,8 a été constatée. La structure des exportations montre que le pétrole demeure le premier produit exporté avec 28 % des recettes totales d'exportations, suivi par : le bois (grumes et scié) et le cacao.

Malgré le déficit du solde des transactions courantes entretenu par ceux des balances des biens, des services et des revenus, l'excédent du solde global de la balance des paiements s'est amélioré à 483 milliards de francs CFA en 2015, contre 28,9 milliards en 2014.

Traduisant l'évolution des comptes extérieurs et des finances publiques, le ratio du stock de la dette extérieure s'est établi à 16,2 % du PIB en 2015 contre 12,2 % du PIB une année plus tôt. De même, les ratios du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires et aux exportations de biens et services ont été évalués à 4,3 % et 3,1 % en 2015 contre 4,5 % et 3 % en 2014 respectivement.

#### 1.5 Situation monétaire

Au 31 décembre 2015, la **situation monétaire** du Cameroun a été caractérisée par une progression de la masse monétaire de 8,5 % pour se situer à 3 954,6 milliards de francs CFA, en liaison avec l'augmentation des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur.

Les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 31,4 % pour se situer à 2192,2 milliards de francs CFA. Cette hausse est en partie attribuable à l'augmentation des recettes d'exportation du pétrole du fait de la surproduction observée en 2015, du bois et du cacao. Les autres produits, notamment le café, le coton et l'aluminium sont à prendre également en compte.

Les crédits à l'économie ont progressé de 14,8 %, pour atteindre 2 842,5 milliards de francs CFA, consécutivement à un accroissement des crédits des banques en activité. L'évolution du crédit à l'économie s'explique en grande partie par la poursuite des engagements du secteur privé et des entreprises du secteur public telle que la SONARA.

Les créances nettes de l'Etat sur le système bancaire ont diminué de 202 %, revenant à 614,2 milliards de francs CFA à fin décembre 2015. Cette baisse est essentiellement imputable aux prélèvements effectués sur les comptes ouverts auprès de la Banque Centrale, en plus des efforts de la centralisation progressive au Trésor public des fonds des entreprises publiques.

Le taux de couverture extérieur de la monnaie s'est situé à 86,8 % en fin 2015.

# 1.6 Perspectives pour 2016

En 2016, l'activité économique devrait enregistrer une croissance de 5,3 %. Malgré le ralentissement que l'on observerait dans la production pétrolière, cette performance résulterait du regain des activités dans le secteur hors pétrole et des effets induits sur la demande intérieure avec la poursuite de la mise en œuvre des grands projets. Le secteur hors pétrole connaitrait une croissance de 5,6 % en 2016. L'inflation serait contenue à 3 % en 2016.

La gestion des finances publiques serait marquée par une augmentation des dépenses d'investissement pour la réalisation des projets en vue de la préparation et de l'organisation de la CAN 2016. Sur la base de l'évolution de l'activité économique, les recettes totales seraient en repli de 2,8 % en 2016, alors que les dépenses totales sont projetées en augmentation de 19,6 %.

Le déficit du solde budgétaire de base se creuserait davantage à 4,6 % du PIB en 2016 contre 0,7 % observé en 2015.

Du côté des échanges extérieurs, le solde du compte courant demeurerait déficitaire à 5,6 % du PIB. Les agrégats monétaires connaitraient quant à eux, une dégradation avec une baisse des avoirs extérieurs nets. Le taux de couverture extérieur de la monnaie se situerait à 71,4 %.

# 2. CENTRAFRIQUE

La situation économique de la RCA en 2015 a été marquée par une légère embellie, en relation avec la sécurisation progressive du pays qui a permis une amélioration des performances des branches sylvicole, manufacturière, commerciale et des BTP. Cette évolution favorable est en relation avec l'apparente accalmie qui règne au niveau de la capitale Bangui et surtout le déploiement des Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique (MINUSCA). De leur côté, les tensions inflationnistes se sont fortement allégées, avec un taux d'inflation de 2,1 % en 2015 contre 17,8 % une année plus tôt. Pour leur part, le solde budgétaire s'est amélioré alors que le solde courant s'est dégradé à -8,7 % du PIB contre -7,8 % du PIB en 2014 et -13,6 % du PIB contre -16,9 % du PIB en 2014, respectivement. La situation monétaire s'est traduite par un taux de couverture extérieure de la monnaie de 76,8 % contre 78,7 % en 2014.

#### 2.1 Secteur réel

En 2015, la croissance économique réelle a été estimée à 4,9 % contre 1 % une année plus tôt, en rapport avec des évolutions enregistrées dans les trois secteurs avec des contributions respectives de 2,9 points pour le secteur secondaire, de 0,8 point pour le secteur primaire et de 0,5 point pour le secteur tertiaire.

**S'agissant de l'offre**, le *secteur primaire* a profité de la hausse de production de bois dont la branche a contribué de 0,3 point à la croissance, en relation avec le démarrage progressif des activités des sociétés bénéficiaires de trois nouveaux Permis d'Exploitation et d'Aménagement (PEA). En effet, la production de grumes, déclarée par la Direction des Forêts en 2015, a porté sur un volume total de 339 800 m3 contre 263 400 m3 un an plus tôt, soit une progression significative de 28,4 %.

Cependant, il convient de noter que les sociétés forestières restent confrontées à l'instabilité militaro-politique qui s'est traduite par l'occupation des zones de production par les groupes

armés, l'abattage anarchique et clandestin de certaines essences et l'insécurité le long des axes d'acheminement des grumes vers le port de Douala.

Parallèlement, le secteur a bénéficié de l'évolution favorable des activités agricoles avec le retour progressif des populations en raison du recul de l'insécurité lié au déploiement des forces de la MINUSCA sur toute l'étendue du territoire.

Les activités du secteur primaire ont toutefois été freinées par le ralentissement des activités de certains produits dans la branche agricole notamment la baisse de la production de café (-48,5 % à 2 292,3 tonnes), imputable à la pandémie de la trachoémycose qui menace les plantations de l'Est et l'Ouest et l'arrêt des activités de la filière coton suite à l'insécurité persistance dans les principales zones de production.

Enfin, on a noté un léger frémissement des activités dans le secteur des mines, en rapport avec la levée partielle de la suspension de la RCA du processus de Kimberley.

Pour sa part, le *secteur secondaire* a été marqué par le dynamisme des industries manufacturières et des BTP (avec les appuis des partenaires au développement). En effet, il a contribué à hauteur de 2,9 points à la croissance, avec un apport de 2,5 points de la branche des industries manufacturières et de 0,4 point des activités des BTP, suite au renforcement des Travaux à Haute Intensité de Main-d'œuvre (THIMO) et le bitumage de certains axes routiers de la Capitale.

Enfin, l'apport positif de 0,5 point à la croissance du *secteur tertiaire* relève du dynamisme des services (télécommunications, commerce et administration publique).

S'agissant de la demande, la croissance a été considérablement tirée par la demande intérieure, avec un concours de 4,1 points à la croissance, impulsée par le redressement des investissements publics (3,3 points) favorisé par l'appui des partenaires au développement et, dans une moindre mesure au concours de 0,9 point de la consommation finale, expliquée en partie par la consommation des forces de sécurité étrangères venues en appui à la RCA. Parallèlement, la demande extérieure a boosté la croissance de 0,8 point, en rapport avec l'évolution de la conjoncture internationale en 2015.

## 2.2 Prix

**Sur le front des prix**, les pressions inflationnistes ont substantiellement reculé avec un taux d'inflation revenu à +2,1 % en moyenne annuelle contre +17,8 % en 2014, en raison des efforts de sécurisation et de la réhabilitation progressive des circuits d'approvisionnement des principales villes du pays.

# 2.3 Finances publiques

La gestion des finances publiques au cours de l'année 2015 s'est caractérisée par une détérioration des comptes publics, avec un solde budgétaire, base engagements, hors dons, déficitaire de -8,5 % du PIB contre -7,6 % du PIB en 2014.

Ainsi, les recettes budgétaires totales ont cru de 41,8 %, pour s'établir à 59,2 milliards en 2015, en liaison avec l'augmentation de 44,1 % des recettes fiscales, à 54,1 milliards contre 37,6 milliards en 2014, alors que les recettes non fiscales n'ont progressé que de 21,4 % en 2015, à 5,1 milliards contre 4,2 milliards en 2014.

Pour leur part, les dépenses budgétaires totales ont augmenté de 28,3 %, à 137,5 milliards en 2015 contre 107,2 milliards, une année plus tôt, impulsées par la hausse des dépenses en capital. En effet, les dépenses d'investissements ont atteint 49,2 milliards contre 18,1 milliards en 2014, soit un fort redressement de 172,1 %, en rapport avec les évolutions enregistrées dans les dépenses financées sur ressources extérieures et intérieures. Cependant, les dépenses courantes ont baissé d'environ 1 %, pour s'établir à 88,3 milliards en 2011 milliards, en 2014, en liaison avec la contraction des dépenses relatives aux dépenses courantes primaires.

En définitive, la gestion des finances publiques s'est traduite par un déficit budgétaire, base engagements, hors dons, de 78,3 milliards en 2015 contre 65,4 milliards une année auparavant. Compte tenu de l'amortissement de la dette extérieure de 7 milliards et du paiement des arriérés de 10,1 milliards, le besoin de financement global de l'État s'est élevé à 99,8 milliards. Le financement de ce besoin a été assuré principalement par les appuis des partenaires au développement de la Centrafrique, à hauteur de 85,9 milliards.

## 2.4 Balance des paiements

En 2015, le déficit du solde extérieur courant, dons officiels exclus, s'est légèrement résorbé, revenant à 13,3 % du PIB –alors qu'il représentait 16,6 % du PIB en 2014, en liaison avec les évolutions enregistrées par toutes ses composantes.

En effet, le déficit de la balance commerciale a légèrement reculé à 133,6 milliards contre 141,5 milliards en 2014, suite à la baisse des importations de biens alors que les exportations se sont bien comportées en 2015. Plus précisément, les importations se sont contractées de 2,5 %, en liaison avec les baisses enregistrées dans l'affrètement du carburant, du sucre, du ciment et de la farine. Quant aux exportations, elles ont augmenté de 6,9 %, à 50,5 milliards en 2015, en liaison avec les évolutions enregistrées dans les ventes des bois et des produits divers.

Le déficit de la balance des services s'est réduit à 52,5 milliards contre 56,7 milliards en 2014, en liaison avec l'évolution du déficit des services de fret. L'excédent du solde des transferts courants a également baissé à 130,1 milliards contre 149,3 milliards en 2014, en liaison avec l'évolution des appuis extérieurs mobilisés.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières a fortement diminué.

En définitive, la balance globale des paiements s'est soldée par un déficit de 25,8 milliards en 2015 contre un excédent de 40,9 milliards une année plus tôt, couvert par la reconstitution des réserves officielles de 20,6 milliards et des rééchelonnements et annulations déjà obtenus de 5,2 milliards.

Du côté de la dette publique, le ratio du stock de la dette extérieure est revenu à 33,7 % du PIB en 2015 contre 36,2 % en 2014. Parallèlement, le ratio du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires s'est contracté à 17,5 % en 2015 contre 21,6 % en 2014, alors que le ratio du service de la dette par rapport aux exportations de biens et services se sont accrus à 8,7 % en 2015 contre 8,2 % en 2014.

#### 2.5 Situation monétaire

Au 31 décembre 2015, la situation monétaire de la Centrafrique a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets, une légère augmentation des crédits à l'économie et de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets ont reculé de 18,3 %, à 42,2 milliards à fin décembre 2015, en relation avec l'évolution enregistrée dans la reconstitution des avoirs bruts de la BEAC et des établissements de crédit. De ce fait, le taux de couverture extérieure de la monnaie est ressorti à 76,8 % contre 78,7 % à fin décembre 2014.

S'agissant des créances nettes sur l'État, elles ont augmenté de 15,7 %, s'établissant à 148,1 milliards au 31décembre 2015 contre 128 milliards une année auparavant.

Pour leur part, les crédits à l'économie ont progressé de 0,3 % au 31 décembre 2015, en atteignant 119,7 milliards, en relation principalement avec la hausse des créances en souffrance et des provisions constituées par les banques pour les risques d'impayés.

En contrepartie de toutes ces évolutions, la masse monétaire s'est chiffrée à 257,1 milliards contre 245,7 millions en 2014, en augmentation de 4,6 %.

### 2.6 Perspectives pour 2016

Les perspectives macroéconomiques de la Centrafrique sont tributaires de l'aboutissement du processus électoral, actuellement en cours, qui doit se terminer par la mise en place des nouvelles institutions (Présidence, Gouvernement, Assemblée Nationale, etc.). Cet aboutissement devrait favoriser le soutien des partenaires au développement, étant l'une des conditions sine qua non du rétablissement de la confiance des investisseurs privés et étrangers, avec la relance des investissements, gage d'une croissance robuste pour l'année 2016.

Partant de l'hypothèse d'une fin imminente et positive du processus électoral en cours, la situation économique se caractériserait en 2016 par une reprise des exportations de diamants à 85 milliers de carats avec la levée partielle de l'embargo en juin 2015, et une hausse des exportations des principaux produits, à savoir le coton (+104,1 à 0,7 mille tonne), le bois (+42,9 % à 220 mille m3), l'or (+38,8 % à 15 kg) et le café (+5 % à 3,1 milles tonnes).

Ainsi, la situation macroéconomique se caractériserait par une *croissance du PIB réel* à 5,9 % en relation avec le dynamisme dans tous les secteurs d'activités de l'économie (cultures agricoles d'exportations et production vivrière, industries extractives et manufacturières, les BTP, le transport, le commerce et les services non marchands) avec le retour progressif de la sécurité et l'aboutissement prévisible du processus électoral. Du côté de la demande, la croissance profiterait principalement par la demande intérieure, notamment les investissements publics, en relation avec le soutien massif des partenaires au développement, conjugué à la vigueur prévisible de la consommation.

Sur le front des prix, les pressions inflationnistes resteraient contenues avec un taux d'inflation se maintenant à +2,0 %, en raison de la réhabilitation des circuits d'approvisionnement des principales villes du pays grâce au retour progressif de la sécurité sur toute l'étendue du territoire.

Au niveau des comptes publics, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, se détériorerait davantage à -12,2 % du PIB en 2016 contre -8,5 % du PIB en 2015. Le besoin de financement prévu s'élèverait à 53,3 milliards en relation avec les accords d'appuis budgétaires obtenus ou encore en négociation avec les partenaires. Il faut souligner que la RCA pourrait bénéficier du soutien financier du FMI dans le cadre d'un programme triennal qui serait négocié et mis en place au cours de l'année 2016, après la mise en place des nouvelles institutions.

Du côté des comptes extérieurs, le déficit du solde extérieur courant (hors dons officiels) se dégraderait à 9,5 % du PIB en 2016 contre -13,3 % du PIB un an plus tôt, en relation principalement avec la situation prévisible fortement déficitaire de la balance commerciale des biens et services.

Sur le plan monétaire, les avoirs extérieurs nets enregistreraient une baisse de 36 % en 2016; les crédits à l'économie augmenteraient de 46,7 % en 2016 tandis que le taux de couverture extérieure de la monnaie reviendrait à 60,3 % en décembre 2016. Il résulterait de ces évolutions une croissance de 14,3 % de la masse monétaire en 2016.

### 3. CONGO

Les agrégats macroéconomiques du Congo pour l'année 2015 ont été revus à la baisse pour tenir compte de l'environnement économique international marqué par la baisse continue des prix du baril du pétrole depuis le dernier trimestre de l'année 2014. Cette révision de perspectives économiques du pays a permis au Gouvernement de re-prioriser la mise en œuvre des réformes initiées dans le cadre du Plan National de Développement (PND) 2012 – 2016.

Dans ce contexte, le cadre macroéconomique du Congo est marqué par un ralentissement de l'activité économique avec les retards observés dans l'entrée en exploitation des nouveaux champs pétroliers, une augmentation des tensions inflationnistes, une dégradation des finances publiques (en liaison avec la baisse prononcée des recettes pétrolières), des comptes extérieurs, et des agrégats monétaires.

Après une croissance de 6,7 % en 2014, la croissance économique du Congo pour l'année 2015 a été estimée à 2,4 %, en recul de 4,3 points. Ce recul est principalement le fait de la baisse de la production pétrolière avec une croissance du secteur pétrolier estimée à -5,7 %. La baisse de la production pétrolière est la résultante des retards observés dans l'entrée en production des nouveaux champs pétroliers, notamment celui de Moho-Nord. Le secteur hors pétrole a enregistré une croissance de 4,9 % en 2015 contre 7,5 % observée un an plutôt.

Du côté de l'offre, la croissance économique en 2015 a été essentiellement tirée par le secteur tertiaire. Le secteur primaire a enregistré une croissance de -2,2 % avec une contribution de -0,8 point à la croissance du fait principalement de la baisse observée dans la production pétrolière. La branche agriculture, élevage, chasse et pêche a contribué positivement (+0,7 point) à la croissance en 2015. Le secteur agricole a connu une augmentation de la production vivrière, notamment du maïs, du manioc et de l'igname. La culture du maïs, particulièrement dans la vallée du Niari1, a connu une extension des surfaces cultivées, passant de 1700 à 3250 ha. Dans le même temps, les cultures industrielles ont pris de l'envol, avec la poursuite de l'extension de la culture du palmier à huile dans les départements de la Cuyette et de la Sangha. Dans le secteur secondaire, l'on a noté également un ralentissement de la croissance à -1,6 % soit une contribution -0,3 point à la croissance globale. Ce ralentissement de l'activité économique dans ce secteur a été plus prononcé dans les BTP avec une contribution de -0,5 point. Avec la baisse des ressources de l'État, les entreprises du secteur des BTP ont accusé une baisse des commandes de la part de l'État et aussi un retard dans le paiement des travaux déjà en cours. Certains projets de construction d'infrastructures ont été suspendus ou ont ralenti. La branche des industries manufacturières a contribué de 0,3 point à la croissance. Cette vigueur provient des industries agroalimentaires, notamment celles des boissons et tabacs, ainsi que de l'amélioration dans l'industrie du bois. La branche eau et électricité, bien qu'ayant une contribution nulle à la croissance, continue d'améliorer la qualité des services aux populations, notamment la fourniture de l'eau potable et l'augmentation de l'offre électrique.

Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 7 % en 2015 pour une contribution de 3,2 points. Toutes les branches de ce secteur ont contribué significativement à la croissance. Les branches « commerce, restaurants et hôtels », « transports et télécommunications » ont contribué à hauteur de 0,6 point à la croissance respectivement. La branche des transports et télécommunications a profité de la poursuite des travaux de réhabilitation des équipements et de l'extension des infrastructures du port autonome de Pointe-Noire et des voies ferroviaires. Les Administrations publiques ont contribué à la croissance à hauteur de 1,6 point.

**Du côté de la demande**, la croissance a été tirée par la demande intérieure avec une contribution de 1,6 et les exportations nettes avec une contribution de 0,8 point. La demande intérieure a été soutenue par les investissements bruts, principalement les investissements privés avec une contribution de 12,4 points à la croissance. Le Forum ICB 2015 (Investir au Congo Brazzaville), organisé à Brazzaville a permis de mobiliser les investisseurs, dans le cadre de la promotion de l'industrialisation, de la diversification et de la modernisation de l'économie congolaise. Par ailleurs, les investissements dans le secteur pétrolier se sont poursuivis avec les travaux de finalisation des infrastructures nécessaires à la mise en exploitation effective des champs pétroliers de Moho-Nord.

La demande extérieure nette a contribué positivement à la croissance suite à la baisse des importations des biens d'équipements dans le secteur pétrolier. Les exportations en valeurs ont également chuté, suite à la baisse des cours mondiaux des principaux produits exportés, principalement le pétrole brut.

La tendance à la baisse du taux d'inflation, observée en 2014, ne s'est pas confirmée en 2015. L'on a plutôt observé un regain des tensions sur les prix qui font rebondir l'inflation à 1,8 % en 2015 contre 0,9 % un an plutôt. Ce taux d'inflation reste, néanmoins, largement en deçà de la norme communautaire, qui est de 3,0 %. Cette résurgence des tensions inflationnistes a été essentiellement imputable aux fonctions : "Enseignement", "Communications" et "Transports". Cette tendance d'ensemble de l'inflation masque, cependant, une réalité contrastée au niveau des deux localités, ayant fait l'objet de l'observation des prix.

# 3.3 Finances publiques

Prenant acte de la baisse du prix du baril du pétrole, les Autorités congolaises ont adopté une loi de finance rectificative pour l'année 2015, affichant ainsi leur intention de s'engager sur la voie de l'ajustement budgétaire en limitant certaines dépenses.

Ainsi, la Loi de finances rectificative de 2015 a induit une baisse des dépenses publiques de 21 %, principalement les dépenses liées aux investissements dans les infrastructures routières. Dans ce contexte, la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de la croissance, de l'emploi et de la réduction de la pauvreté au cours de la période 2012-2016 a été fortement impactée.

Les **recettes totales** ont été estimées à 1455 milliards contre 2860 milliards en 2014, soit une baisse 49 %. Cette baisse est imputable principalement à la forte chute du cours du baril du pétrole observé au dernier semestre de l'année 2014 à laquelle il faut ajouter la baisse de la production du pétrole brut. Les recettes pétrolières ont baissé de 72,5 % en 2015. Les recettes non pétrolières quant à elles, ont augmenté de 5,4 % par rapport à 2014. L'augmentation des recettes non pétrolières continue de bénéficier de la poursuite de la mise en œuvre des réformes fiscalo-douanières d'une part, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale d'autre part.

Les **dépenses budgétaires** se sont situées à 2072,5 milliards en 2015 contre 2 626,1 milliards en 2014, soit en baisse de 21,1 %. Elles se composent de 1 088,5 milliards de dépenses courantes et de 984 milliards de dépenses en capital. Les dépenses en capital sur ressources internes ont été estimées à 860 milliards contre 1414,8 milliards un an plutôt, traduisant la volonté du Gouvernement de s'adapter à la nouvelle donne économique de baisse structurelle des prix du pétrole brut, sa principale source de revenus pour le financement desdits investissements. Le pays a connu un net ralentissement des activités initiées dans le cadre du Plan National de Développement 2012 – 2016.

Mais malgré la baisse des recettes pétrolières, le gouvernement a globalement maintenu l'orientation expansionniste de sa politique budgétaire (par ailleurs plombée par les dépassements des coûts liés à l'organisation des Jeux africains qui se sont déroulés à Brazzaville en septembre 2015). Les dépenses courantes ont augmenté de 10 % du fait principalement des dépenses en biens et services qui passent de 327,3 milliards en 2014 à 438,7 milliards en 2015 (augmentation de 34,1 %). La masse salariale a progressé de 10,9 % pour se situer à 356,3 milliards en 2015 du fait de la poursuite de l'augmentation de 25 % du point indiciaire des agents de la fonction publique et de la poursuite des recrutements dans les secteurs sociaux.

Dans ce contexte, le solde budgétaire, base engagements, hors dons est ressorti déficitaire de 617,5 milliards correspondant à 11,7 % du PIB.

Tenant compte de l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs de 15,3 milliards, du paiement de l'amortissement de la dette extérieure de 155,9 milliards, le besoin de financement de l'État s'établit 788,7 milliards. Il a été couvert par mobilisation des financements extérieurs, principalement les prêts projets à hauteur de 124 milliards et le financement du système bancaire et non bancaire de 664,6 milliards.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes hors dons se s'est dégradé davantage pour se fixer à 2262,8 milliards en 2015 contre 489,6 milliards en 2014, en liaison avec les évolutions de ses composantes.

En effet, la balance commerciale, excédentaire de 1275,1 milliards en 2014 est devenue déficitaire de 562,4 milliards en 2015, du fait de la forte baisse (-45,5 %) de la valeur des exportations de pétrole brut (il faut noter qu'il y a un effet baisse des cours mondiaux du baril du brut et aussi un effet baisse de la production en 2015). Les importations, quant à elles, se sont maintenues à 3198.6 milliards.

Le déficit de la balance des services s'est creusé à 1418,6 milliards contre 1204,2 milliards en 2014. Le déficit de la balance de revenus quant à lui se réduit à 317,4 milliards contre 595,6 milliards en 2014. L'excédent de la balance des transferts en 2014 de 41,6 milliards s'améliore à 47,4 milliards en 2015.

L'excédent du compte de capital et des opérations financières s'est détérioré pour atteindre 734 milliards en 2015 contre 1513,6 milliards un an plus tôt.

En définitive, le solde global de la balance des paiements, excédentaire de 194,9 milliards en 2014 est devenu déficitaire de 1327,4 milliards en 2015. Ce déficit a été entièrement couvert par la variation des réserves officielles.

Traduisant l'évolution des comptes extérieurs et des finances publiques, le ratio du stock de la dette extérieure s'est établi à 44,1 % du PIB en 2015 contre 34,1 % du PIB une année plus tôt. Les ratios du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires et aux exportations de biens et services quant à eux se sont situés à 11,8 % et 5,7 % en 2015 respectivement contre 6,8 % et 4 % en 2014.

#### 3.5 Situation monétaire

La situation monétaire du Congo s'est fortement dégradée au 31 décembre 2015. Elle est marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets et de la masse monétaire, tandis que les crédits à l'économie et les créances nettes sur l'État sont en augmentation. En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie a baissé à 71,2 % à fin décembre 2015 contre 88,9 % une année plus tôt.

En effet, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 44,1 % à 1545,8 milliards à fin décembre 2015 contre 2767,6 milliards une année plus tôt. Cette baisse des avoirs extérieurs nets est imputable à la baisse des avoirs de la Banque Centrale du fait de la ponction des réserves extérieures pour couvrir les importations et la faible rentrée des devises provenant des exportations. Les crédits à l'économie ont augmenté de 13,1 % pour se situer à 1140,1 milliards en 2015 contre 1008,2 milliards en 2014, en liaison avec l'évolution de l'activité économique hors pétrole.

La position nette créditrice de l'État s'est réduite davantage pour se situer à 147,3 milliards en 2015 contre 984,4 milliards, traduisant ainsi une tension de la trésorerie.

Reflétant ces évolutions contrastées, la masse monétaire s'est réduite de 11,2 % pour se fixer à 2330,1 milliards à fin 2015 contre 2 624,9 milliards à fin 2014.

## 3.6 Perspectives pour 2016

Au regard de la détérioration des perspectives macroéconomiques au niveau mondial caractérisées par l'atonie de la demande et les risques liés au ralentissement généralisé dans les pays émergents, le rééquilibrage de l'économie chinoise, le repli des cours des produits de base et la sortie progressive des conditions monétaires exceptionnellement accommodantes aux États-Unis, la croissance mondiale pourrait dérailler. Les perspectives économiques du Congo pour l'année 2016 resteraient peu encourageantes, au regard des défis auxquels le pays fait face pour assoir son développement. On observerait une aggravation des déficits au niveau des finances publiques et des soldes extérieurs. La situation monétaire devrait également en pâtir.

L'inflation serait contenue à un niveau bien en deçà de la norme communautaire. Dans ce contexte, la poursuite de la mise en œuvre du PND risquerait d'être compromise.

En 2016, la croissance économique serait en légère hausse par rapport à 2015. Elle serait de 3,5 % sous l'effet conjugué du dynamisme du secteur hors pétrole et de l'entrée en production des nouveaux champs pétroliers. L'inflation se situerait en moyenne à 1,7 % en 2016, quasiment stable par rapport à son niveau de 2015. Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire, base engagements et hors dons de 11,5 % observé en 2015 s'aggraverait à 17,8 % en 2016.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit du compte des transactions courantes hors dons se dégraderait davantage pour atteindre 19,2 % du PIB en 2016.

Enfin, la situation monétaire du Congo se caractériserait par une réduction de la masse monétaire de 2 % en moyenne sur la période 2016 avec un taux de couverture extérieure de la monnaie qui serait de 110,4 % contre 71,2 % en 2015.

## 4. GABON

L'effondrement des cours du pétrole est une épreuve difficile pour le Gabon, et souligne une fois de plus le besoin de mettre en œuvre la stratégie de croissance à moyen terme, quitte à trouver une stratégie de financement appropriée d'un tel plan. Des ajustements budgétaires ont été effectués depuis la fin d'année 2014, afin de tenir compte de la forte baisse des recettes budgétaires sur la réalisation des projets d'investissements. Dans ce contexte, le rythme de l'activité économique au Gabon est marqué en 2015 par une croissance en léger ralentissement, une détérioration des finances publiques, des comptes extérieurs et de la situation monétaire, malgré la bonne maîtrise des tensions inflationnistes.

### 4.1 Secteur réel

En 2015, la situation économique du Gabon est marquée par le dynamisme du secteur pétrolier et la hausse de la demande privée. La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) est estimée à 4 % contre 5,3 % en 2014, tirée essentiellement par la bonne tenue du secteur pétrolier (+8,5 %). Le secteur non pétrolier connait une évolution de 2,7 %.

Du côté de l'offre, la croissance économique a été soutenue par la performance du secteur primaire avec une contribution de 2,6 points. Cette performance du secteur primaire est due à l'augmentation de la production des industries extractives, avec l'entrée en production des nouveaux champs et l'amélioration de la productivité des champs existants. Les autres activités minières ont été marquées par la poursuite de l'augmentation de la production de manganèse de Comilog (3,8 millions de tonnes contre 3,4 millions en 2014), la montée en puissance du complexe métallurgique de Moanda (C2M) de Comilog, malgré l'arrêt de la production du site de Ndjolé au second semestre 2015. Ainsi, la production nationale de manganèse s'est située autour de 4,3 millions de tonnes, en liaison avec le redressement des prix du manganèse. Dans les autres branches du secteur primaire, la bonne tenue des activités de production agricole a apporté une contribution de 0,3 point à la croissance. Les effets du désenclavement (construction des infrastructures routières) des zones de production agricole, de l'entrée en production d'huile de palme des plantations de OLAM Gabon (site de Mouila), combinés aux conditions climatiques favorables ont créé des conditions favorables pour booster la production agricole (augmentation de 8,2 %) et répondre ainsi à une demande urbaine de plus en plus importante. Dans la branche pêche, la mise en œuvre effective de la réforme "Gabon Bleu" doit permettre à l'activité de s'améliorer.

De son côté, le secteur secondaire a connu une contreperformance, en liaison avec le ralentissement des activités observé dans la branche des BTP. En effet, la contribution de ce secteur à la croissance est de -0,2 point malgré le dynamisme des industries du bois et énergétiques. La branche « industries du bois » a contribué à la croissance à hauteur de 0,1 point

du fait des efforts de promotion de la diversification économique. L'activité du secteur de l'eau et de l'énergie a poursuivi sa tendance évolutive en 2015, avec une contribution de 0,1 point à la croissance. Ceci à la faveur de la poursuite du renforcement de l'outil de production de la SEEG, conjuguée à la production additionnelle de la centrale thermique d'Alénakiri et la mise en exploitation du Grand Poubara. La production d'eau potable continue d'augmenter, en liaison avec le renforcement des capacités de pompage sur les sites de Ntoum et Méba, ainsi qu'à l'amélioration de la desserte avec la mise en service de la nouvelle conduite entre Ntoum et Libreville. Les BTP ont une contribution négative de 0,4 point à la croissance. La principale raison étant l'arrêt brusque des grands chantiers de construction consécutive à la baisse des cours du pétrole.

Le secteur tertiaire soutient la croissance avec une contribution de 1,7 point, performance en net recul par rapport à son niveau de 2014. Le repli observé dans ce secteur s'explique par la rupture ou la suspension de nombreux contrats de service des sous-traitants œuvrant dans le secteur pétrolier et la mise en chômage technique du personnel, du fait de la baisse des cours du baril de pétrole de plus de 47 % entre 2014 et 2015. L'activité des autres services a maintenu sa dynamique de croissance avec une contribution de 0,6 point à la croissance. Cette branche qui est composée entre autres des maisons de jeux, des cabinets médicaux, des bureaux d'études et d'expertises, etc. n'a pas subi directement les contres chocs économiques (choc pétrolier) et continue son expansion.

**Du côté de la demande,** la croissance en 2015 a été fortement soutenue par la consommation privée (+3,1 points de contribution) et dans une moindre mesure par la consommation publique. La réalisation effective de certains projets du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), l'augmentation de la dotation relative à la restauration des étudiants, la mise en œuvre du plan sécurité, ainsi que la mise en place du nouveau système de rémunération (NSR) justifient la hausse des dépenses de fonctionnement de l'Administration publique.

Les investissements globaux ont baissé de plus de 13 % en 2015, en liaison avec la baisse concomitante des investissements dans le secteur pétrolier (du fait du repli des cours du baril de pétrole), et des investissements publics avec pour corolaire l'interruption de la réalisation de certains projets.

Les exportations nettes ont contribué positivement à la croissance (+5,8 points) du fait d'une hausse plus forte des exportations comparées aux importations.

## 4.2 Prix

Après la forte hausse des prix à la consommation observée en 2014, le Gabon enregistre une désinflation en 2015. Le taux d'inflation, calculé à partir de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), a été de -0,3 % en 2015 contre 4,7 % en 2014.

Cette situation a résulté non seulement de la baisse des prix des matières premières sur le marché international, en raison de la contraction des prix d'énergie, mais également du maintien des mesures de lutte contre la vie chère au niveau national.

# 4.3 Finances publiques

La gestion budgétaire de l'année 2015 s'est inscrite dans un environnement international, marqué par la baisse prononcée du cours du baril du pétrole. Cette baisse a atteint plus de 47 % entre 2014 et 2015. Malgré d'importants ajustements budgétaires effectués depuis 2014, l'endettement public progresse à grande vitesse. Une Loi de Finances rectificative a été adoptée en milieu d'année afin d'ajuster le budget à la baisse.

Dans ce contexte, les **recettes budgétaires totales** sont en baisse de 19,7 % pour se situer 1886,3 milliards contre 2349 milliards en 2014. Cette baisse est plus prononcée pour les recettes

pétrolières (-32,5 %) pour atteindre 698,3 milliards en 2015 contre 1034,6 milliards en 2014. Les recettes non pétrolières se situent à 1188 milliards contre 1314,4 milliards un an plutôt, soit une baisse de 9,6 %. La baisse des recettes pétrolières, observée depuis 2013, est imputable dans un premier temps à la baisse de la production du pétrole brut (entre 2013 et 2014), et dans un deuxième temps à la chute des cours du baril, observés depuis le dernier trimestre de l'année 2014. Le maintien à un niveau bas des cours du baril de pétrole n'augure d'aucune perspective d'amélioration des recettes budgétaires à moyen terme. Des efforts doivent être faits pour stabiliser ou élargir l'assiette des impôts directs et indirects et améliorer le recouvrement des recettes fiscales et non fiscales non pétrolières.

Les **dépenses budgétaires** s'inscrivent en baisse de 5,3 % pour se situer à 2008,4 milliards contre 2119,9 milliards en 2014, une baisse plus prononcée pour les dépenses en capital (-17,1 %). L'évolution des dépenses d'investissement dans la Loi de Finances rectificative est due à la priorisation des projets. Les dépenses courantes ont baissé de 0,1 % du fait de la contraction des dépenses en biens et services de plus de 4,9 % pour se situer à 252 milliards en 2015 contre 265 milliards en 2014. Cette contraction est annihilée par la hausse de 5,3 % des dépenses en salaires et traitements. Elles se situent à 728 milliards contre 691,3 milliards. Cette hausse s'inscrit dans le sciage de la poursuite des efforts déployés par le Gouvernement pour (i) régulariser l'ensemble des situations administratives des agents de l'État; (ii) mettre aux normes les salaires des personnels des missions diplomatiques; et (iii) poursuivre les recrutements dans les forces de défense et de sécurité. Les dépenses liées aux "transferts et interventions de la SOGARA" sont en baisse de 42 % à 80 milliards contre 138,9 milliards en 2014.

Les dépenses d'investissement globales ont enregistré une baisse de 17,1 % pour se situer à 533 milliards en 2015 contre 631,1 milliards un an plus tôt. Malgré la baisse des recettes pétrolières nécessaires à la bonne poursuite des grands projets d'investissement, le Gouvernement fait des efforts pour la poursuite des projets déjà en cours, notamment les projets du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS); les Projets de Développement Agricole, la Réhabilitation de la route Ndjolé-Médoumane; l'Assainissement de la ville de Port-Gentil et la Reconstruction du Pont OLOUMI.

L'excédent budgétaire primaire de 6,3 % du PIB en 2014 s'est fortement détérioré à 2,5 % du PIB en 2015. Le solde budgétaire de base se situe à 1 % du PIB en 2015 contre 5,2 % en 2014.

En définitive, la gestion des finances publiques est ressortie déficitaire de 122,1 milliards (-1,5 % du PIB) en 2015, contre un excédent de 229,1 milliards (2,4 % du PIB) une année auparavant.

En prenant en compte l'amortissement de la dette extérieure pour 243,6 milliards, la variation des arriérés de 344,6 milliards, le manque à recouvrer pour les autres placements de 53,8 milliards, le besoin de financement de l'État s'est fixé à 764,1 milliards. Il a été couvert par la mobilisation de ressources extérieures en l'occurrence les tirages des prêts projets et de trésorerie de 506,6 milliards, et les ressources du système bancaire et non bancaire de 257,5 milliards.

### 4.4 Balance des paiements

*S'agissant des échanges extérieurs*, l'excédent des transactions courantes, transferts publics exclus excédentaire en 2014 de 242,2 milliards (3,7 % du PIB) sont devenus déficitaire de 324,3 milliards (-2,7 % du PIB) en 2015, en raison principalement de la détérioration de la balance commerciale avec la baisse de la valeur des exportations.

Le solde de la balance commerciale excédentaire de 2183,2 milliards en 2014 s'est réduit à 1257 milliards en 2015, suite à une dépréciation des termes de l'échange de 40,8 % imputable à la forte variation à la baisse des prix à l'exportation. Les exportations ont baissé de 28,8 %

pour se situer à 2974,1 milliards en 2015, en liaison principalement avec la baisse de la valeur de la production du pétrole brut. En effet, les exportations du pétrole brut connaissent un repli en valeur à 2290,4 milliards contre 3464,1 milliards en 2014. Pour leur part, les importations reculent à 1 717,1 milliards contre 1995,9 milliards en 2014, en rapport avec la réduction des importations dans le domaine pétrolier.

Le déficit de la balance des services est revenu à 932,6 milliards contre 1032 milliards en 2014, du fait des évolutions des importations d'autres services aux entreprises et des frets et assurances. Le déficit du compte des revenus s'est contracté à 456,5 milliards contre 718,9 milliards en 2014, en relation principalement avec la baisse des revenus des investissements. Enfin, le déficit des transferts courants s'est creusé à 192,2 milliards en 2015 contre 190,1 milliards une année plus tôt, en rapport avec l'évolution des transferts privés.

Le compte de capital et d'opérations financières déficitaire de 52 milliards en 2014 est devenu excédentaire de 209,7 milliards en liaison avec une augmentation des autres investissements, notamment les opérations à plus d'un an.

En définitive, le solde de la balance des paiements de l'État déficitaire de 113,8 milliards en 2014 s'est creusé davantage à 200,9 milliards en 2015. Ce déficit a été entièrement couvert par la variation des réserves officielles.

S'agissant de la **dette publique**, les évolutions des comptes extérieurs et des finances publiques ont conduit à une augmentation du ratio du stock de la dette extérieure par rapport au PIB à 32,9 % contre 26,3 en 2014. Les ratios du service de la dette extérieure par rapport aux recettes budgétaires, et du service de la dette extérieure par rapport aux exportations se sont dégradés à 18,3 % en 2015 contre 11,9 % en 2014 et, 10,7 % en 2015 contre 6,3 % en 2014, respectivement.

#### 4.5 Situation monétaire

La situation monétaire du Gabon à fin décembre 2015 s'est dégradée. Elle est caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs nets et des crédits à l'économie. Les créances nettes sur l'État ont connu une forte augmentation et la masse monétaire n'augmente que légèrement.

Les avoirs extérieurs nets ont enregistré une baisse de 14,2 % pour se situer à 1119,1 milliards en décembre 2015. Cette situation est imputable à la baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale à 1001,1 milliards, du fait de la détérioration du compte d'opérations.

Les créances nettes sur l'État se sont situées à 55,8 milliards en décembre 2015 contre -228,3 milliards un an plus tôt, traduisant une augmentation de la dette de l'État auprès du système bancaire. Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est détériorée.

Les crédits à l'économie ont évolué faiblement à 1304 milliards en 2015 contre 1391,1 milliards en 2014.

Comme conséquence de l'évolution de toutes ces contreparties, la masse monétaire s'est situé à 2245,2 milliards à fin décembre 2015 contre 2226,2 milliards à fin décembre 2014, en hausse de 0,9 %. Le taux de couverture extérieur de la monnaie s'est situé à 75,5 % en 2015.

# 4.6 Perspectives pour 2016

En 2016, l'économie gabonaise observerait un ralentissement du fait de la baisse de la production pétrolière, dans un contexte de maintien des cours du baril à un niveau structurel faible. Certains projets d'investissement inscrit dans le PSGE connaitraient des coups d'arrêt suite à l'effritement des ressources de l'État.

Dans ce contexte, la croissance réelle attendue en 2016 serait de 3,6 %, en deçà des performances de 2015. Cette croissance serait fortement soutenue par le secteur hors pétrole avec une croissance de 7,3 % alors que le secteur pétrolier connaitrait une baisse de 7,9 %. L'inflation se situerait à 2,5 %, soit en dessous de la norme communautaire.

Au niveau des finances publiques, afin de tenir compte de la baisse de la production pétrolière et de la chute du cours du baril de pétrole, un projet de Loi de Finances rectificative de l'année 2016 s'avère nécessaire. La gestion des finances publiques se solderait par un déficit budgétaire, base engagements, hors dons de 2,6 % du PIB contre -1,5 % en 2015.

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes de 2,5 % qui a été observé en 2015 se creuserait davantage pour atteindre 9,4 en 2016. Dans le même sens, les agrégats monétaires se dégraderaient aussi avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 74,5 % en 2016 contre 75,5 % en 2015.

# 5. GUINÉE ÉQUATORIALE

L'activité économique en Guinée Équatoriale au cours de l'année 2015 a été marquée par une récession économique expliquée en partie par le recul de la production pétrolière et la chute des cours du baril, une amélioration du déficit du solde global s des finances publiques, base engagement hors dons, une détérioration du déficit du compte courant dons officiels exclus ainsi qu'une baisse des avoirs extérieurs nets. Le taux d'inflation s'est établi à 1,7 % à fin décembre 2015, contre 4,3 % en 2014, en relation avec le recul de la demande intérieure.

### 5.1 Secteur réel

En 2015, la croissance du PIB réel s'est située à -6,1 % contre 0,6 % une année plus tôt, en liaison avec le repli des exportations du gaz et de la production du pétrole brut, de l'effondrement des prix des hydrocarbures et de la contraction des investissements publics. Ainsi, le taux de croissance du secteur pétrolier a été de -9,3 % alors que celui du secteur non pétrolier de 2,8 %.

**S'agissant de l'offre**, la contreperformance économique en 2015 a été observée principalement dans les secteurs primaire et secondaire, réalisant ainsi des contributions négatives de -3,8 points et -3,3 points, respectivement.

La mauvaise tenue du *secteur primaire* est due principalement à la baisse de 8,8 % de la production pétrolière qui s'est contractée à 12,1 millions de tonnes.

Le concours négatif à la croissance de 4 points de la branche pétrolière en 2015 s'explique par la contraction de la production du pétrole brut et la chute des prix des hydrocarbures, en relation avec l'abondance de l'offre mondiale impulsée par l'utilisation des techniques très élaborées (fracking) pour l'extraction de l'or noir. En effet, l'offre de produits émanant de cette nouvelle technique d'exploitation pétrolière s'est ajoutée à l'offre traditionnelle existante de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole.

L'augmentation de bois (grumes et bois débités) de plus de 20 % n'a pas suffi à inverser la tendance baissière de la croissance économique. La contribution quasi nulle de la branche des cultures vivrières s'explique par l'abandon des champs par les paysans en raison de la baisse des cours mondiaux de ces produits et le retard dans la mise en place des réformes annoncées par le Gouvernement de l'agriculture vivrière. Afin d'encourager les paysans dans la production vivrière, l'État a entrepris certaines actions telles que la réhabilitation du centre de conservation des aliments d'Ekuku, ainsi que la construction, en partenariat avec la Chine, d'un centre de production de semences à Dumassi (Niefang).

Au niveau du *secteur secondaire* (-3,3 points), toutes les branches d'activités ont participé négativement à la croissance à l'exception de la branche de « énergie, gaz et eau ».

En effet, la production et les exportations annuelles de la branche « méthanol et autres gaz (LNG, méthanol, butane et propane) » ont été fortement orientées à la baisse en 2015. Ainsi, les données disponibles à la Commission tablent sur une réduction de 10,2 % des exportations

du méthanol et des autres gaz qui reviennent à 7 827 800 tonnes contre 8 715 100 tonnes en 2014.

La contribution négative de 0,8 point en 2015 de la branche des BTP découle de la réduction du budget d'investissement public, comme conséquence de la diminution constante des prix du pétrole brut qui affecte fortement le budget de l'État. Ainsi, l'année 2015 a été marquée par un net ralentissement des activités des entreprises de BTP, à cause de la suspension d'attribution de nouveaux chantiers d'Etat par l'Office National des Projets (Ge-Proyectos), la persistance de nouvelles mesures de contrôle des travaux en cours d'exécution et l'accumulation du retard de paiement des travaux déjà exécutés.

L'apport positif de 0,3 point à la croissance en 2015 de la branche « énergie, gaz et eau » s'explique par l'augmentation de la production du courant électrique impulsée par l'amélioration des conditions d'offre dans l'île de Bioko. Par contre, l'assèchement du fleuve Wele qui alimente en eau la Centrale de DJIBLOHO a occasionné des coupures d'électricité dans la Région Continentale.

Au niveau du secteur tertiaire, le relèvement de la contribution de 0,9 point provient notamment des branches de commerce, de restauration et d'hôtellerie, ainsi que les services financiers et immobiliers. Elle a été également impulsée par l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations en début d'année, la conférence sur l'Ebola, etc. Néanmoins, les acteurs du secteur regrettent les difficultés d'accès au visa pour la clientèle internationale en marge de l'organisation de ces événements internationaux.

**Du côté de la demande,** l'activité économique a reculé sous l'impulsion de la demande intérieure avec une contribution négative de 29,8 points, résultant principalement de la diminution de la consommation privée (-14,7 points) et de la réduction des dépenses des investissements publics et privés (-14,5 points). L'apport de la demande extérieure nette à la croissance en 2015 a été positif de 23,7 points, expliqué par la baisse des importations de biens et services, en liaison avec la baisse des dépenses d'investissement publics et de la consommation privée.

#### 5.2 Prix

Les données de la Direction Générale de Statistiques et Comptes Nationaux tablent sur une baisse de l'indice général des prix à la consommation (IPC) des ménages qui s'est fixé à 1,7 % en 2015 contre 4,3 % une année plus tôt. Cette diminution du niveau général des prix est influencée par la baisse du pouvoir d'achat des ménages, résultant de la réduction du volume d'emploi dans le BTP qui affecte directement la consommation finale des ménages.

### 5.3 Finances publiques

L'exécution budgétaire en 2015 s'est traduite par un solde, base engagements, hors dons, déficitaire de 4.9 % du PIB contre un déficit de 6.1 % du PIB en 2014.

Dans ce contexte, les **recettes budgétaires totales** ont reculé de 19,8 % à 2 070,7 milliards en 2015 contre 2 583 milliards une année plus tôt, avec 1 731,1 milliards de recettes pétrolières, en diminution de 24,8 %, et 339,6 milliards de recettes non pétrolières, en progression de 20,9 %. La forte baisse des recettes pétrolières s'explique par la contraction simultanée des exportations du pétrole brut et de son prix sur les marchés internationaux.

S'agissant des **dépenses budgétaires**, elles ont diminué de 24,8 % pour revenir à 2 332,1 milliards en 2015, influencées fortement par la baisse des dépenses en capital et dans une moindre mesure celle des dépenses courantes. En effet, les dépenses en capital ont atteint 1 643,1 milliards 2015 contre 2 338,3 milliards en 2014, en recul de 29,7 % pendant que les dépenses courantes sont revenues à 689,1 milliards, soit une baisse de 9,8 %. La baisse des dépenses courantes en 2015 provient principalement de l'évolution des dépenses relatives aux

biens et services alors que celles relatives aux subventions et, aux traitements et salaires ont augmenté.

Ainsi, le déficit budgétaire primaire s'est replié en 2015, revenant à -4,3 % du PIB contre -5,5 % du PIB en 2014. De même, le déficit du solde budgétaire de base est revenu à 4,9 % du PIB en 2015 contre 6,1 % du PIB en 2014.

En définitive, la gestion des finances publiques en 2015 s'est soldée par un déficit budgétaire, base engagements, hors dons, de 261,4 milliards (-4,9 % du PIB) contre 518,7 milliards (-6,1 % du PIB) en 2014.

En tenant compte du paiement des amortissements de la dette extérieure de 107,5 milliards et du désengagement du système non bancaire de 371,3 milliards, le besoin de financement qui s'est établi à 740,3 milliards a été couvert par la mobilisation de 131,9 milliards de tirages, et des ressources intérieures de 608,4 milliards en financement bancaire.

# 5.4 Balance des paiements

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes, transferts publics exclus s'est davantage détérioré, pour passer de 271,1 milliards (3,2 % du PIB) en 2014 à 932,2 milliards (17,4 % du PIB) une année plus tard, en liaison avec une contraction substantielle de l'excédent de la balance commerciale et un fort recul des déficits des balances des services et des revenus.

En effet, l'excédent du solde de la balance commerciale s'est réduit à 2 584,6 milliards en 2015 contre 5 122,2 milliards une année plus tôt, en liaison avec la forte baisse des ventes du pétrole brut et du méthanol et autres gaz, suite à la diminution continue des cours mondiaux de ces deux produits. Quant aux importations, elles ont diminué revenant à 2 051,6 milliards en 2015 contre 2 781,7 milliards en 2014.

En définitive, l'année 2015 a connu une aggravation du déficit global de la balance des paiements qui s'est situé à 846,2 milliards contre 586,5 milliards une année auparavant, déficit entièrement couvert par la variation des réserves de change de la Banque Centrale.

## 5.5 Situation monétaire

Au 31 décembre 2015, la situation monétaire de la Guinée Equatoriale a été marquée par un repli des avoirs extérieurs nets et de la masse monétaire, une détérioration de la position nette créditrice de l'Etat et un accroissement des crédits à l'économie.

En effet, les avoirs extérieurs nets se sont contractés de 47,6 % à 854,1 milliards au 31 décembre 2015 contre 1 629,1 milliards au 31 décembre 2014, en liaison avec l'évolution des recettes d'exportations des hydrocarbures. Ainsi, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est fixé à 55,9 % à fin décembre 2015 contre 80,6 % à fin décembre 2014.

Les créances nettes sur l'État créditrices de 618,9 milliards au 31 décembre 2014 se sont contractées pour se situer à 176,1 milliards au 31 décembre 2015.

Quant aux crédits à l'économie, ils se sont accrus de 14 % pour se fixer à 1 109,2 milliards à fin décembre 2015.

Comme conséquence de l'évolution de toutes ces contreparties, la masse monétaire est revenue à 1 406,7 milliards à fin décembre 2015 contre 1 577,8 milliards à fin décembre 2014, en diminution de 10,8 %.

### 5.6 Perspectives pour 2016

Les perspectives macroéconomiques de la Guinée Equatoriale pour l'année 2016 se caractériseraient par une récession économique, suite à l'effet cumulé de la baisse progressive

des prix du pétrole brut, et de la contraction de la production des hydrocarbures. Cette contreperformance serait suivie d'une dégradation de tous les autres comptes économiques : les finances publiques, les comptes courants et la situation monétaire.

Ainsi, le taux de croissance en termes réels s'établirait à -2,5 % en 2016 contre -6,1 % une année plus tôt, provenant de -0,3 % du secteur pétrolier et -8,1 % du secteur non pétrolier

La baisse de 5,9 % attendue de la production du secteur pétrolier affecterait la production du pétrole brut (11,3 millions de tonnes contre 12,1 millions de tonnes en 2015). La production du gaz enregistrerait une hausse de 8,9 % à 8,5 millions de tonnes en 2016. Les tensions inflationnistes quant à elles resteraient contenues, avec un taux à 1,9 % en moyenne annuelle en 2016 contre 1,7 % en 2015.

La gestion des finances publiques, quant à elle, conduirait à une détérioration des comptes publics, avec un solde budgétaire, hors dons, déficitaire de -16,6 % du PIB, contre -4,9 % du PIB l'année précédente. Cette dégradation des finances publiques serait essentiellement due au recul des recettes pétrolières de 31,6 %. Pour leur part, les dépenses budgétaires totales reculeraient de 4,5 %, sous l'influence de la baisse des dépenses en capital de 18,4 %.

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit du solde du compte extérieur courant, hors dons, qui représentait 17,4 % du PIB en 2015 s'aggraverait à 25,4 % du PIB en 2016, sous l'effet d'un repli marqué de la balance commerciale. Cette évolution s'expliquerait par la baisse combinée des cours du pétrole brut et de sa production.

Enfin, la situation monétaire se caractériserait par un repli de la masse monétaire de 6,2 %, un recul des avoirs extérieurs nets de 45,6 %, une accélération des crédits à l'économie de 14,3 %, et une accentuation de la position nette débitrice de l'État de 81,8 %. Ainsi, il ressortirait un taux de couverture extérieure de la monnaie de 31 % à fin décembre 2016 contre 55,9 % à fin décembre 2015.

## 6. TCHAD

La situation macroéconomique au Tchad a été caractérisée par un ralentissement des activités en relation avec les contreperformances enregistrées du secteur non pétrolier, une détérioration des comptes publics, une dégradation des comptes extérieurs, un fort recul du taux de couverture extérieure de la monnaie dans un contexte de résurgence des tensions inflationnistes.

#### 6.1 Secteur réel

En 2015, la croissance du PIB réel a atteint 3,3 % contre 6,9 % en 2014, en rapport avec la contribution négative du secteur non pétrolier (-1,5 point) malgré la relative bonne tenue du secteur pétrolier (+4,8 points). La poursuite de la chute du prix du baril de pétrole brut et le problème d'insécurité suite aux actions de la secte Boko-Haram aux frontières du pays et la crise sociopolitique en Centrafrique expliquent en partie ce ralentissement de la croissance.

**Du côté de l'offre**, le ralentissement de la croissance s'explique principalement par le manque de dynamisme des activités dans le secteur non pétrolier, particulièrement dans l'agriculture, les BTP et le commerce. Les activités pétrolières ont soutenu la croissance, en dépit de la chute des cours.

En effet, le *secteur primaire* non pétrolier a contribué négativement à la croissance (-0,6 point) en 2015, en liaison avec la baisse de 11,4 % de la production agricole qui revient à 3 337,9 mille tonnes contre 3 766,4 mille tonnes une année plus tôt. Cependant, l'apport négatif des cultures vivrières a été atténué par les performances des sous-branches de l'agriculture de rente et de l'élevage. Ainsi, l'agriculture de rente a tiré la croissance en liaison avec la hausse des productions de coton (+7,8 % à 153,5 mille tonnes contre 142,3 mille tonnes en 2014) et de la gomme arabique (+3,3 % à 47 mille tonnes contre 45,5 mille tonnes en 2014), grâce à la disponibilité à temps des intrants et un meilleur encadrement des producteurs. Aussi, la taille

du cheptel a faiblement progressé pour s'établir à 94,1 millions de têtes, chiffre confirmé par le recensement de 2015 dans la branche.

La contribution positive de la branche du secteur pétrolier s'explique par l'augmentation de la production du pétrole (+35,8 % à 142,9 mille barils/jour).

En ce qui concerne le *secteur secondaire*, la contribution négative de 1,7 point à la croissance s'explique par les contreperformances des activités des branches de BTP, en rapport avec les baisses liées aux dépenses en capital financées sur ressources extérieures qui devraient financer les infrastructures dans le pays. Cependant, le secteur a profité des activités liées aux industries alimentaires et dérivées qui ont vu leurs chiffres d'affaires augmentés.

Enfin, le *secteur tertiaire* a contribué positivement avec un apport de 1,7 point à la croissance, en liaison avec la vigueur des branches des services (transports et télécommunications (0,6 point)) et des administrations publiques (1,1 point).

En ce qui concerne la demande, la croissance a été tirée par la demande extérieure nette qui a contribué positivement à hauteur de 4,4 points, impulsée par la hausse des exportations et des importations. Cependant, la demande intérieure nette a obéré la croissance avec un apport négatif de -1,1 point, tirée par la diminution des investissements publics (-4 points) malgré la contribution positive de la consommation finale et particulièrement la composante privée de la consommation (7,2 points).

### 6.2 Prix

Sur le front des prix, les pressions inflationnistes ont ressurgi en 2015, le taux d'inflation s'élevant à +3,7 % en moyenne annuelle contre +1,7 % en 2014, en raison de la faiblesse de l'offre en produits vivriers davantage contrainte par le déficit en pluviométrie, qui a caractérisé la campagne agricole 2014/2015, face une demande restée ferme. Cette tendance a été exacerbée par les perturbations des circuits d'approvisionnement suite à la fermeture des frontières tchadiennes avec la Libye et le Nigéria.

## 6.3 Finances publiques

La gestion des finances publiques en 2015 a été marquée par une détérioration des comptes publics, avec un creusement du déficit du solde budgétaire, base engagements, hors dons, représentant 2,8 % du PIB en 2015 contre 2,2 % du PIB en 2014, en liaison avec essentiellement la baisse des recettes pétrolières en raison de la chute des cours.

En effet, les recettes budgétaires totales sont revenues à 858,5 milliards en 2015 contre 1 424,2 milliards une année plus tôt, soit une diminution de 39,7 %. Cette baisse drastique est essentiellement liée à la chute des cours pétroliers et à la contre-performance des activités non pétrolières. Ainsi, les recettes pétrolières ont chuté de 32 % pour revenir à 430,2 milliards en 2015 contre 633,1 milliards en 2014. De même, les recettes non pétrolières ont enregistré une baisse de 45,9 %, due notamment au recul des recettes fiscales, marquant la contre-performance des régies financières.

Pour leur part, les dépenses totales de l'Etat ont diminué de 33,3 %, sous l'effet conjugué de la baisse des dépenses courantes et des investissements publics dans les infrastructures. Les dépenses de fonctionnement ont reculé de 19,1 % pour revenir à 714,8 milliards en 2015 contre 883,4 milliards en 2014. Cette compression s'explique par la diminution des salaires et traitements versés tant aux civils qu'aux militaires (-20 %), des dépenses des biens et services (-71,8 %) ainsi que des transferts et subventions (-12,7 %). Les dépenses d'investissement sur ressources propres ont fortement diminué (-58,3 %), illustrant la tension de la liquidité publique.

Ainsi, le solde budgétaire primaire est ressorti déficitaire de 0,1 % du PIB en 2015 contre un excédent de 1,1 % du PIB une année auparavant. De même, le solde budgétaire de base est

ressorti déficitaire de 1 % du PIB en 2015 contre un excédent de 0,4 % du PIB une année plus tôt.

En définitive, la gestion des finances publiques en 2015 s'est traduite par un déficit budgétaire base engagements, hors dons de 198,6 milliards (-2,8 % du PIB) contre 161,8 milliards (-2,2 % du PIB) en 2014.

Compte tenu du paiement des amortissements de la dette extérieure de 776,3 milliards, des arriérés de 86,9 milliards, du désengagement vis-à-vis du système non bancaire de 82,5 milliards, le besoin de financement qui s'est élevé à 1 144,2 milliards a été couvert par la mobilisation de 95,7 milliards de dons, de 86,9 milliards de tirages, de 720,5 milliards d'allègements de la dette extérieure et du financement intérieur de 241,1 de tirages sur le système bancaire.

# 6.4 Balance des paiements

Dans le domaine **des échanges extérieurs**, le déficit du solde extérieur courant, hors dons officiels, s'est dégradé à 16,1 % du PIB en 2015 contre -12 % du PIB un an plus tôt, en relation avec le renforcement du déficit de la balance des services, le ralentissement des excédents des balances commerciales et des transferts courants.

En effet, le déficit du solde des services s'est creusé à 1 409,8 milliards en 2015 contre 1 377,2 milliards en 2014, imputable à l'évolution des postes « Assurances et frets » et « Autres services fournis aux entreprises ». Parallèlement, l'excédent du commerce extérieur s'est réduit revenant à 128 milliards en 2015 contre 394 milliards en 2014, en liaison essentiellement avec les ventes du pétrole brut (1 270,2 milliards en 2015 contre 1 483,4 milliards en 2014) et dans une moindre mesure les exportations du bétail. Aussi, on note que les échanges avec le Cameroun et le Nigeria ont continué de pâtir des effets induits de l'insécurité causée par le groupe terroriste désormais baptisé « État Islamique en Afrique de l'Ouest », tant en matière d'exportation de bétail sur pieds que d'importation de marchandises.

Le solde de la balance des transferts courants est resté excédentaire à 311,4 milliards en 2015 contre 322,6 milliards en 2014, en raison du maintien des divers dons au secteur public.

S'agissant du compte de capital et d'opérations financières, son excédent a fortement reculé à 108,4 milliards en 2015 contre 737,9 milliards un an auparavant, en rapport avec une baisse drastique des investissements à moyen et long termes.

En définitive, le solde global de la balance des paiements du Tchad s'est traduit par un déficit de 1 088,1 milliards en 2015 contre un déficit de 21,4 milliards en 2014, financé par les réserves officielles et les rééchelonnements déjà obtenus.

En rapport avec les évolutions des comptes extérieurs et publics, le ratio du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires s'est établi à 95,6 % en 2015 contre 16,8 % une année plutôt et celui du service de la dette par rapport aux exportations s'est fixé à 44,3 % en 2015 contre 11,2 % en 2014. De même, le ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB a atteint 23,8 % en 2015 contre 23,9 % en 2014.

#### 6.5 Situation monétaire

Au 31 décembre 2015, la **situation monétaire** du Tchad a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets, un relèvement des crédits à l'économie et un fort recul du taux de couverture extérieure de la monnaie.

En effet, les avoirs extérieurs nets ont substantiellement diminué de 83 % revenant à 88,6 milliards à fin décembre 2015 contre 522,7 milliards à fin décembre 2014. En conséquence, le taux de couverture extérieur de la monnaie a reculé à 32,5 % au 31 décembre 2015 contre 73,2

% à fin décembre 2014. Cette évolution s'explique principalement par la forte progression des financements monétaires du déficit budgétaire (+110 % à 495,3 milliards de FCFA).

Quant aux crédits à l'économie, ils se sont inscrits en hausse de 9,3 % à 603 milliards au 31 décembre 2015, en liaison avec l'évolution de l'économie.

Il a résulté de ces évolutions une régression de 6,3 % de la masse monétaire à 977,7 milliards au 31 décembre 2015 contre 1 042,9 milliards au 31 décembre 2014.

## 6.6 Perspectives pour 2016

Les perspectives macroéconomiques du Tchad en 2016 seraient marquées par une récession des activités économiques, une détérioration des comptes publics, une dégradation des comptes extérieurs et un fort recul du taux de couverture extérieure de la monnaie avec une maîtrise des tensions inflationnistes.

Les hypothèses retenues pour 2016 sont relatives à (i) une hausse de la production de coton (+3,3 % à 158,5 mille tonnes), de la gomme arabique (+6,4 % à 50 mille tonnes) et des produits vivriers (+4,4 % à 3 484,7 milles tonnes), (ii) un accroissement de la taille du cheptel de 2,4 % à 96,4 millions de têtes (iii) un recul de la production de pétrole brut de 13,2 % à 124 mille barils/jour (45,3 millions de tonnes), en relation avec la baisse continue des cours du pétrole qui décourage les investisseurs et entraine le report du forage des nouveaux puits.

Sur cette base, la croissance du PIB réel s'établirait à -0,3 %, en relation principalement avec les contreperformances dans le secteur pétrolier, avec une contribution à la croissance de -1,9 point. Le secteur non pétrolier contribuerait à hauteur de 1,6 point grâce principalement au dynamisme prévu du secteur agricole (cultures vivrières et coton). Du côté de la demande, la croissance serait tirée principalement par la demande extérieure, en relation avec le recul anticipé des importations. Concernant la demande intérieure, elle contribuerait négativement à la croissance, en raison de la faiblesse prévue des revenus ayant un effet récessif sur la consommation privée.

Les pressions inflationnistes devraient rester contenues, le taux d'inflation revenant à +2,9 %, en raison de l'affaiblissement de la demande intérieure dans un contexte de récession des activités et de baisse des revenus.

Au niveau des comptes publics, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, se détériorerait davantage à -4,4 % du PIB en 2016 contre -2,8 % du PIB une année plus tôt, en rapport avec la hausse des dépenses, notamment en capital, dans un contexte de chute des recettes pétrolières. Ce niveau relativement acceptable du déficit s'explique par des recettes exceptionnelles prévues de 300 milliards de FCFA suite à la vente de participations de l'État dans des gisements pétroliers (10 % dans le capital de la CNPC).

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit du solde extérieur courant se dégraderait à 21 % du PIB en 2016, en relation principalement avec la situation prévisible fortement déficitaire de la balance commerciale des biens et services.

Au niveau de la situation monétaire, les avoirs extérieurs nets enregistreraient une forte baisse (-153,6 %) en 2016. Les crédits à l'économie augmenteraient de 20,9 % en 2016. Par contre, le taux de couverture extérieure de la monnaie reviendrait en dessous du seuil minimal de 20 % défini par les statuts de la BEAC, à 16,9 %, en rapport principalement avec les prévisions de la multiplication quasiment par cinq des concours de la BEAC aux banques à 200 milliards contre 34,7 milliards en 2015. Il résulterait de ces évolutions une croissance de 3,2 % de la masse monétaire en 2016.

ANNEXE 2: STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

Tableau 6: Vue d'ensemble de l'économie mondiale : PIB et Prix à la consommation (variation annuelle, en %)

		PIB				PR	IX	
-	2012	2013	2014	2015 estim.	2012	2013	2014	2015 estim.
Monde	3,4	3,3	3,4	3,1	4,2	3,9	3,6	3,3
Pays avancés	1,2	1,1	1,8	2,0	2,0	1,4	1,4	0,3
États-Unis	2,2	1,5	2,4	2,6	2,1	1,5	1,6	0,1
Zone Euro	-0,8	-0,3	0,9	1,5	2,5	1,3	0,4	0,2
Japon	1,7	1,6	-0,1	0,6	0,0	0,4	2,7	0,7
Autres pays avancés	2,0	2,2	2,8	2,3	2,0	1,5	1,4	0,7
Afr. Sub-saharienne	4,3	5,2	5,0	3,8	9,4	6,6	6,4	6,9
Afrique du Sud	2,2	2,2	1,5	1,4	5,7	5,8	6,1	4,8
Nigeria	4,3	5,4	6,3	4,0	12,2	8,5	8,1	9,1
Asie en développement	6,8	7,0	6,8	6,5	4,7	4,8	3,5	3,0
Chine	7,7	7,7	7,3	6,8	2,6	2,6	2,0	1,5
Inde	5,1	6,9	7,2	7,3	10,2	10,0	5,9	5,4
Amérique latine et Caraïbes	3,1	2,9	1,3	-0,3	5,7	6,7	7,9	11,2
Brésil	1,8	2,7	0,1	-3,0	5,4	6,2	6,3	8,8
Chili	5,5	4,3	1,8	2,3	3,0	1,9	4,4	4,3
Mexique	4,0	1,4	2,1	2,3	4,1	3,8	4,0	2,8
Europe émergente	1,3	2,9	2,8	3,0	6,0	4,3	3,8	2,9
Turquie	2,1	4,2	2,9	3,0	8,9	7,5	8,9	7,4
Communauté des États Indépendants	3,4	2,2	1,0	-2,7	6,2	6,4	8,1	15,9
Russie	3,4	1,3	0,6	-3,8	5,1	6,8	7,8	15,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,0	2,1	2,6	2,3	9,7	9,3	6,5	6,4
Arabie Saoudite	5,4	2,7	3,5	3,4	2,9	3,5	2,7	2,1

Source: FMI (World Economic Outlook, mise à jour janvier 2016)

Tableau 7: Évolution des prix des matières premières

Produits	Prix en dol	llars ou en c	ents		Variatio	ns annue	lles (en	%)
	2012	2013	2014	2015 estim.	2012	2013	2014	2015 estim.
Café Robusta (c/lb)	110,6	100,5	105,6	94,2	-4,6	-9,1	5,0	-10,8
Cacao (\$/tonne)	2377,1	2439,1	3062,8	3135,2	-20,2	2,6	25,6	2,4
Coton (c/lb)	89,2	90,4	83,1	70,4	-42,3	1,3	-8,1	-15,3
Huile de palme (\$/t)	939,8	764,2	739,4	565,1	-12,7	-18,7	-3,2	-23,6
Banane (\$/tonne)	360,5	305,4	282,0	246,0	-7,7	-15,3	-7,7	-12,8
Bois en grume (\$/m3)	153,2	126,8	88,8	70,7	-29,9	-17,3	-30,0	-20,3
Bois débité (\$/m3)	105,0	104,1	96,2	50,8	1,0	-0,9	-7,5	-47,2
Caoutchouc (\$/t)	110,6	100,5	105,6	94,2	-4,6	-9,1	5,0	-10,8
Pétrole (\$/baril)	2377,1	2439,1	3062,8	3135,2	-20,2	2,6	25,6	2,4
Gaz naturel	89,2	90,4	83,1	70,4	-42,3	1,3	-8,1	-15,3

Source: FMI (World Economic Outlook, mise à jour janvier 2016)

Tableau 8 : CEMAC, Produit Intérieur Brut (Taux de croissance annuelle, en %)

Agrégats	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	4,2	-3,3	2,2	-5,9	4,1	2,9	-1,0
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	18,1	-3,7	10,0	-1,3	5,4	2,2	5,0
Sylviculture	18,5	-1,0	2,9	-3,4	12,8	5,8	6,7
Industries extractives	-1,7	-3,2	-1,5	-8,4	3,1	3,2	-4,8
Secteur secondaire	4,0	10,6	6,2	4,5	3,6	-1,0	7,5
Industries manufacturières	3,6	4,7	5,3	3,0	5,2	5,1	5,7
Bâtiments et Travaux Publics	13,8	26,4	14,6	5,8	3,2	-3,4	8,2
Autres	-0,5	7,6	1,5	4,9	2,4	-5,6	9,0
Secteur tertiaire	5,6	7,8	6,2	6,3	5,9	4,3	3,5
Services marchands	6,1	7,1	5,6	5,4	5,5	5,6	4,2
Services non marchands	4,3	10,1	8,4	9,1	6,9	0,6	1,3
PIB au coût des facteurs	4,7	3,0	4,4	0,6	4,7	2,6	2,5
Taxes nettes sur les produits	11,3	20,2	26,1	10,7	6,6	4,5	5,5
PIB aux prix constants du marché de 2005	5,0	3,9	5,8	1,3	4,8	2,8	2,7
PIB du secteur pétrolier	-2,9	-1,7	-1,2	-7,3	2,7	0,8	-3,1
PIB du secteur non pétrolier	9,5	6,8	9,0	5,0	5,6	3,5	4,8

Sources: Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 9 : CEMAC, Produit Intérieur Brut (Contribution à la croissance, en %)

Agrégats	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
			Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Prév.
Secteur primaire	1,9	-1,5	0,9	-2,4	1,5	1,1	-0,4
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	2,3	-0,5	1,3	-0,2	0,7	0,3	0,7
Sylviculture	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Industries extractives	-0,5	-0,9	-0,4	-2,2	0,7	0,7	-1,1
Secteur secondaire	0,7	1,8	1,1	0,8	0,7	-0,2	1,4
Industries manufacturières	0,3	0,3	0,4	0,2	0,4	0,4	0,4
Bâtiments et Travaux Publics	0,5	1,0	0,7	0,3	0,2	-0,2	0,4
Autres	0,0	0,5	0,1	0,3	0,2	-0,4	0,6
Secteur tertiaire	1,8	2,5	2,1	2,1	2,1	1,6	1,3
Services marchands	1,5	1,8	1,4	1,4	1,5	1,5	1,2
Services non marchands	0,3	0,8	0,7	0,7	0,6	0,1	0,1
PIB au coût des facteurs	4,4	2,9	4,2	0,6	4,3	2,4	2,3
Taxes nettes sur les produits	0,6	1,1	1,6	0,8	0,5	0,4	0,5
PIB aux prix constants du marché de 2005	5,0	3,9	5,8	1,3	4,8	2,8	2,7
PIB du secteur pétrolier	-1,1	-0,6	-0,4	-2,2	0,7	0,2	-0,8
PIB du secteur non pétrolier	6,0	4,5	6,1	3,5	4,1	2,6	3,5

Sources: Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 10 : CEMAC, Produit Intérieur Brut (structure, en %)

Agrégats	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
			Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Prév.
Secteur primaire	49,3	49,9	49,2	45,1	43,2	36,6	32,3
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	12,9	11,3	11,6	11,9	12,4	14,6	16,1
Sylviculture	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,9	1,0
Industries extractives	35,6	37,9	36,8	32,5	30,1	21,1	15,2
Secteur secondaire	17,7	18,6	19,3	20,4	20,3	20,3	21,5
Industries manufacturières	6,3	5,6	5,7	6,0	6,3	7,4	8,0
Bâtiments et Travaux Publics	4,4	4,9	5,4	6,1	6,3	7,0	7,8
Autres	7,0	8,1	8,2	8,3	7,7	5,9	5,6
Secteur tertiaire	28,5	27,1	27,2	29,8	31,5	37,3	39,8
Services marchands	21,5	20,4	20,3	22,1	23,4	28,2	30,4
Services non marchands	7,0	6,6	6,8	7,7	8,1	9,1	9,4
PIB au coût des facteurs	95,5	95,7	95,7	95,3	94,9	94,2	93,6
Taxes nettes sur les produits	4,5	4,3	4,3	4,7	5,1	5,8	6,4
PIB aux prix courants du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
PIB du secteur pétrolier	40,0	43,7	42,8	38,3	35,4	24,2	17,3
PIB du secteur non pétrolier	60,0	56,3	57,2	61,7	64,6	75,8	82,7

Sources: Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 11: CEMAC, Ressources et Emplois (Taux de croissance annuelle, en %)

Agrégats	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
			Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Prév.
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	5,0	3,9	5,8	1,3	4,8	2,8	2,7
DÉPENSES INTÉRIEURES	10,7	4,2	10,4	-0,3	4,3	-4,1	-2,7
BRUTES							
Consommation	12,5	4,5	7,9	3,8	3,5	-3,6	0,4
Publique (État)	5,6	4,5	16,4	14,1	0,4	-7,5	7,4
Privée	13,6	4,6	6,7	2,1	4,1	-2,9	-0,7
Investissements bruts	6,0	3,1	17,5	-11,0	6,5	-5,3	-11,1
Formation brute de capital fixe	10,1	5,0	16,5	-10,9	6,1	-4,9	-11,1
Publique (Etat et Ad.	-1,6	14,2	32,1	-17,8	-9,0	-25,7	17,2
Publiques)							
Privée (Entreprises et	16,9	0,5	7,9	-6,2	13,6	3,3	-19,1
ménages)							
Secteur pétrolier	21,7	-2,4	7,3	-19,4	10,4	-2,1	-44,6
Secteur non pétrolier	11,9	3,7	8,4	7,4	17,2	9,2	5,8
Variations des stocks	-70,2	-127,0	-254,6	-34,5	127,6	-74,1	-0,6
EXPORTATIONS NETTES	168,7	6,6	59,0	-11,5	1,2	-44,9	-62,4
Exportations de biens et services	-2,8	0,5	-3,6	-3,6	2,4	4,9	7,0
non-facteurs							
Importations de biens et services	10,7	1,6	8,9	-5,9	2,0	-12,1	-7,9
non-facteurs							

Sources: Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 12 : CEMAC, Ressources et Emplois (Contribution à la croissance, en %)

Agrégats	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
			Estim.	Estim.	Estim.	Prév. Rév.	Prév.
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	5,0	3,9	5,8	1,3	4,8	2,8	2,7
DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES	11,1	4,6	11,4	4,6	5,1	-4,7	-2,9
Consommation	9,4	3,7	6,5	4,3	3,0	-3,0	0,3
Publique (État)	0,6	0,5	1,7	1,6	0,1	-0,9	0,8
Privée	8,8	3,2	4,7	2,7	3,0	-2,1	-0,5
Investissements bruts	1,7	0,9	4,9	0,3	2,0	-1,7	-3,2
Formation brute de capital fixe	2,7	1,4	4,7	0,3	1,9	-1,5	-3,2
Publique (Etat et Ad. Publiques)	-0,2	1,3	3,2	-2,2	-0,9	-2,3	1,1
Privée (Entreprises et ménages)	2,8	0,1	1,4	2,6	2,8	0,7	-4,3
Secteur pétrolier	1,8	-0,2	0,7	1,9	1,2	-0,2	-5,0
Secteur non pétrolier	1,0	0,3	0,8	0,7	1,7	1,0	0,7
Variations des stocks	-1,0	-0,5	0,3	-0,1	0,1	-0,2	0,0
EXPORTATIONS NETTES	-6,1	-0,6	-5,6	-3,3	-0,2	7,5	5,6
Exportations de biens et services non-facteurs	-1,2	0,2	-1,4	-1,3	0,8	1,6	2,3
Importations de biens et services non-facteurs	-4,9	-0,8	-4,3	-2,0	-1,0	5,9	3,3

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 13: CEMAC, Ressources et Emplois (Structure du PIB, en %)

Aragats	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
			Estim	Estim	Estim.	Prév. Rév.	Prév.
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES	90,7	84,7	85,6	91,9	93,5	105,4	108,8
Consommation	62,2	56,2	55,0	61,2	61,9	71,5	75,2
Publique (État)	9,9	9,3	10,2	11,9	12,0	12,7	14,1
Privée	52,3	46,9	44,8	49,3	50,0	58,9	61,0
Investissements bruts	28,6	28,5	30,6	30,7	31,6	33,8	33,6
Formation brute de capital fixe	28,4	28,4	30,5	30,6	31,5	33,8	33,6
Publique (Etat et Ad. Publiques)	11,6	12,5	14,6	12,6	11,6	9,6	11,5
Privée (Entreprises et ménages)	16,8	16,0	15,9	18,0	19,9	24,3	22,1
Secteur pétrolier	9,2	8,2	8,5	9,8	10,3	11,9	8,2
Secteur non pétrolier	7,6	7,7	7,4	8,2	9,6	12,4	13,9
Variations des stocks	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
EXPORTATIONS NETTES	9,3	15,3	14,4	8,1	6,5	-5,4	-8,8
Exportations de biens et services non- facteurs	51,2	54,3	54,3	49,2	47,3	38,3	32,8
Importations de biens et services non- facteurs	-42,0	-39,0	-39,8	-41,1	-40,8	-43,6	-41,6

Sources: Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 14: CEMAC, Inflation (moyenne annuelle, en %)

États	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Cameroun	1,3	2,9	2,4	2,1	1,8	2,7	3,0
République Centrafricaine	1,5	1,2	5,9	4,0	17,8	2,0	2,0
Congo	0,4	2,2	5,0	4,7	0,9	1,8	1,7
Gabon	1,5	1,3	2,7	0,5	4,7	-0,3	2,5
Guinée Equatoriale	5,6	4,8	3,6	3,0	4,3	1,7	1,9
Tchad	-2,1	2,0	7,5	0,2	1,7	3,7	2,9
CEMAC	0,9	2,5	3,8	2,0	3,2	2,3	2,7

Sources: Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 15: CEMAC, tableau des opérations financières des Etats (en milliards de FCFA)

Agrégats	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
			Estim.	Estim.	Estim.	Prév. Rév.	Prév.
Recettes totales	9799,9	11875,5	12736,4	12315,0	12030,8	9349,2	9240,5
Recettes pétrolières	6288,8	7938,4	8387,5	7567,2	6548,8	3907,7	2924,5
Recettes non pétrolières	3511,1	3937,0	4348,8	4747,8	5482,0	5441,5	6316,0
. Recettes fiscales	3231,2	3631,5	3991,2	4443,3	4733,5	4943,6	5714,3
. Recettes non fiscales	280,0	305,5	357,6	304,5	748,5	498,0	601,6
Dépenses totales	9275,4	10837,0	13359,6	13343,3	12789,6	10727,4	12268,1
Dépenses courantes	4552,8	5080,0	6005,7	6650,7	6397,6	6054,9	6629,4
Salaires et traitements	1484,8	1639,7	1842,8	2057,5	2405,4	2454,3	2592,7
Biens et services	1442,0	1431,2	1878,4	2227,3	1914,9	1680,3	1947,5
Transferts et subventions	1392,0	1804,6	2067,4	2055,7	1776,2	1573,2	1500,0
Intérêts	234,0	204,4	217,0	310,2	301,0	347,0	589,2
Dette extérieure	181,3	150,1	169,1	252,7	209,2	216,6	452,1
Dette intérieure	52,6	54,4	47,8	57,5	91,8	130,5	137,0
Dépenses en capital	4722,6	5757,0	7353,9	6692,6	6392,0	4672,6	5638,7
Sur ressources locales	4070,0	4926,3	6393,9	5236,1	5215,8	3747,5	3909,2
Sur ressources extérieures	652,6	830,6	960,0	1456,5	1176,2	925,1	1729,5
Solde primaire (en milliards de FCFA)	1411,1	2073,6	553,7	738,4	718,4	-106,1	-709,0
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	3,7	4,7	1,2	1,6	1,5		
Solde budgétaire de base (en milliards de	1177,1	1869,2	336,8	428,2	417,4	-0,2	-1,6
FCFA) Solde budgétaire de base (en pourcentage	3,1	4,3	0,7	0,9		-453,2	-1298,1
du PIB)	3,1	4,3	0,7	0,9	0,9	-1,0	-3,0
Déficit global (base engagements hors dons)	524,5	1038,5	-623,2	-1028,3	-758,8	-1378,2	-3027,7
Déficit global (base engagements dons	2068,1	1292,8	-344,6	-822,0	-504,2		
compris)	2=4.4		207.0	0		-1160,7	-2501,3
Variations des arriérés (baisse -)	-371,6	-357,4	-305,9	-557,0	-436,9	-563,0	-150,7
Intérieurs (principal et intérêts)	-301,2	-334,6	-252,2	-563,1	-454,5	-521,7	-150,7
Extérieurs (principal et intérêts)	-70,4	-22,9	-53,7	6,1	17,6	-41,2	0,0
Déficit global (base trésorerie)	152,9	681,1	-929,1	-1585,3	-1195,8	-1941,2	-3178,4
Financement total	-152,9	-681,1	929,1	1585,3	1195,8	1941,2	3178,4
Extérieur	531,0	868,2	906,4	1736,5	1433,7	1296,5	1279,7
Dons	1543,6	254,3	278,6	206,3	254,6	217,5	526,3
Courants	1354,8	52,7	54,8	47,2	82,2	58,4	84,2
Projets	188,8	201,7	223,8	159,0	172,4	159,2	442,1
Tirages	581,1	953,8	1007,5	2463,0	1980,1	1720,6	1772,4
Prêts trésorerie et programmes	117,3	324,8	271,3	1165,5	976,3	954,7	485,0
Prêts-projets	463,8	629,0	736,2	1297,5	1003,8	765,9	1287,4
Amortissements de la dette extérieure	-1712,2	-345,5	-414,6	-974,1	-803,6	-1103,8	-1016,7
Allégements de la dette extérieure	143,2	29,2	60,4	66,4	28,0	516,0	28,1
Autres	-24,7	-23,6	-25,5	-25,0	-25,4	-53,8	-30,4
Intérieur	-683,9	-1549,2	22,7	-151,2	-238,0	644,7	1112,4
Système bancaire	566,2	-803,9	382,6	-222,5	1018,4	1633,3	919,1
BEAC, opérations traditionnelles	462,6	-270,8	415,1	-905,9	1254,4	1314,0	903,3
BEAC, consolidation refinancement	2,0	1,3	1,4	2,6	0,7	0,2	-6,3
FMI (net)	2,6	1,7	-1,9	-12,8	17,5	18,2	-3,9
Fonds de Réserve	-32,2	-566,4	11,8	528,3	112,2	-0,6	-3,1
Banques commerciales, hors rachats	131,3	30,2	-43,8	165,4	-366,4	301,5	29,1
Non bancaire	-1250,1	-745,3	-359,9	71,3	-1256,4	-988,7	193,4
Gap résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	786,3

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 16: CEMAC, Balance des paiements (en milliards de FCFA)

Agrégats	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
			Estim.	Estim.	Estim.	Prév. Rév.	Prév.
SOLDE DU COMPTE COURANT (transf. publics inclus)	-1121,3	1238,2	1371,6	-1618,1	-2080,1	-5271,7	-6158,4
SOLDE DU COMPTE COURANT (transf. publics exclus)	-1225,1	1193,4	1310,2	-1615,8	-2174,2	-5328,5	-6267,7
SOLDE DU COMMERCE EXTÉRIEUR	8283,5	12007,3	12274,8	9768,9	8611,1	3108,5	877,0
Exportations, fob	18422,2	22292,3	24339,8	21684,7	21178,3	14752,9	12000,7
Importations, fob	-10138,7	-10285,0	-12065,0	-11915,8	-12567,3	-11644,3	-11123,7
BALANCE DES SERVICES	-4708,3	-5309,3	-5374,2	-5923,2	-5441,8	-5456,7	-4663,3
BALANCE DES REVENUS	-4970,2	-5192,4	-5806,3	-5665,1	-5601,1	-3272,6	-2680,9
SOLDE DES TRANSFERTS COURANTS	273,8	-267,4	277,3	201,4	351,8	349,0	308,8
dont : publics (nets)	103,8	44,8	61,4	-2,3	94,0	56,8	109,3
privés (nets)	169,9	-312,3	215,9	203,7	257,7	292,2	199,5
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES	1458,7	1109,9	911,7	1772,2	3249,9	2652,7	4023,5
COMPTE DE CAPITAL	1481,9	212,5	242,2	168,6	176,5	180,3	439,9
COMPTE FINANCIER	-23,2	897,4	669,5	1603,6	3073,3	2472,4	3583,5
Investissements directs (nets)	1129,1	2251,1	1854,3	1887,4	1330,4	2032,4	1902,5
Investissements de portefeuille (nets)	123,0	-42,2	-0,7	-34,5	-31,2	-32,8	-12,8
Autres investissements (nets)	-1275,3	-1311,5	-1184,1	-249,3	1774,2	472,7	1693,8
ERREURS ET OMISSIONS	-363,7	-1021,2	-1527,6	-302,3	-1626,6	-176,8	-79,1
Solde global	-26,2	1326,9	755,7	-148,1	-456,9	-2795,8	-2214,0
Financement	26,2	-1326,9	-755,7	148,1	456,9	2795,8	2214,0
Variations des réserves off. (baisse + )	3,9	-1345,5	-767,6	75,7	411,3	2321,0	1399,7
Financements exceptionnels	22,3	18,6	11,8	72,5	45,6	474,8	28,1
Variations des arriérés ext. (baisse -)	-70,4	-22,9	-53,7	6,1	17,6	-41,2	0,0
Réaménagements de la dette	143,2	29,2	60,4	66,4	28,0	516,0	28,1
Autres	-50,5	12,3	5,1	0,0	0,0	0,0	0,0
GAP RÉSIDUEL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	786,3

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 17: CEMAC, Situation monétaire (en milliards de FCFA)

Agrégats	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
			Estim.	Estim.	Estim.	Prév. Rév.	Prév.
Avoirs extérieurs nets (y/c Services Centraux)	6705,1	8010,5	8749,4	8718,7	7908,4	5750,0	4284,9
BEAC	6093,4	7471,0	8227,7	8123,3	7872,7	5730,6	4044,0
Banques	611,7	539,5	521,7	595,5	35,7	19,4	240,9
Avoirs extérieurs bruts, dont	896,7	1130,9	1152,3	1294,0	714,8	732,5	975,1
Crédits à l'économie transnationaux	226,8	134,9	200,0	525,0	525,0	760,8	525,0
Engagements extérieurs bruts, dont	-285,1	-591,4	-630,7	-698,5	-679,1	-713,1	-734,2
Dépôts de la clientèle transnationaux	-72,0	-4,5	-61,2	-34,6	-15,2	-15,2	-15,2
Avoirs intérieurs nets	996,0	1022,8	1746,7	2429,6	3899,9	5924,8	7794,9
Crédits intérieurs nets	1429,2	1541,6	2613,0	3277,2	5022,0	7168,3	9056,5
Créances nettes sur l'État	-2198,6	3042,7	-2494,8	-3044,4	-1886,0	-373,7	526,5
Position nette du Gouvernement	-1926,8	2730,7	-2348,1	-2570,6	-1552,2	85,4	999,4
Créances sur les autres organismes publics	-271,8	-312,0	-146,7	-473,9	-333,9	-459,2	-472,9
Crédits à l'économie, dont	3627,8	4584,4	5107,9	6321,6	6908,0	7542,1	8529,9
Crédits à l'économie transnationaux	129,0	134,9	141,2	373,3	310,8	760,8	525,0
Crédit des Services Centraux à la BDEAC							
Autres postes nets	-433,2	-518,8	-866,3	-847,6	-1122,1	-1243,6	-1261,5
Masse monétaire	7288,8	8611,5	10081,6	10751,1	11384,0	11222,2	11619,1
Monnaie fiduciaire	1731,0	1968,6	2148,8	2324,3	2557,2	2555,8	2672,2
Dépôts à vue	3713,7	4542,3	5427,7	5786,8	5997,2	5721,5	5838,7
BEAC	55,1	54,7	72,0	55,1	49,9	55,1	58,1
Banques, dont	3658,6	4487,6	5355,7	5731,8	5947,3	5666,4	5780,6
Dépôts de la clientèle transnationaux	72,0	4,5	61,2	34,6	15,2	15,2	15,2
Dépôts à terme	1844,1	2100,6	2505,1	2640,0	2829,6	2945,0	3108,2
Allocations de DTS	412,3	421,8	414,5	397,2	424,2	452,5	460,8

Source: BEAC, États

Tableau 18: CEMAC, Synthèse des opérations fi <b>Zone CEMAC</b>	nancières d	e l'Etat et <u>p</u> 2011	orincipaux i	indicateurs 2013	2014	2015	2016
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	11343,5				12285,4	9566,7	9766,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	9799,9	12129,8 11875,5	13014,9 12736,4	12521,3 12315,0	12030,8	9349,2	9240,5
Recettes pétrolières	, and the second second		8387,5		6548,8	3907,7	2924,5
Recettes non pétrolières	6288,8 3511,1	7938,4 3937,0	4348,8	7567,2 4747,8	5482,0	5441,5	6316,0
recettes fiscales	3231,2	3631,5	3991,2	4443,3	4733,5	4943,6	5714,3
recettes non fiscales	280,0	305,5	357,6	304,5	748,5	498,0	601,6
DONS (en milliards)	1543,6	254,3	278,6	206,3	254,6	217,5	526,3
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	9275,4	10837,0	13359,6	13343,3	12789,6	10727,4	12268,1
DÉPENSES COURANTES	4552,8	5080,0	6005,7	6650,7	6397,6	6054,9	6629,4
dont salaires et traitements	1484,8	1639,7	1842,8	2057,5	2405,4	2454,3	2592,7
intérêts de la dette publique	234,0	204,4	217,0	310,2	301,0	347,0	589,2
DÉPENSES EN CAPITAL	4722,6	5757,0	7353,9	6692,6	6392,0	4672,6	5638,7
sur financement interne	4070,0	4926,3	6393,9	5236,1	5215,8	3747,5	3909,2
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	1411,1	2073,6	553,7	738,4	718,4	-106,1	-709,0
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	1177,1	1869,2	336,8	428,2	417,4	-453,2	-1298,1
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons					-758,8	-1378,2	-3027,7
(en milliards)	524,5	1038,5	-623,2	-1028,3	730,0	1370,2	3027,7
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	152,9	681,1	-929,1	-1585,3	-1195,8	-1941,2	-3178,4
STOCK DETTE publique (en milliards)	6209,6	7697,6	8767,1	10659,9	12831,8	13514,6	14774,1
dette extérieure	5197,4	6271,2	7075,4	8608,4	10584,7	11180,5	12439,0
dette intérieure	1012,2	1426,3	1691,7	2051,5	2247,1	2334,1	2335,1
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	8,0	6,3	8,1	6,5	17,8	>0	0,0
arriérés extérieurs	8,0	6,3	8,1	6,5	17,8	0,0	0,0
arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	>0	0,0
critères de convergence							
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	3,1	4,3	0,7	0,9	0,9	-1,0	-3,0
taux d'inflation annuel moyen (en %)	0,9	2,5	3,8	2,0	3,2	2,3	2,7
taux d'endettement public en % du PIB	16,1	17,5	18,3	22,5	26,3	30,8	34,4
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	8,0	6,3	8,1	6,5	17,8	>0	0,0
Indicateurs							
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	100,3	99,8	98,4	97,5	89,8	77,1	60,5
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	3,7	4,7	1,2	1,6	1,5	-0,2	-1,6
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	15	14	14	17	20	26	28
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-3,2	2,7	2,7	-3,4	-4,5	-12,2	-14,6
taux de pression fiscale non pétrolière (en % du PIB non pétrolier)	14,0	14,7	14,6	15,2	15,0	14,9	16,1
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	1,4	2,4	-1,3	-2,2	-1,6	-3,1	-7,0
solde global, base caisse sur PIB (en %)	0,4	1,6	-1,9	-3,3	-2,4	-4,4	-7,4
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	38524,4	43902,2	47805,4	47476,6	48844,3	43814,9	42969,0
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	23100,6	24736,1	27365,5	29270,2	31558,3	33215,9	35525,4
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	31183,7	32414,4	34281,0	34741,0	36421,4	37441,8	38457,4
taux de croissance du PIB en volume (en %)	5,0	3,9	5,8	1,3	4,8	2,8	2,7

Tableau 19: CAMEROUN, Synthèse des opérations fina	1					_	
Cameroun	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	2153,8	2294,9	2489,5	2686,0	2795,9	3056,0	2991,7
RECETTES TOTALES (en milliards)	2066,8	2228,6	2434,6	2639,7	2772,4	3019,4	2933,5
Recettes pétrolières	497,0	613,3	693,0	699,7	577,2	498,2	347,2
Recettes non pétrolières	1569,8	1615,3	1741,6	1940,0	2195,2	2521,3	2586,3
recettes fiscales	1488,9	1529,5	1648,8	1828,9	2041,6	2248,1	2314,1
recettes non fiscales	80,9	85,8	92,8	111,1	153,6	140,4	152,2
DONS (en milliards)	87,0	66,3	55,0	46,3	23,5	36,6	58,2
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	2172,8	2380,6	2549,2	3199,4	3248,4	3135,7	3749,5
DÉPENSES COURANTES	1610,0	1762,5	1808,2	2133,5	2194,9	2014,7	2223,7
salaires et traitements	634,0	681,6	706,1	790,1	848,8	897,8	955,2
intérêts de la dette publique	32,0	44,1	51,2	58,0	69,2	107,2	242,5
DÉPENSES EN CAPITAL	562,8	618,1	740,9	1065,9	1053,5	1121,1	1525,8
sur financement interne	447,8	517,9	551,8	573,2	566,4	696,1	1000,8
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	41,0	-7,7	125,7	-9,0	80,3	415,9	-48,5
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	9,0	-51,8	74,5	-67,0	11,1	308,7	-291,0
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-106,0	-152,0	-114,6	-559,7	-476,0	-116,3	-816,0
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-166,7	-248,2	-174,6	-580,7	-490,6	-222,4	-826,0
STOCK DETTE publique (en milliards)	1804,9	2232,0	2449,7	2937,6	3618,0	3965,0	4220,4
dette extérieure	1181,5	1481,8	1748,3	2137,9	2677,0	2937,0	3192,4
dette intérieure	623,4	750,2	701,4	799,7	941,0	1028,0	1028,0
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs							
critères de convergence							
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal	0,1	-0,4	0,6	-0,5	0,1	1,8	-1,6
(en %) taux d'inflation annuel moyen (en %)	1,3	2,9	2,4	2,1	1,8	2,7	3,0
taux d'endettement public en % du PIB	15,4	17,8	18,1	20,1	22,8	23,6	23,6
accumulation arriérés gestion courante (en	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indicateurs							
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	95,3	94,1	94,0	93,9	93,1	86,8	71,4
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	0,4	-0,1	0,9	-0,1	0,5	2,5	-0,3
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales $\leq 1$	30,7	30,6	29,0	29,9	30,6	29,7	32,6
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-3,8	-3,3	-3,9	-4,1	-4,7	-4,5	-5,6
taux de pression fiscale non pétrolière (en % du PIB non pétrolier)	13,6	13,2	13,3	13,5	13,8	14,1	13,4
solde global, base engagements, hors dons sur	-0,9	-1,2	-0,8	-3,8	-3,0	-0,7	-4,6
PIB (en %) solde global, base caisse sur PIB (en %)	-1,4	-2,0	-1,3	-4,0	-3,1	-1,3	-4,6
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	11699,7	12545,6	13514,7	14607,5	15846,5	16815,6	17882,7
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	10942,6	11605,0	12440,2	13547,1	14760,9	15979,2	17299,7
PIB en volume (au prix de l'année de base de 2000)	9156,7	9535,8	9973,4	10528,1	11152,1	11811,3	12433,9
taux de croissance du PIB en volume (en %)	3,3	4,1	4,6	5,6	5,9	5,9	5,3
man de cronssance da i ib en volume (en 70)	3,3	1,1	1,0	3,0	3,2	3,2	5,5

Tableau 20: CENTRAFRIQUE, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques

Centrafrique	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	168,7	138,1	174,4	64,0	127,1	144,5	168,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	114,2	111,8	127,8	43,2	41,8	59,2	81,6
Recettes pétrolières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Recettes non pétrolières	114,2	111,8	127,8	43,2	41,8	59,2	80,6
recettes fiscales	91,9	87,1	111,1	39,8	37,6	54,1	73,0
recettes non fiscales	22,3	24,7	16,7	3,4	4,2	5,1	7,6
DONS (en milliards)	54,5	26,3	46,6	20,7	85,3	85,3	87,2
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	168,1	164,3	162,5	111,9	107,2	137,5	207,8
DÉPENSES COURANTES	111,9	123,3	108,6	99,2	89,1	88,3	110,6
salaires et traitements	42,8	46,0	49,0	53,7	54,9	49,5	50,0
intérêts de la dette publique	6,4	8,7	6,0	4,9	5,5	8,4	7,6
DÉPENSES EN CAPITAL	56,2	41,0	53,9	12,7	18,1	49,2	97,2
sur financement interne	12,0	10,7	16,0	0,6	0,8	3,3	10,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-3,3	-13,5	9,2	-51,7	-42,6	-24,0	-32,4
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	-9,7	-22,1	3,2	-56,6	-48,1	-32,4	-39,9
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en	-53,9	-52,4	-34,7	-68,7	-65,4	-78,3	-127,1
milliards)	CO 1	12.7	24.2	50.5	70.2	-88,4	-132,1
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-68,1	-43,7	-24,3	-59,5	-79,2	452,7	501,5
STOCK DETTE publique milliards)	433,7	429,8	424,0	452,6	452,1		
dette extérieure	292,0	288,1	290,5	318,0	310,4	311,0	359,8 141,7
dette intérieure	141,7	141,7	133,5	134,6	141,7	141,7	
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	8,0	6,3	8,1	6,5	>0	>0	0,0
arriérés extérieurs	8,0	6,3	8,1	6,5	0	0	0,0
arriérés intérieurs					>0	>0	
Critères de convergence							
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal	-0,9	-2,0	0,3	-7,5	-5,6	-3,5	-3,8
(en %)		1.0	<b>7</b> 0	4.0	15.0	2.0	2.0
taux d'inflation annuel moyen (en %)	1,5	1,2	5,9	4,0	17,8	2,0	2,0
taux d'endettement public en % du PIB	41,1	38,2	35,1	60,2	52,8	49,0	48,3
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	8,0	6,3	8,1	6,5	>0	>0	0,0
,							
Indicateurs	51.1	<b>5</b> 0.1	<b>50.2</b>	52.2	<b>5</b> 0.5	760	60.2
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	71,1	70,1	70,2	72,2	78,7	76,8	60,3
solde budgétaire primaire rapporté au PIB	-0,3	-1,2	0,8	-6,9	-5,0	-2,6	-3,1
nominal (en %) évolution masse salariale par rapport à évolution	37,5	41,1	38,3	124,3	131,4	83,5	61,3
recettes fiscales ≤ 1	10.0					12.2	0.5
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-10,8	-8,0	-9,1	-8,6	-16,6	-13,3	-9,5
taux de pression fiscale non pétrolière (en % du	8,7	7,8	9,2	5,3	4,4	5,9	7,0
PIB non pétrolier) solde global, base engagements, hors dons sur PIB	0,1	-2,3	1,0	-6,4	2,3	0,8	-3,8
(en %)	0,1	2,3	1,0	0, 1	2,5		- ,-
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-6,5	-3,9	-2,0	-7,9	-9,3	-9,6	-12,7
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	1054,7	1124,2	1208,7	751,5	856,4	923,1	1038,7
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1054,7	1124,2	1208,7	751,5 751,5	856,4	923,1	1038,7
PIB en volume (au prix de l'année de base de 2005)	862,8	890,9	926,4	586,5	592,1	621,2	658,0
taux de croissance du PIB en volume (en %)	2,9	3,3	4,0	-36,7	1,0	4,9	5,9
taux de croissance du FIB en volume (en %)	۷,۶	3,3	+,0	-50,7	1,0	т,/	٥,,

Tableau 21: CONGO, Synthèse des opérations Congo	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	3941,0	2894,0	2975,8	3131,4	2863,6	1455,0	1901,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	2629,0	2858,6	2965,8	3103,3	2860,0	1455,0	1740,0
Recettes pétrolières	2187,0	2282,8	2290,7	2325,7	2001,5	549,8	657,8
Recettes non pétrolières	442,0	575,8	675,1	777,6	858,5	905,2	1082,1
recettes fiscales	411,6	554,7	632,2	768,2	847,7	896,2	1046,6
recettes non fiscales	30,4	21,1	43,0	9,5	10,8	9,0	35,6
DONS (en milliards)	1312,0	35,4	10,0	28,1	3,6	0,0	161,9
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	1353,4	1774,6	2535,3	2713,5	2626,1	2072,5	2621,9
DÉPENSES COURANTES	697,4	690,7	1023,1	1127,8	989,3	1088,5	1111,3
salaires et traitements	180,0	206,7	248,4	274,7	321,2	356,3	410,1
intérêts de la dette publique	65,4	10,9	12,9	15,9	15,8	27,5	36,6
DÉPENSES EN CAPITAL	656,0	1083,9	1512,2	1585,7	1636,8	984,0	1510,5
sur financement interne	516,0	867,9	1207,1	1054,0	1414,8	860,0	1009,3
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	1481,0	1310,9	748,5	937,3	471,7	-466,0	-344,1
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	1415,6	1300,0	735,6	921,5	455,9	-493,5	-380,7
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	1275,6	1084,0	430,5	389,8	233,9	-617,5	-881,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	1143,5	963,2	304,8	209,2	206,1	-632,7	-896,8
STOCK DETTE Publique (en milliards)	1461,2	1658,9	1831,0	2255,4	2813,7	2822,8	2897,5
dette extérieure	1348,7	1566,4	1758,5	2202,9	2435,1	2437,2	2511,9
dette intérieure	112,5	92,5	72,5	52,5	378,6	385,7	385,7
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	>0	0,0
arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0,0
arriérés intérieurs						>0	
critères de convergence							
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	23,1	18,4	10,4	13,4	6,5	-9,2	-7,7
taux d'inflation annuel moyen (en %)	0,4	2,2	5,0	4,7	0,9	1,8	1,7
taux d'endettement public en % du PIB	23,8	23,5	25,9	32,8	40,0	52,5	58,4
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	>0	0,0
Indicateurs							
taux de couverture extérieure de la monnaie	100,6	101,2	101,2	101,1	88,9	71,2	57,5
(en %) solde budgétaire primaire rapporté au PIB	24,1	18,6	10,6	13,6	6,7	-8,7	-6,9
nominal (en %) évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	0,0	0,1	0,5	0,2	11,2	24,5	23,6
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	6,9	7,6	3,2	12,4	-7,0	-42,1	-39,2
taux de pression fiscale non pétrolière (en % du PIB non pétrolier)	22,4	26,8	27,5	28,2	28,1	28,9	31,8
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	20,8	15,4	6,1	5,7	3,3	-11,5	-17,8
solde global, base caisse sur PIB (en %)	18,6	13,6	4,3	3,0	2,9	-11,8	-18,1
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	6140,7	7062,0	7064,4	6869,1	7039,3	5374,0	4960,2
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1839,1	2072,3	2301,9	2728,0	3015,7	3099,5	3286,4
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1990)	1393,9	1441,6	1496,7	1546,1	1649,3	1689,5	1748,1
taux de croissance du PIB en volume (en %)	8,7	3,4	3,8	3,3	6,7	2,4	3,5

Tableau 22: GABON, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques

Gabon	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	1838,8	2495,9	2638,1	2615,8	2349,0	1886,3	1948,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	1838,8	2495,9	2638,1	2621,8	2349,0	1886,3	1948,8
Recettes pétrolières	990,4	1385,7	1531,3	1344,0	1034,6	698,3	505,6
Recettes non pétrolières	848,4	1110,2	1106,8	1277,8	1314,4	1188,0	1443,2
recettes fiscales	802,9	1021,1	1047,7	1212,9	1192,2	1118,0	1369,4
recettes non fiscales	45,5	89,1	59,1	64,8	122,2	70,0	73,7
DONS (en milliards)	0,0	0,0	0,0	-6,0	0,0	0,0	0,0
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	1833,8	2364,9	2458,3	2468,0	2119,9	2008,4	2152,2
DÉPENSES COURANTES	979,5	1268,0	1502,7	1541,7	1477,1	1475,4	1589,4
salaires et traitements	412,4	450,1	514,6	552,8	691,3	728,0	732,2
intérêts de la dette publique	92,7	79,0	87,1	151,7	110,8	125,4	180,2
DÉPENSES EN CAPITAL	854,3	1096,9	955,6	926,3	642,8	533,0	562,8
sur financement interne	630,7	847,1	770,7	655,7	386,6	332,0	180,7
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	321,3	459,8	451,8	576,1	596,2	204,3	358,9
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	228,6	380,8	364,7	424,4	485,3	78,9	178,7
SOLDE GLOBAL, base ordonnancements, hors dons (en milliards)	5,0	131,0	179,8	153,8	229,1	-122,1	-203,4
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-117,6	14,8	158,3	20,0	-31,5	-466,7	-284,2
STOCK DETTE publique (en milliards)	1363,1	1469,5	1484,1	2283,2	2698,3	2941,6	3124,4
dette extérieure	1283,8	1390,2	1427,1	2039,0	2454,1	2697,5	2880,2
dette intérieure	79,3	79,3	57,0	244,2	244,2	244,2	244,2
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	19,6	>0	0,0
arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	19,6	0,0	0,0
arriérés intérieurs						>0	
critères de convergence							
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal	3,1	4,3	4,0	4,6	5,2	1,0	2,3
(en %) taux d'inflation annuel moyen (en %)	1,5	1,3	2,7	0,5	4,7	-0,3	2,5
taux d'endettement public en % du PIB	18,5	16,6	16,3	24,6	28,9	35,9	39,5
accumulation arriérés gestion courante (en	0,0	0,0	0,0	0,0	19,6	>0	0,0
milliards)	.,.	-,-	-,-	-,-	,-		ŕ
Indicateurs							
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	85,4	89,0	89,5	90,0	89,1	75,5	73,3
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	4,4	5,2	5,0	6,2	6,4	2,5	4,5
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales $\leq 1$	22,4	18,0	19,5	21,1	29,4	38,6	37,6
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	14,2	15,0	13,0	6,1	3,7	-2,7	-9,7
taux de pression fiscale non pétrolière (en % du	19,7	23,2	21,9	22,7	21,2	19,5	21,9
PIB non pétrolier) solde global, base ordonnancements, hors dons sur	0,1	1,5	2,0	1,7	2,5	-1,5	-2,6
PIB (en %) solde global, base caisse sur PIB (en %)	-1,6	0,2	1,7	0,2	-0,3	-5,7	-3,6
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	7370,5	8866,3	9094,4	9298,8	9339,3	8187,1	7910,0
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	4071,8	4408,3	4779,1	5344,6	5626,7	5732,1	6259,8
PIB en volume (au prix de l'année de base de 2001)	4296,4	4598,2	4829,8	5101,0	5319,9	5535,1	5732,8
taux de croissance du PIB en volume (en %)	6,4	7,0	5,0	5,6	4,3	4,0	3,6

Tableau 23: GUINEE-EQUATORIALE, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs

macroéconomiques  Guinée Equatoriale	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	2150,9	2849,0	3154,5	2688,5	2583,4	2070,7	1536,7
RECETTES TOTALES (en milliards)	2150,9	2849,0	3154,5	2694,5	2583,4	2070,7	1536,7
Recettes pétrolières	1938,5	2639,4	2852,5	2446,6	2302,4	1731,1	1184,6
Recettes non pétrolières	212,4	209,6	301,9	247,9	281,0	339,6	352,1
recettes fiscales	122,5	143,2	172,2	149,9	177,6	213,7	174,7
recettes non fiscales	89,9	66,4	129,7	97,9	103,5	119,4	175,0
DONS (en milliards)	0,0	0,0	0,0	-6,0	0,0	0,0	0,0
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	2516,8	2767,0	4023,5	3329,1	3102,1	2332,1	2226,8
DÉPENSES COURANTES	453,9	500,6	815,4	871,9	763,8	689,1	885,4
salaires et traitements	77,8	79,8	99,8	109,5	125,8	135,0	147,0
intérêts de la dette publique	19,6	27,8	31,8	37,7	50,0	29,1	65,8
DÉPENSES EN CAPITAL	2062,9	2266,4	3208,1	2457,2	2338,3	1643,1	1341,4
sur financement interne	2062,9	2266,4	3208,1	2457,2	2336,7	1643,1	1335,4
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-346,4	109,8	-796,9	-596,8	-467,1	-232,3	-618,3
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	-365,9	82,0	-828,8	-634,6	-517,1	-261,4	-684,1
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en	-365,9	82,0	-828,8	-634,6	-518,7	-261,4	-690,1
milliards)	303,7	02,0	020,0	034,0	310,7	201,.	0,0,1
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-365,9	82,0	-828,8	-634,6	-518,7	-261,4	-690,1
STOCK DETTE publique (en milliards)	344,5	689,6	833,6	665,8	977,5	1001,8	1589,7
dette extérieure	344,5	689,6	833,6	665,8	977,5	1001,8	1588,7
dette intérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	>0	0,0
arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs						>0	
critères de convergence							
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-5,4	0,9	-8,2	-7,0	-6,1	-4,9	-16,4
taux d'inflation annuel moyen (en %)	5,6	4,8	3,6	3,0	4,3	1,7	1,9
taux d'endettement public en % du PIB	5,0	7,9	8,2	7,4	11,5	18,7	38,2
accumulation arriérés gestion courante (en	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
milliards)							
Indicateurs							
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	122,4	101,8	100,9	100,7	80,6	55,9	31,0
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	-5,1	1,3	-7,9	-6,6	-5,5	-4,3	-14,8
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	3,6	2,8	3,2	4,1	4,9	6,5	9,6
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-22,0	7,7	4,2	3,9	-3,2	-17,4	-25,4
taux de pression fiscale non pétrolière (en % du PIB non pétrolier)	13,3	13,6	12,6	11,7	13,5	15,7	13,6
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-5,4	0,9	-8,2	-7,0	-6,1	-4,9	-16,6
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-5,4	0,9	-8,2	-7,0	-6,1	-4,9	-16,6
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	6825,3	8685,4	10110,9	9022,2	8518,2	5352,6	4166,8
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	920,4	1052,6	1367,7	1280,8	1318,7	1361,1	1285,6
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	2544,9	2653,8	2923,8	2690,8	2708,1	2542,6	2478,8
taux de croissance du PIB en volume (en %)	-2,6	4,3	10,2	-8,0	0,6	-6,1	-2,5

Tableau 24 : TCHAD, Synthèse des opérations financi  Tchad	ères de l'Et <b>2010</b>	at et princi	paux indic	ateurs mac	roéconomiqu 2014	2015	2016
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	1090,2	1457,8	1542,4	1315,7	1566,4	954,1	1219,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	1000,2	1331,5	1375,4	1212,5	1424,2	858,5	1000,9
Recettes pétrolières	675,9	1017,2	1020,0	751,2	633,1	430,2	229,2
Recettes non pétrolières	324,3	314,3	355,4	461,4	791,1	428,2	771,6
recettes fiscales	313,4	296,0	339,0	443,6	436,8	370,0	436,5
recettes non fiscales	10,9	18,4	16,3	17,8	354,3	58,2	335,1
DONS (en milliards)	90,1	126,3	167,0	103,1	142,2	95,7	219,0
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	1230,5	1385,5	1630,8	1521,4	1585,9	1041,2	1310,0
DÉPENSES COURANTES	700,1	734,9	747,6	876,6	883,4	699,0	709,0
salaires et traitements	137,8	175,6	224,9	276,7	363,4	287,6	298,1
intérêts de la dette publique	17,9	34,0	27,9	42,0	49,7	49,5	56,5
DÉPENSES EN CAPITAL	530,4	650,6	883,2	644,7	702,5	342,2	601,0
sur financement interne	400,6	416,3	640,2	495,4	510,5	213,0	373,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-82,6	214,3	15,5	-117,5	80,0	-4,0	-24,6
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	-100,5	180,3	-12,5	-159,5	30,2	-53,5	-81,1
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-230,3	-54,0	-255,5	-308,8	-161,8	-182,7	-309,1
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-272,3	-87,0	-364,5	-539,8	-281,8	-269,6	-349,1
STOCK DETTE publique (en milliards)	822,2	1237,8	1406,2	1706,8	2265,2	2330,6	2440,6
dette extérieure	746,9	855,2	1017,3	1244,8	1730,6	1796,0	1906,0
dette intérieure	75,3	382,6	388,8	462,0	534,6	534,6	534,6
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs							
critères de convergence							
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-1,8	3,2	-0,2	-2,3	0,4	-0,7	-1,2
taux d'inflation annuel moyen (en %)	-2,1	2,0	7,5	0,2	1,7	3,7	2,9
taux d'endettement public en % du PIB	15,1	22,0	20,6	24,6	31,3	32,5	34,8
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indicateurs							
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	58,0	69,6	72,2	73,0	73,2	32,5	15,9
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	-1,5	3,8	0,2	-1,7	1,1	-0,1	-0,4
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales $\leq 1$	13,8	13,2	16,4	22,8	25,5	33,5	29,8
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-11,6	-14,9	1,8	-11,7	-12,0	-15,9	-21,0
taux de pression fiscale non pétrolière (en % du PIB non pétrolier)	7,3	6,6	6,4	7,9	7,3	6,0	6,8
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-4,2	-1,0	-3,8	-4,5	-2,2	-2,6	-4,4
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-5,0	-1,5	-5,4	-7,8	-3,9	-3,8	-5,0
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	5433,5	5618,8	6812,2	6927,3	7244,5	7162,4	7010,7
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	4292,5	4493,9	5292,8	5648,0	6013,1	6153,4	6384,5
PIB en volume (au prix de l'année de base de 2005)	5116,6	5138,9	5460,5	5623,3	5972,9	6171,5	6155,2
taux de croissance du PIB en volume (en %)	13,4	0,4	6,3	3,0	6,2	3,3	-0,3

Agrégats	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
			Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Prév.
	•	Prix coura	ants				
Secteur primaire	18 991,5	21 927,1	23 526,3	21 423,9	21 082,2	16 039,5	13 897,6
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	4 954,8	4 952,9	5 567,6	5 658,0	6 037,7	6 403,7	6 914,3
Sylviculture	336,2	344,7	360,7	341,5	347,4	387,5	437,7
Industries extractives	13 700,6	16 629,5	17 598,0	15 424,4	14 697,1	9 248,3	6 545,6
Secteur secondaire	6 834,7	8 187,5	9 231,7	9 669,3	9 914,3	8 889,4	9 220,9
Industries manufacturières	2 423,7	2 467,8	2 744,0	2 869,9	3 064,6	3 221,3	3 456,7
Bâtiments et Travaux Publics	1 701,4	2 143,9	2 569,5	2 877,1	3 067,3	3 065,6	3 349,3
Autres	2 709,5	3 575,8	3 918,2	3 922,3	3 782,5	2 602,5	2 414,9
Secteur tertiaire	10 961,8	11 881,9	12 981,0	14 141,8	15 375,6	16 330,5	17 101,7
Services marchands	8 275,9	8 964,3	9 722,4	10 500,1	11 420,2	12 350,4	13 056,7
Services non marchands	2 685,9	2 917,6	3 258,6	3 641,6	3 955,4	3 980,1	4 045,1
PIB au coût des facteurs	36 788,0	41 996,4	45 739,0	45 235,0	46 372,1	41 259,4	40 220,2
Taxes nettes sur les produits	1 736,4	1 905,8	2 066,4	2 241,6	2 472,2	2 555,5	2 748,9
PIB aux prix courants du marché	38 524,4	43 902,2	47 805,4	47 476,6	48 844,3	43 814,9	42 969,0
PIB du secteur pétrolier	15 423,8	19 166,1	20 439,9	18 206,3	17 286,0	10 599,0	7 443,7
PIB du secteur non pétrolier	23 100,6	24 736,1	27 365,5	29 270,2	31 558,3	33 215,9	35 525,4
	Prix co	nstants, aux	prix de 1992	2			
Secteur primaire	14 010,1	13 547,6	13 847,6	13 027,6	13 560,2	13 949,8	13 809,0
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	4 457,6	4 292,0	4 721,5	4 658,6	4 908,3	5 014,8	5 265,0
Sylviculture	251,6	248,9	256,3	247,5	279,2	295,3	315,3
Industries extractives	9 301,0	9 006,7	8 869,7	8 121,5	8 372,6	8 639,7	8 228,8
Secteur secondaire	5 394,2	5 964,1	6 333,8	6 616,0	6 855,0	6 785,6	7 295,4
Industries manufacturières	2 141,4	2 243,0	2 362,8	2 434,6	2 560,4	2 691,3	2 845,6
Bâtiments et Travaux Publics	1 170,3	1 479,9	1 695,5	1 793,8	1 850,7	1 787,3	1 934,6
Autres	2 082,5	2 241,2	2 275,6	2 387,6	2 443,9	2 307,0	2 515,2
Secteur tertiaire	10 134,9	10 926,6	11 607,3	12 339,4	13 064,9	13 631,7	14 109,1
Services marchands	7 810,9	8 368,8	8 835,6	9 316,0	9 831,5	10 379,6	10 815,5
Services non marchands	2 323,9	2 557,8	2 771,7	3 023,3	3 233,4	3 252,1	3 293,5
PIB au coût des facteurs	29 539,2	30 438,3	31 788,7	31 982,9	33 480,1	34 367,1	35 213,6
Taxes nettes sur les produits	1 644,5	1 976,1	2 492,3	2 758,0	2 941,3	3 074,7	3 243,8
PIB aux prix constants du marché de 2005	31 183,7	32 414,4	34 281,0	34 741,0	36 421,4	37 441,8	38 457,4
PIB du secteur pétrolier	10 515,1	10 331,5	10 212,1	9 470,2	9 725,7	9 801,6	9 501,8
PIB du secteur non pétrolier	20 668,6	22 082,8	24 069,0	25 270,8	26 695,6	27 640,1	28 955,6

Tableau 26 : CEMAC, Ressources et Emplois (en milliards de FCFA)

Agrégats	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
			Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Prév.
	•	Prix cours	ants				
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	38 524,4	43 902,2	47 805,4	47 476,6	48 844,3	43 814,9	42 969,0
DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES	34 949,3	37 204,1	40 904,8	41 708,3	45 675,1	46 163,1	46 755,3
Consommation	23 948,2	24 695,0	26 275,5	28 611,6	30 240,4	31 334,4	32 307,1
Publique (État)	3 798,1	4 091,8	4 853,6	5 652,4	5 839,0	5 543,6	6 076,1
Privée	20 150,1	20 603,2	21 421,9	22 959,2	24 401,4	25 790,8	26 231,0
Investissements bruts	11 001,1	12 509,2	14 629,3	13 096,6	15 434,7	14 828,7	14 448,2
Formation brute de capital fixe	10 941,9	12 487,0	14 580,4	13 085,2	15 389,4	14 815,5	14 435,0
Publique (Etat et Ad. Publiques)	4 461,9	5 471,2	6 989,2	5 983,4	5 653,3	4 185,3	4 924,8
Privée (Entreprises et ménages)	6 480,0	7 015,8	7 591,2	7 101,8	9 736,0	10 630,2	9 510,2
Secteur pétrolier	3 550,0	3 621,1	4 062,0	3 198,9	5 055,0	5 193,8	3 516,2
Secteur non pétrolier	2 930,0	3 394,7	3 529,1	3 902,9	4 681,0	5 436,4	5 994,0
Variations des stocks	59,2	22,2	48,9	11,5	45,3	13,2	13,2
EXPORTATIONS NETTES	3 575,1	6 698,1	6 900,6	5 768,3	3 169,2	-2 348,1	-3 786,3
Exportations de biens et services non- facteurs	19 742,3	23 836,4	25 941,4	23 376,2	23 106,4	16 769,1	14 074,1
Biens	18 422,2	22 292,3	24 339,8	21 684,7	21 178,3	14 752,9	12 000,7
Pétrole brut	13 479,1	16 106,3	17 590,9	15 102,5	14 631,2	9 125,6	6 181,0
Autres	4 943,1	6 186,0	6 749,0	6 582,2	6 547,2	5 627,3	5 819,6
Services non-facteurs	1 320,1	1 544,1	1 601,6	1 691,6	1 928,1	2 016,3	2 073,4
Importations de biens et services non- facteurs	-16 167,1	-17 138,4	-19 040,8	-17 607,9	-19 937,2	-19 117,2	-17 860,4
Biens	-10 138,7	-10 285,0	-12 065,0	-11 320,8	-12 567,3	-11 644,3	-11 123,7
Services non-facteurs	-6 028,4	-6 853,4	-6 975,8	-6 287,2	-7 369,9	-7 472,9	-6 736,6
	•	Prix const	ants				
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	31 183,7	32 414,4	34 281,0	34 741,0	36 421,4	37 441,8	38 457,4
DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES	34 086,0	35 507,6	39 199,5	39 093,9	42 537,0	40 813,1	39 724,0
Consommation	25 240,2	26 388,5	28 481,5	29 557,6	31 010,5	29 901,7	30 025,5
Publique (État)	3 296,7	3 443,4	4 009,6	4 574,9	4 593,0	4 250,7	4 564,9
Privée	21 943,6	22 945,1	24 471,9	24 982,7	26 417,5	25 651,0	25 460,6
Investissements bruts	8 845,7	9 119,1	10 718,0	9 536,4	11 526,5	10 911,4	9 698,4
Formation brute de capital fixe	8 717,5	9 153,7	10 664,5	9 501,3	11 446,7	10 890,7	9 677,9
Publique (Etat et Ad. Publiques)	2 859,1	3 265,2	4 312,0	3 543,6	3 224,3	2 397,3	2 809,2
Privée (Entreprises et ménages)	5 858,4	5 888,5	6 352,5	5 957,8	8 222,4	8 493,4	6 868,6
Secteur pétrolier	3 080,0	3 007,6	3 228,2	2 603,3	4 289,5	4 200,4	2 325,1
Secteur non pétrolier	2 778,4	2 880,9	3 124,3	3 354,5	3 932,9	4 293,0	4 543,5
Variations des stocks	128,2	-34,6	53,5	35,1	79,8	20,7	20,6
EXPORTATIONS NETTES	-2 902,3	-3 093,3	-4 918,5	-4 352,9	-6 115,6	-3 371,3	-1 266,6
Exportations de biens et services non-facteurs	12 322,7	12 381,3	11 939,9	11 508,9	11 788,6	12 371,8	13 234,0
Importations de biens et services non- facteurs	-15 225,1	-15 474,5	-16 858,4	-15 861,9	-17 904,2	-15 743,1	-14 500,6

#### **BIBLIOGRAPHIE**

Cellule nationale de la surveillance multilatérale de la République Cameroun (2014), Rapport intérimaire de la surveillance multilatérale pour l'année 2014 et perspectives pour 2015-2016, Yaoundé, janvier 2015.

Cellule nationale de la surveillance multilatérale de la République Centrafricaine (2014), Document technique de travail pour la mission de surveillance multilatérale-CEMAC, Bangui, janvier 2015.

Cellule nationale de la surveillance multilatérale de la République Congo (2014), Document technique de travail pour la mission de surveillance multilatérale-CEMAC, Brazzaville, janvier 2015.

Comité de Convergence (2014), Rapport du Comité de Convergence de la Zone Franc, Paris, octobre 2014.

Commission de la CEMAC (2013), Rapport définitif de la surveillance multilatérale pour l'année 2013 et perspectives pour 2014, Bangui, février 2014.

Documents des revues avec les institutions financières internationales (Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, BAD, etc....) pour les six États membres et de programmation monétaire de la BEAC.

# Contribution à l'élaboration du rapport de surveillance multilatérale.

### 1. Cellules nationales

- Cameroun
- Centrafrique
- Congo
- Gabon
- Guinée Equatoriale
- Tchad

#### 2. Cellule communautaire

- o Aimé Dominique BIDA-KOLIKA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Directeur des Études, BEAC;
- o Bertrand BESSE NGNIAH, Cadre à la Direction des Études et de la Stabilité Financière, BEAC ;
- Jean Aimé BOUSSAMBA, Chargé d'études à la Direction des Études et des financements, BDEAC;
- o Djimtoingar Nadjiounoum, Directeur des Études Economiques, C/CEMAC;
- Nguemeni Jean Claude, Chef de Cabinet du Commissaire en charge des Politiques Economique, Monétaire et Financière, C/CEMAC;
- o Samuel GBAZA, Sous-directeur de la Surveillance Multilatérale, C/CEMAC;
- o Roland Marc LONTCHI TCHOFFO, Chef de Projet des Études Economiques et du Suivi des Programmes, C/CEMAC;
- o Mamadou Issa Baba, Chef de Projet Finances Publiques, C/CEMAC.

## 3. Collège de Surveillance

- o Cameroun
- Centrafrique
- o Congo
- Gabon
- Guinée Équatoriale
- Tchad
- o Michel DZOMBALA, Directeur des Études, BEAC;
- Aimé Dominique BIDA-KOLIKA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Directeur des Études, BEAC;
- Bertrand BESSE NGNIAH, Cadre à la Direction des Études et de la Stabilité Financière, BEAC;
- o Samuel GBAZA, Sous-directeur de la Surveillance Multilatérale, C/CEMAC;
- o DJIMTOINGAR Nadjiounoum, Directeur des Études, C/CEMAC;
- o MAMADOU Issa Baba, Chef de Projet Finances Publiques, C/CEMAC;
- O Jean-Claude NGUEMINI, Chef de Cabinet du Commissaire en charge des Politiques Economique, Monétaire et Financière, C/CEMAC;
- o Roland Marc LONTCHI TCHOFFO, Chef de Projet des Études Economiques et du Suivi des Programmes.